

DÉBATS

Enseignement

L'architecture réhabilitée

par Michel Delebarre

FORCE est de reconnaître que les « tristes glorieuses » ne l'ont guère été dans le domaine architectural. Au fil des années, la société française s'est ainsi détachée d'une architecture parfois ravagée au rang d'auxiliaire d'une reconstruction souvent hâtive et d'une urbanisation aussi galopante qu'insuffisamment maîtrisée. Il serait injuste d'en faire porter la faute sur les seuls architectes. C'est collectivement, à tous les niveaux de responsabilité, qu'ont manqué l'imagination, la réflexion et l'ambition propres à faire émerger un projet pour nos villes, et cette nouvelle civilisation urbaine dont nous sommes encore en quête.

Depuis plusieurs années, les signes d'une renaissance se multiplient, et avec eux s'esquisse une réconciliation entre la France et son architecture. Les grands projets de la République y sont pour beaucoup, en redonnant au public le goût de la création et de l'innovation : on est passé, avec eux, du bâtiment que l'on subit au monument dont on discute, que l'on regarde et, enfin, que l'on s'approprie. Ces œuvres exceptionnelles ne sont pas isolées : toute une production architecturale s'est développée, qui transforme, le plus souvent avec succès, nos équipements publics comme les logements destinés au plus grand nombre, avec le même souci d'unir la valeur esthétique et la qualité fonctionnelle.

Ce renouveau doit être salué et, mieux encore, encouragé. Notre pays a grand besoin d'architectes talentueux et compétents, capables d'embellir et de faire évoluer nos villes en leurs centres anciens comme dans leurs périphéries ; et contribuant, avec tous les acteurs de la politique urbaine, à faire de nos « agglomérations » des espaces cohérents et des lieux d'insertion et de pratiques sociales différentes.

Cela suppose que l'architecture ne soit plus tenue à l'écart du mouvement général de démocratisation et de modernisation de l'enseignement supérieur, comme cela a été le cas trop longtemps : songeons que, après la réforme médiocre au milieu des années 60 par André Malraux, l'enseignement de l'architecture a dû attendre près de vingt ans pour connaître une nouvelle étape dans son évolution.

C'est pourquoi il nous fallait engager un plan de rénovation, avec humilité mais détermination.

Avec humilité : pourquoi lancer une nouvelle réforme des études ? Jugons auparavant des effets de celle de 1984, que nous croyons positive.

Avec détermination, cependant : l'enseignement de l'architecture ne pouvait pas rester un parent pau-

vre, sans statut pour ses professeurs, sans accroissement de ses moyens, au moment même où le pays consentait pour l'université et l'enseignement l'effort que l'on sait.

Désormais, les enseignants des écoles d'architecture disposeront d'un statut analogue à celui de leurs collègues universitaires, le personnel administratif sera renforcé, le budget des écoles et les bourses des étudiants régulièrement augmentés sur plusieurs années.

Elargir l'horizon

Des études conduisant à terme au doctorat en architecture se mettront en place avec l'habilitation de l'éducation nationale, ce qui mettra fin à une singulière carence faisant de notre pays le seul, en Europe occidentale, à être dépourvu de ce titre. Enfin, dans un but de promotion sociale, une filière d'accès au diplôme d'architecte par la voie de la formation professionnelle va être créée, pour qu'il n'y ait plus, dans ce domaine non plus, manquement du service public.

« Si vous pensez que l'enseignement coûte cher, essayez l'ignorance. » Le gouvernement auquel j'appartiens a fait sienne cette maxime d'Abraham Lincoln. Reste que cet effort serait vain sans l'adhésion des enseignants, enfin

pleinement reconnus dans leur compétence et leur dignité. Dans ce monde de connaissances éclatées et de savoirs en miettes, ils sont au cœur d'une des formations les plus riches et les plus complètes qui soient.

Le projet architectural ne se nourrit-il pas aussi bien des sciences exactes que des sciences humaines, de l'informatique que du droit ? C'est cette faculté unique de concevoir dans l'espace qui permet aux architectes qui le souhaitent d'élargir leur horizon à l'urbanisme, au design ou au paysage...

L'enseignement actuel est, et restera, centré sur le « projet », c'est-à-dire la conception d'un bâtiment ou d'un ensemble urbain. Mais prenons garde, trop pressés par la demande économique, d'oublier qu'il s'agit justement d'un enseignement, c'est-à-dire avant toute chose de l'édification d'un savoir, et qu'un enseignement supérieur moderne ne peut se fonder sur la seule pratique. C'est précisément leur aptitude à abstraire et leur large culture générale, scientifique, technique et humaine qui font la valeur des architectes. Et c'est de cette valeur que dépend largement ce que sera demain le visage de nos villes, enjeu décisif pour la société française.

► Michel Delebarre est ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

L'ère damocléenne

Suite de la première page

L'Histoire se remet en marche vers le futur en allant vers son passé, c'est-à-dire les questions nationales, ethniques, raciales, religieuses, telles qu'elles se posaient avant d'avoir été plus ou moins congelées ; et certaines, du fait même de cette congélation, se posent de façon aujourd'hui paroxystiques.

Ce vingtième siècle, ainsi délimité, a été apocalyptique, dans le sens premier et fort du terme d'apocalypse : celui-ci, qui signifie « révélation », décrit le déchaînement des forces du mal qui plongent le monde dans l'horreur, mais ce déchaînement même annonce la victoire du salut, la fin des temps, le royaume de Dieu.

Les horreurs et les souffrances de la guerre de 14-18 ont apocalyptiquement convaincus les combattants qu'ils vivaient et mouraient dans la dernière des guerres, « la der des der », d'où sortirait nécessairement un monde pacifié. Au cœur de cette première apocalypse s'est levé l'apocalypse révolutionnaire : le nouvel antéchrist impérialiste, en déchaînant la guerre mondiale, annonce la venue salvatrice de la révolution universelle.

Rosa Luxemburg exprime de la même façon exaltée que les bolcheviks sa conviction que les violences déchaînées susciteront l'écroulement du capitalisme et l'avènement du monde nouveau. Puis les souffrances, les privations, les cruautés du stalinisme ont semblé à bien des révolutionnaires le prix douloureux à payer pour arriver au règne de la fraternité et de la bonté ; et un Brecht d'après-guerre, même comme suprême conseil moral le conseil d'être méchant pour être bon.

Mais c'est surtout le système stalinien qui entretenait sans cesse le mythe apocalyptique que les forces du mal sont d'autant plus menaçantes qu'elles sont condamnées à la défaite (théorie de l'aggravation de la lutte des classes en fonction des succès du socialisme). Puis les hécatombes, les ravages, les déportations, les souffrances de la seconde guerre mondiale, susciteront, chez des centaines de millions d'êtres humains, la conviction qu'un monde meilleur, pacifié, juste, libre naîtrait inévitablement de l'effondrement du nazisme.

Enfin, la bombe d'Hiroshima fut assumée de façon apocalyptique, sauf pour les Japonais. C'était elle finalement qui avait mis un point final à la guerre. On

pensa que ce mal extrême avait produit un bien extrême en sauvant des millions de vies. En fait, la bombe d'Hiroshima annonçait déjà une ère nouvelle, où l'arme thermonucléaire serait une épée de Damoclès suspendue en permanence sur toute l'humanité : l'ère damocléenne.

Aucun salut n'est annoncé

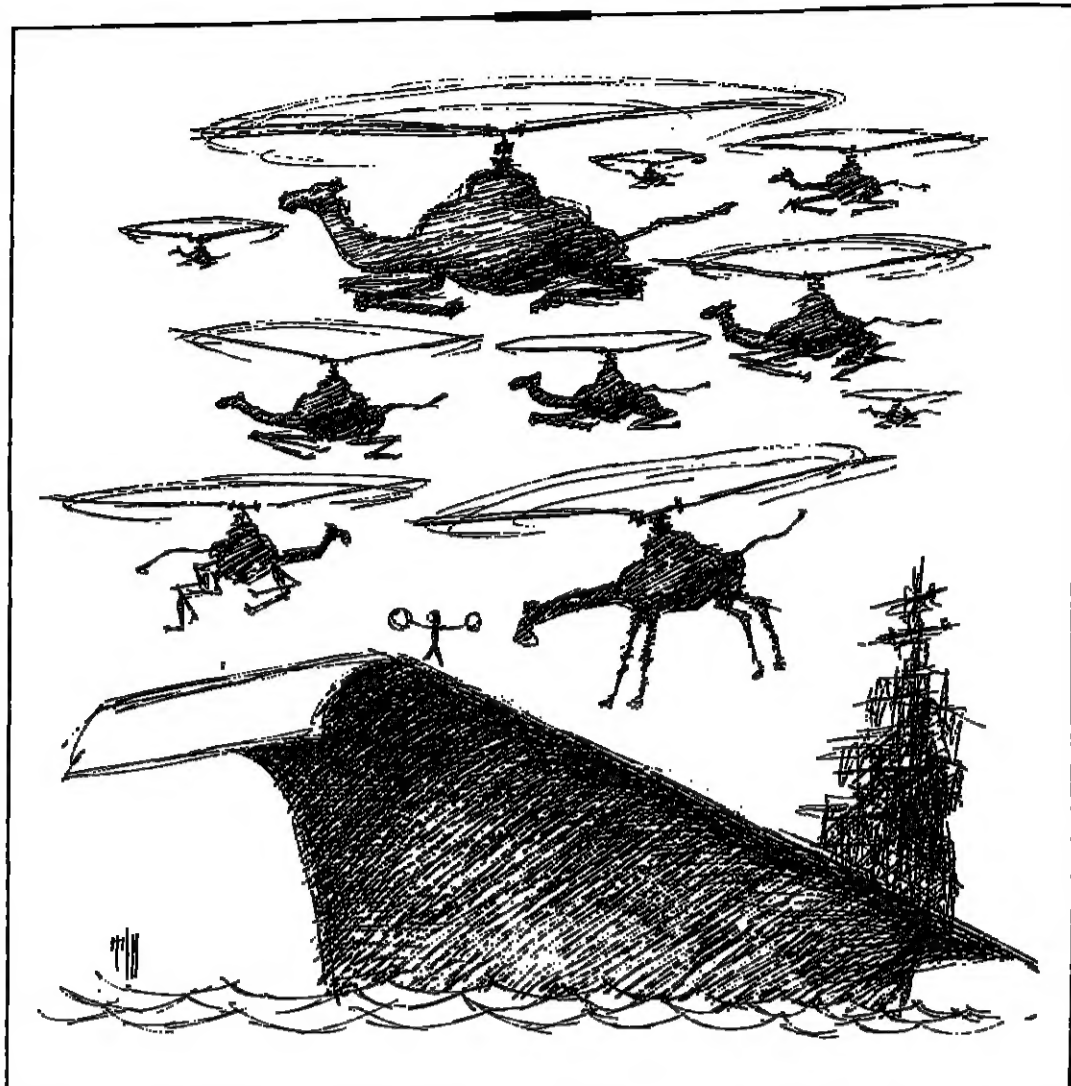
Nous avons quitté le vingtième siècle. Mais nous ne sommes pas sortis de l'ère de fer planétaire. Nous sommes passés de l'ère apocalyptique à l'ère damocléenne.

L'ère apocalyptique s'est lentement effilochée dans les décennies d'après-guerre. Certes, l'idée de révolution gardait en elle toutes ses composantes apocalyptiques. Certes, il y eut une grande flamme apocalyptique, avec le maïsisme de la révolution culturelle, et il y eut des résurgences et des renaissances locales d'apocalypses dans les sectes révolutionnaires et surtout les microgroupes terroristes persuadés que liberté, égalité et fraternité ne peuvent se gagner que dans et par le sang, et que plus grand serait le bain de sang, plus proche serait l'ère de bonheur.

Mais le déperissement généralisé de l'idée de révolution, après les années 1975-1977, a miné toute espérance apocalyptique. Sauf encore pour de puissants fondamentalistes religieux, notamment islamiques, les maux n'annoncent plus le bien : ils sont du mal. Le malheur historique ne sera pas racheté par le salut historique. Désormais, nous pouvons comprendre que les désastres et les malheurs terrestres n'annoncent aucun salut.

L'arme nucléaire avait déjà introduit l'ère damocléenne naissante au sein de l'ère apocalyptique. La situation damocléenne s'installe avec les énormes arsenaux capables de détruire plusieurs fois l'humanité, les avions porteurs de méga-mort volant sans cesse dans le ciel, les missiles par milliers attendant dans leurs silos. Certes, depuis 1987, les deux superpuissances s'accroissent à la réduire. Mais elles ne peuvent plus les supprimer, puisque plusieurs États possèdent et vont posséder l'arme, que celle-ci sera de plus en plus facile à fabriquer et qu'elle sera de plus en plus miniaturisée.

L'arme est déjà fabriquée ou en cours de fabrication dans la poudrière du Proche-Orient. Bientôt elle sera à la disposition de petits



Etats, de chefs fous, de groupes terroristes. Les épées de Damoclès nucléaires se multiplient et vont être omniprésentes. La potentialité d'auto-anéantissement, locale ou générale, va désormais accompagner la marche de l'humanité.

De nouvelles potentialités damocléennes s'inscrivent dans la vie quotidienne en tous lieux. Certes, en tous lieux, la vie quotidienne comporte risques, accidents, meurtres. Un voyage en avion comporte un risque propre à ce transport ; mais les nouveaux risques de détournement, prise d'otages, explosion à la bombe, s'y sont ajoutés, et, à chaque embarquement, un détecteur d'armes et d'explosifs contrôle tout bagage. C'est plus largement les formes modernes de terrorisme qui, dans la rue ou le grand magasin, planent sur tous et sur personne.

En même temps, une menace damocléenne s'est introduite dans la biosphère qui nous enveloppe. Les déjections, émanations, exhalations de notre développement technique, industriel, urbain, créent le réchauffement et la dégradation de la biosphère, et nous découvrons que le cours même de notre civilisation peut tuer par empoisonnement notre milieu vivant et ainsi devenir mortifère pour les humains.

Une convivialité avec la mort

Et voici la mort qui se réintroduit avec virulence dans le sexe, que l'on croyait avoir enfin aseptisé. Sur chaque rencontre amoureuse, dans chacune de nos étreintes, en chaque point du monde, le spectre damocléen du sida est désormais présent. On va certes trouver la parade. Mais l'ère du sida va durer et s'amplifier dans l'immédiat futur.

Enfin, la mort a gagné du terrain à l'intérieur de notre psyché, avec le pouvoir mortifère de certaines drogues. Nous savons que les puissances d'autodestruction sont latentes en chacun d'entre nous : elles sont particulièrement actives dans notre civilisation où, dans la perte des anciennes solidarités et communautés, se multiplient et s'accroissent l'atomisation des individus, les solitudes, les angoisses. Les drogues violentes, notamment l'héroïne, calment, apaisent, enivrent, exaltent, mais leur salut porte la mort.

Il y avait avant l'ère damocléenne la conscience de sa propre mort et de celle des siens en chaque être humain. Il y avait au loin des lointains, depuis plus d'un siècle, la mort du soleil qui entraînerait celle de la terre dans son naufrage. Il y avait l'idée que les civilisations sont mortelles, y compris la nôtre. Mais à ces

TRAIT LIBRE

morts s'ajoutent des nouvelles morts intimes, globales, rapprochées, surplombantes, empoisonnantes, enveloppantes, planétaires. C'est pourquoi nous sommes entrés dans l'ère damocléenne, ou plutôt dans la phase damocléenne de l'âge de fer planétaire.

Nous devons comprendre qu'il faut vivre encore plus intimement et constamment que jamais avec la présence et la conscience de la mort. Nous devons ouvrir le problème d'une convivialité avec la mort.

Des sources permanentes de barbarie

La conscience de cette mortalité commune, non seulement en tant qu'individus mortels, mais en tant que membres d'une même histoire, d'un même siècle, d'une même civilisation, d'une même humanité, devrait nous conduire à une solidarité et à une commémoration réciproque de chacun à chacun, de tous à tous. Nous retrouvons ici le message original du prince Sakyami. Il rejoint le message contemporain de Freud disant qu'il est temps que l'Eros éternel (amour, amitié, fraternité, solidarité) reprenne des forces contre son ennemi non moins éternel. Les deux messages conjoints conviennent à la naissance du troisième millénaire.

Que se passe-t-il dans cette ère damocléenne, qui la rend justement menaçante et périlleuse ? La fin de la guerre froide elle-même. Celle-ci, dans un premier temps, désamorce l'histoire, mais suscite aussitôt une fantasmatique de tout ce que l'entre-terreur des grands, de tout ce que le carcan totalitaire avait paralysé. En Europe, les nationalités qui se réveillent risquent de virer au nationalisme, et des pro-

blèmes de frontières, d'enclaves, de minorités créent des foyers potentiels de conflits en URSS, en Roumanie, en Yougoslavie. En Afrique, la vague de renversements des régimes dits socialistes, en fait minitotalitaires, n'arrive pas à la démocratisation et libère des fureurs tribales, ethniques, raciales, religieuses.

Mais c'est évidemment dans la zone de fractures et d'interférences entre le monde musulman, le monde chrétien et la nation juive, entre Orient et Occident, entre nationalisme récents aux frontières arbitraires, que fermentent des risques terribles. L'invasion du Koweït et ses suites internationales en sont un premier cas exemplaire. S'il n'en sort pas une déflagration, qui pourrait embraser la planète et provoquer alors une nouvelle grande embardée historique, nous retrouverons des risques analogues en Arménie-Azerbaïdjan, Syrie-Liban, Israël-Palestine.

Le retour au passé, déterminé par la perte du futur, bénéficie des armes et des techniques de pointe du présent. Tout cela donne un caractère fragile et immensément périlleux à l'ère damocléenne. Il y a nécessité de donner énergie et organisation à l'ONU, de régler avec des garanties internationales les situations explosives, de ne pas attendre les désastres pour traiter les problèmes fondamentaux des deux sous-développements, celui qui, matériel, technique, économique, est subi par le tiers-monde, et celui qui, psychique, moral, intellectuel, est universel. L'un et l'autre sont sources permanentes de barbarie. Notre planète est aussi l'île du docteur Moreau.

EDGAR MORIN

COURRIER

Les Libanais à la télévision

Certains de mes compatriotes ont été choqués par des propos entendus dans une émission télévisée qui passe à FR 3 tous les jours à 18 heures. Il s'agit de la série « Sixième gauche », au cours de laquelle un acteur a prononcé, le 4 septembre, la « maxime » suivante : « Quelle est la différence entre un Grec et un Libanais ? Les deux vendent leur mère ! Le Grec la livre, mais le Libanais ne la livre pas. » Un pays blesé - et qui, jusqu'à il y a quelques années, émerveillait le monde - mériterait un peu plus de compréhension et de solidarité que ces propos xénophobes et racistes. Un pays qui demeure le dernier bastion de la francophonie au Proche-Orient mériterait davantage que ces injures distillées discrètement dans une émission télévisée qui se propose pourtant de répandre la fraternité et la compréhension entre les différentes communautés de France.

ABDALLAH NAAMAN
Attaché culturel
à l'ambassade du Liban à Paris

Censure interdite

Quatre pages dans le numéro du 30 août pour dénoncer les « censure aux Etats-Unis » et affirmer que « la liberté d'expression est en danger outre-Atlantique ». Comme si les Américains, qui l'ont vu que le National Endowment for the Arts (NEA, sorte d'organisme de dotation nationale pour les arts) a parfois mal géré ses dotations, n'avaient pas le droit de s'organiser contre ce qu'ils considèrent comme des incitations au voyeurisme ou au sadisme !

ÉTIENNE GOT
Rouen

Les cons

de l'Europe

La junte d

سكرا من الوصل

LA CRISE DU GOLFE

Les consultations diplomatiques et la mise en place de l'embargo

Le gouvernement américain a ajourné son projet de vente d'armes, d'un montant de 21 milliards de dollars, à l'Arabie saoudite, craignant de déclencher une bataille politique aux Etats-Unis en pleine crise du Golfe, rapporte le *Washington Post*.

Selon des sources bien informées citées par le journal, des parlementaires ont dit de hauts responsables de la défense et du département d'Etat que le Congrès, auquel Washington devait présenter son projet cette semaine, n'apporterait son soutien qu'à la livraison d'armes, plus modeste, dont l'Arabie saoudite a besoin dans le cadre strict de la crise du Golfe. Certains parlementaires ont affirmé que l'examen de la livraison de chasseurs F-15 et d'hélicoptères Apache envisagée par l'administration du président George Bush devait être reporté, d'autres estimant que seules des concessions extraordinaires à Israël permettraient l'approbation du projet.

• A FRANCFORT, les six premiers des soixante blindés Fuchs détecteurs de gaz de combat que la RFA a promis à l'armée américaine ont été embarqués dans la nuit de mercredi à jeudi vers l'Arabie saoudite, a annoncé jeudi un porte-parole de la base aérienne américaine de Ramstein (sud-ouest de la RFA). Une centaine de soldats américains ont été formés au cours des trois dernières semaines au maniement de ces engins, dans un centre d'entraînement au combat nucléaire, biologique et chimique (ABC) de l'armée ouest-allemande à Sonthofen (sud).

Les soixante blindés Fuchs (renard, en allemand) représentent une valeur totale de 200 millions de deutschemarks (127 millions de dollars), selon le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl. Ces engins n'étaient en service au sein de l'OTAN que dans la Bundeswehr, les utilise depuis 1988.

• A PARIS, le président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (opposition), M. Mohsen Dizyee, a déclaré jeudi qu'une cinquantaine de personnes ont été tuées le 9 septembre à Mossoul (nord-est de l'Irak) par les troupes des forces de l'ordre, lors d'une manifestation organisée pour protester contre les pénuries alimentaires.

• BAGDAD a autorisé des avions de l'armée de l'air indienne à effectuer des vols directs pour rapatrier des ressortissants indiens bloqués en Irak ou au Koweït, selon des hauts responsables indiens, et a en revanche renoncé à exiger que les vols directs acheminent des denrées alimentaires en Irak, condition préalable qu'il fixait jusque-là.

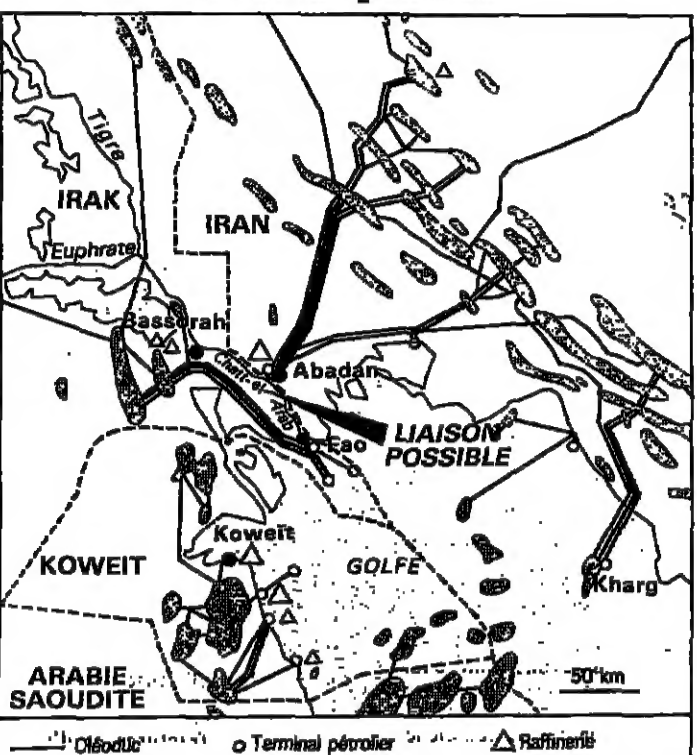
Il reste cent vingt-cinq mille Indiens bloqués au Koweït, tandis que plus de cinquante mille ont déjà regagné leur pays depuis le début de la crise, la plupart d'entre eux ayant traversé la frontière

irako-jordanienne et transité ensuite dans des camps de réfugiés.

• LA CEE a décidé récemment de retirer 6 millions d'écus (8 millions de dollars) de subventions destinées essentiellement à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud pour financer l'aide aux réfugiés dans le Golfe, ont indiqué, jeudi 20 septembre, des députés européens.

Ces 6 millions devaient bénéficier à la population noire d'Afrique du Sud, à la Namibie devenue indépendante, ainsi qu'aux pays africains membres de la SADCC (conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, antiapartheid). Mais « l'urgence de la situation » dans le Golfe a obligé la Commission à « transférer » ces crédits en faveur du rapatriement des réfugiés du Golfe, a expliqué le commissaire européen au développement Manuel Marín. — (AFP, Reuters.)

Les tentatives de l'Irak pour contourner le blocus pétrolier



L'Irak aurait demandé à l'Iran de relier leurs oléoducs afin d'échapper partiellement à l'embargo, ont affirmé jeudi 20 septembre des responsables américains. Ce projet, s'il est accepté par Téhéran, pourrait permettre à Bagdad d'exporter jusqu'à 500 000 barils/jour de brut irakien via l'Iran.

La distance entre les principaux réseaux d'oléoducs des deux pays est faible : les lignes reliant Bassorah au terminal de Fao ne passent en effet qu'à moins de 25 kilomètres de la raffinerie iranienne d'Abadan, d'où partent un ensemble d'oléoducs drainant l'ensemble du pays. Il est donc théoriquement possible de construire en quelques semaines un petit oléoduc de jonction qui permettrait à l'Irak de vendre du brut à l'Iran lequel l'utiliserait pour ses propres besoins intérieurs et exporterait le surplus de brut iranien ainsi dégagé. Seul un oléoduc permet des livraisons

substantielles. Les autres solutions de transport, soit par camion, soit par des barges remontant le Chate-el-Arab jusqu'à Abadan sans sortir des eaux territoriales irakiennes et iraniennes, sont certes plus aisées à mettre en place mais ne peuvent concerner que de faibles quantités.

Le handicap de la solution oléoduc est que celui-ci est détectable. Certes le brut supplémentaire exporté par l'Iran ne serait pas irakien et pourrait donc échapper aux contrôles internationaux (les bruts comme les vins ont tous des qualités précises de densité, de teneur en soufre etc., qui les rendent aisément identifiables).

Mais il serait difficile à Téhéran, une fois l'oléoduc construit et aisément repérable par satellite, de nier la réalité de son appui à Bagdad, ou d'expliquer par des raisons techniques la hausse brutale de ses exportations dès lors que les quantités en jeu sont importantes.

M. Saddam Hussein multiplie les propos menaçants

L'Irak s'est livré, jeudi 20 septembre, à une surenchère dans la menace. « Nous nous sommes battus pendant huit ans [contre l'Iran]. S'il le faut, nous nous battons encore pendant trois, quatre, cinq ou six ans », a déclaré le président Saddam Hussein dans un entretien publié par le quotidien turc *Mil-liyet*, ajoutant que l'Irak était prêt à soutenir un embargo pendant plusieurs années.

En cas de guerre, a encore déclaré Saddam Hussein, « l'Irak ne sera pas seul. Vous savez ce qui se passe dans le monde arabe. Une fois que la guerre aura commencé

et aura duré un certain temps, les Etats-Unis ne seront pas capables de maintenir leur supériorité ».

Dans le même temps, le ministre irakien de l'information, M. Latif Nassif Djassem, se laquait dans des déclarations incendiaires. « S'il est attaqué militairement, l'Irak a pour projet stratégique de détruire tous les champs pétroliers de la région », a-t-il affirmé, précisant que son pays utiliserait « toutes les armes dont il dispose pour riposter à l'agression ».

De son côté, le Conseil de commandement de la révolution (la plus haute instance dirigeante

d'Irak) a diffusé un communiqué excluant tout recul et tout compromis. « Il n'y a pas la moindre chance pour que nous battions en retraite », y est-il écrit. « Il faut que tout le monde comprenne que cette bataille sera la mère de toutes les batailles. Dieu a demandé à l'Irak de se battre sur le sol irakien pour la libération de Jérusalem et des autres sanctuaires. » Pour accroître l'effet de cette déclaration, la télévision irakienne a interrompu ses programmes peu après minuit pour la diffuser.

D'autre part, arguant d'un « principe de réciprocité », Bagdad a

demandé à Washington de diffuser un message télévisé de Saddam Hussein au peuple américain. Les Etats-Unis ont répondu qu'ils ne s'opposeraient pas à sa diffusion mais que le chef de l'Etat irakien devrait prendre lui-même ses dispositions auprès des télévisions américaines. « Nous n'avons pas de médias contrôlés par le gouvernement », a déclaré le sous-secrétaire d'Etat, M. John Kelly, à l'ambassadeur irakien, M. Mohammed Al Machat. Un message du président George Bush au peuple irakien a été diffusé par Bagdad il y a quatre jours. — (AFP, AP, Reuters.)

Réunis à Rabat

Les chefs d'Etat algérien, jordanien et marocain n'ont fait aucune nouvelle proposition de paix

Les chefs d'Etat d'Algérie, de Jordanie et du Maroc ont achevé jeudi 20 septembre deux jours de consultations consacrées à la crise du Golfe, sans faire état d'aucun plan de paix concret. « Durant ce sommet, il n'y a pas eu de plan concret proprement dit qui ait été présenté. On essaye simplement d'éviter la catastrophe, et la catastrophe c'est l'effet de l'embargo et

l'intervention militaire », a déclaré le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Ghazali, à l'issue de cette rencontre. Il a précisé que tous les ministres arabes des affaires étrangères se réuniraient dimanche à New York, en marge des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU, pour tenter de trouver une position commune face à l'invasion du Koweït par l'Irak.

Différentes versions d'un plan de paix du roi Hassan II avaient été publiées dans les pays arabes.

Un responsable jordanien avait, d'autre part, déclaré mercredi que le roi Hussein présenterait au sommet des propositions liant le retrait de l'Irak du Koweït à celui des forces étrangères du Golfe. Mais le souverain jordanien a quitté Rabat sans

faire de déclaration et aucun communiqué final n'a été publié.

La radio algérienne avait annoncé que M. Ghazali et le chef de la diplomatie marocaine, M. Filali, accompagneraient le roi Hussein à Bagdad à l'issue du sommet pour informer le président irakien Saddam Hussein de son résultat. Mais chacun est rentré chez soi. — (AP, Reuters.)

ALGÉRIE

Critiques contre M. Mitterrand

M. Bachir Boumaza, ancien ministre et membre actuel du comité central du FLN, a violemment critiqué, jeudi 20 septembre, la position de M. François Mitterrand sur la crise du Golfe, estimant qu'elle contribue à renforcer « la logique de guerre » dans la région.

Dans une déclaration à la radio algérienne, M. Boumaza, s'appuyant sur des références historiques, a affirmé que cette « logique de guerre dans laquelle François Mitterrand veut nous introduire » rappelle « la fameuse

phrase : « Avec le FLN, la seule négociation, c'est la guerre », prononcée par M. Mitterrand, alors ministre de l'intérieur, lors du déclenchement de la guerre d'indépendance de l'Algérie en 1954.

M. Boumaza a prêté à la France, « fille aînée de l'Eglise », l'intention de mener une « croisade » dans la région du Golfe. Le dirigeant du FLN doit aller à Bagdad pour y rencontrer Saddam Hussein, avec lequel il entretient des « relations personnelles et amicales ». — (AFP.)

TUNISIE

Antenne 2 « censurée »

de notre correspondant

Les émissions d'Antenne 2 au caractère politique plus ou moins marqué semblent être devenues taboues en Tunisie. La transmission en direct des programmes de la chaîne publique a, en effet, connu, en moins d'une semaine, trois interruptions très significatives. Il y a eu d'abord, dimanche dernier 16 septembre, la coupure de la retransmission du rassemblement organisé par la LICRA à l'hippodrome de Vincennes, puis,

lundi, la suppression de « Camets de route », sur le pétrole, de Christine Ockrent et, enfin, jeudi, celle du magazine « Envoyé spécial », consacré à la crise du Golfe. Aucune explication officielle n'a été donnée à cette forme à peine déguisée de censure.

Au siège de la télévision tunisienne, on se borne à rappeler que, lors de la signature des accords avec Antenne 2, en juin 1989, la Tunisie s'était réservé un droit de deux heures pour intervenir quotidiennement sur la programmation.

M. D.

Le Soudan face au conflit

La junte de Khartoum a commis une grosse bétise en s'alignant sur Bagdad

nous déclare un dirigeant de l'opposition

De passage à Paris, M. Ezzedine Amer, l'un des responsables de l'Alliance nationale démocratique, qui regroupe toutes les formations de l'opposition à la junte soudanaise, et ancien député du Parti communiste, dont il est l'un des dirigeants, a dénoncé dans un entretien au *Monde* l'alignement du gouvernement de Khartoum sur les positions de l'Irak. « Il s'agit, souligne-t-il, d'une mesure purement opportuniste, dictée par le souci d'obtenir les armements nécessaires pour relancer la guerre du Sud contre les troupes du colonel John Garang. »

M. Amer révèle à ce propos qu'il avait, en mai dernier lors d'un séjour à Bagdad, protesté auprès de M. Taher Yassine Ramadan, vice-premier ministre, contre la poursuite des livraisons d'armes irakiennes, malgré l'exécution le 24 avril à Khartoum d'une trentaine d'officiers dont une dizaine de basistes pro-irakiens. M. Ramadan lui avait répondu qu'il s'agissait de l'exécution de contrats

précédemment conclus et que Bagdad avait décidé de mettre fin à ses livraisons d'armes à « ce régime fondamentaliste musulman ».

Cependant, les livraisons ont repris de plus belle et sur une plus grande échelle les 13, 14 et 15 juillet, soit quinze jours avant l'occupation de l'extrême du Koweït. Il semblerait, note M. Ezzedine Amer, que ces nouvelles fournitures militaires étaient plutôt destinées à équiper certaines bases que l'Irak souhaitait créer le long de la côte de la mer Rouge face à l'Arabie saoudite. Il confirme à ce propos la présence sur les aéroports militaires de Khartoum et de Wadi Sayedna à Omdourman d'une cinquantaine d'appareils de combat irakiens qui, de toute évidence, ne sont pas destinés à la guerre du Sud. En revanche, il affirme ne pas être en mesure de confirmer les informations relatives à l'existence de bases de lancement de missiles Scud toujours situées le long de la côte de la mer Rouge face à l'Arabie saoudite.

« Quoi qu'il en soit, poursuit M. Amer, les dirigeants de Khartoum ont commis une grave bétise en liant

le sort de leur régime à celui de l'Irak. Toute solution de la crise actuelle, quelle que soit sa forme, signifiera nécessairement la fin de leur pouvoir. » En agissant de la sorte, poursuit M. Amer, « les dirigeants de Khartoum ont aggravé leur isolement international et régional : leur système n'est plus viable. La situation économique n'a jamais été aussi catastrophique. Il n'existe pratiquement plus d'importations ou d'exportations. La saison agricole a été un échec total par suite de la sécheresse et du manque de pièces détachées. Une fois de plus la famine nous menace et elle sera une triste réalité d'ici trois à quatre mois. Cette fois, elle n'épargnera même pas la population de la capitale. »

L'imbroglio du Darfour

Pour rompre son isolement, aggravé par l'embargo imposé à l'Irak qui ne peut même plus lui fournir des armes, le Soudan compte de plus en plus sur la Libye, devenue son seul appui économique et militaire. Il ne peut donc rien lui refuser.

En particulier, il ne peut lui demander de retirer ses troupes et celles de ses alliés islamiques du territoire soudanais du Darfour, devenu le théâtre d'une guerre interminable entre Libyens et Tchadiens directement ou par alliés interposés. Ezzedine Amer confirme l'occupation de plusieurs villes du Darfour par les forces de Hissène Habré (*le Monde* du 14 septembre). Il dénonce notamment le rôle joué par le Mouvement de libération du Darfour, une milice séparatiste qui préconise le rattachement de cette province au Tchad. Présidé par un Soudanais, un certain Mohamed Mansour Abdel Kader, fils d'un député minghaniste de la région, ce mouvement comprend aussi bien des éléments armés soudanais que tchadiens. Il a conclu en mai un protocole d'accord avec N'Djamena en vue de la proclamation de l'unité entre le Darfour et le Tchad.

M. Ezzedine Amer, qui a réussi il y a quelques mois à quitter clandestinement le Soudan où il était recherché, n'oublie pas le douloureux problème des détenus politiques, qu'il estime à plus de mille, dont deux cent cinquante communistes. Depuis

la fin de juillet, dit-il, plus d'une quarantaine de personnes, pour la plupart des militants politiques de tous bords, ont été arrêtées et sont soumises aux pires tortures dans les centres clandestins de détention contrôlés par les membres du Front national islamique. Ceux qui sont assignés à résidence ne sont pas mieux lotis, puisqu'ils sont obligés de cohabiter dans leur propre maison avec leurs gardiens, qui partagent

même leur chambre à coucher. Tel est le sort du secrétaire général du Parti communiste, M. Ibrahim Nogoud, et celui de l'ancien premier ministre Sadek El Mahdi, qui est atteint en plus d'une ulcération aiguë d'une corne et se voit refuser tout concours médical spécialisé. Il n'est pas le seul dans ce cas, et les autorités militaires semblent prendre un malin plaisir à jouer avec la santé de leurs prisonniers. JEAN GUYERAS

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

SEPTEMBRE 1990

LES FARDEAUX DE LA DETTE : L'expérience de dix ans d'endettement dans le tiers-monde permet-elle d'éviter une crise similaire en Europe de l'Est ?

LITTÉRATURES D'AMÉRIQUE LATINE : Des repères pour découvrir les richesses littéraires du continent latino-américain.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LA CRISE DU GOLFE

La mise en place du dispositif occidental

L'assemblée de l'UEO plaide en faveur d'un commandement intégré européen

L'assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale s'est prononcée jeudi 20 septembre, à Paris, pour la mise en place d'un « structure commune de commandement » des forces européennes dans le Golfe.

Dans une recommandation transmise au conseil des ministres de l'organisation, l'assemblée, « craignant que la prolifération de bâtiments dans la région n'engendre des problèmes de sécurité, recommande la tenue immédiate de nouvelles consultations au niveau des gouvernements, destinées à mettre en place une structure commune de commandement et de conduite des opérations ».

« Nous souhaitons tous arriver vite à un commandement intégré européen », a estimé, au cours d'une conférence de presse, le parlementaire belge Armand de Decker, vice-président de la commission de défense. « Beaucoup a été fait ces dernières semaines, mais on peut faire plus », a affirmé de son côté M. Robert Pontillon, sénateur socialiste français et président de l'assemblée, après avoir évoqué les réunions des 21 août et 19 septembre, au cours desquelles les ministres de la défense et des affaires étrangères des neuf pays membres de l'organisation (les douze de la CEE moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande) ont décidé de coordonner leurs forces présentes dans le Golfe.

M. Pontillon a également annoncé l'envoi d'une mission de l'assemblée à Djibouti, Abou-Dhabi et Dubaï, du 23 au 30 septembre. Les parlementaires de l'UEO estiment par ailleurs qu'il n'est pas assez clair que l'UEO est présente dans le Golfe. Ils demandent donc que soit créé immédiatement un bureau de liaison à Washington « afin d'organiser les relations avec l'Amérique du Nord et de convaincre sans délai le gouvernement américain qu'il est possible et souhaitable, surtout à l'heure actuelle, d'établir un dialogue direct avec l'UEO ».

Nombreuses réticences

L'assemblée n'est pas sans savoir que ses propositions devraient se heurter à de nombreuses réticences, et notamment à celles des Britanniques, pour lesquels l'UEO n'est que le pilier européen de l'alliance atlantique et non pas l'embryon d'un système européen de défense. En visite à Washington, le secrétaire britannique à la défense, M. Tom King, a d'ailleurs déclaré jeudi que les forces britanniques seraient sous l'ultime autorité de Londres mais que, compte tenu du fait que les forces américaines sont bien plus nombreuses dans la région, « elles pourraient bien être sous contrôle tactique américain ».

M. King, qui a rencontré le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, et le secrétaire d'Etat James Baker, a cependant insisté sur le fait que l'Arabie saou-

dite devait avoir le dernier mot sur toute opération lancée depuis son territoire. « Vous ne pouvez pas imaginer que les choses arrivent sans l'accord du pays hôte », a-t-il affirmé à la presse.

Les réserves de l'OTAN

M. Manfred Wörner, le secrétaire général de l'OTAN, a écarté jeudi à Bruxelles l'idée que l'Europe pourrait dans l'immédiat se doter d'une défense commune, qu'il s'agisse des efforts faits par l'UEO ou de l'idée du ministre italien des affaires étrangères, M. de Michelis, selon laquelle l'UEO pourrait être absorbée par la CEE.

« Jusqu'à maintenant et pour l'avenir prévisible, a-t-il dit, l'OTAN demeure l'instrument décisif de la sécurité occidentale ». « La CEE ne peut remplacer l'OTAN », a ajouté M. Wörner, notamment en raison du « rôle indispensable pour garantir la sécurité que jouent les troupes américaines en Europe. On doit éviter à tout prix ce dédoublement », a conclu M. Wörner.

Il a en outre estimé que la question, très controversée, de l'extension des compétences de l'OTAN au-delà de la zone fixée par son traité est « essentielle », mais qu'elle ne doit être abordée qu'une fois résolue la crise du Golfe et qu'il ne faut pas risquer d'amoindrir la solidarité dont les alliés font preuve dans cette crise en la soutenant maintenant.

« Un orchestre où chacun joue son rôle »

affirme M. Jean-Pierre Chevènement

L'ensemble des forces françaises relevant de l'opération « Daguet », mise en œuvre pour répliquer à l'entrée des troupes irakiennes dans la résidence de l'ambassade de France au Koweït, sera arrivé à Yanbu, sur la côte ouest de l'Arabie saoudite, le 1^{er} octobre, a assuré le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, jeudi 20 septembre à Paris (nos dernières éditions du 21 septembre). Il y aura alors 13 000 hommes dans la région, dont 5 000 en Arabie saoudite.

« La stratégie de la France, c'est l'embargo. Celui-ci doit réussir, car c'est le seul moyen d'enrayer la guerre. Cela suppose que nous soyons capables de dominer le temps », a réaffirmé le ministre de la défense.

M. Chevènement a une nouvelle fois insisté sur le caractère « défensif » du dispositif français. « Les forces

aériennes sont destinées à couvrir les forces aéro-terrestres », a-t-il notamment précisé. Le commandant de l'opération « Daguet », le général Roquejeoffre, se trouvait depuis mercredi soir à Ryad, où il devait déterminer, en liaison avec les autorités saoudiennes, le lieu et les modalités d'installation des troupes françaises. « Le commandement est et restera français », a souligné le ministre de la défense, ce qui n'exclut pas une coordination opérationnelle avec les autorités saoudiennes et les forces arabes, américaines et britanniques.

Interrogé sur une éventuelle « intégration » des forces françaises dans l'opération « Bouclier du désert », le ministre a relevé que l'expression était utilisée par les Américains. Il préfère parler d'un « orchestre où chacun joue son rôle ». A ses côtés, le chef d'état-major des armées, le gé-

ral Schmidt, a évoqué l'image d'une équipe de rugby dans laquelle « tout le monde ne joue pas du même côté ». Enfin, à propos du projet de résolution préparé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pour étendre l'embargo au trafic aérien, le ministre de la défense a précisé : « Chacun des États pourrait, par exemple, interdire les vols au-dessus de son territoire. Ce serait déjà un progrès, car ce n'est pas le cas actuellement. » M. Chevènement a indiqué que, « si les Saoudiens le demandaient », la France pourrait contribuer au respect de l'embargo au-dessus de l'Arabie saoudite, mais, a-t-il ajouté, les Saoudiens disposent d'environ deux cents avions, « c'est plus qu'il n'en faut pour contrôler les quelques vols en provenance de pays dont l'identité est connue ».

Tout en condamnant la réquisition de navires civils

Les marins CGT ne s'opposent pas au transport des troupes

MARSEILLE

de notre correspondant

Les car-ferry *Corse* et *Estrel* ont finalement rejoint dans le port de Toulon les sept autres navires chargés de transporter les troupes françaises et leur matériel vers le port saoudien de Yanbu, dans le cadre de l'opération « Daguet ».

On a craint un moment que ces deux unités, appartenant à la société nationale Corse-Méditerranée, ne soient bloquées lorsque les marins affiliés au Syndicat des travailleurs corse (STC) du port de Bastia ont empêché l'appareillage, mercredi soir, du car-ferry *Corse* pour Toulon. Ils exigent une prime de risque de 1 224 F par jour.

A l'issue d'une rencontre entre les représentants du STC jeudi après-midi et M. Bernard Anne, directeur de la Société nationale Corse-Méditerranée, les porte-parole du syndicat invoquaient la clause de conscience pour leurs affiliés, et les invitaient à débarquer tandis que la direction

annonçait son intention de faire appel à des marins volontaires.

De son côté, le Syndicat des marins CGT, par la voix de son secrétaire général, M. Paul Moracchini, faisait savoir sa condamnation sans équivoque de l'usage de navires civils à des fins militaires au nom d'une position intangible qui a vu la CGT confondre toutes les formes de guerre coloniale, mais refuser toute idée de prime au nom de la morale. « Nous sommes contre la guerre, nous ne voulons pas d'argent pour la faire », a précisé M. Moracchini.

Dans l'après-midi de jeudi, un administrateur des affaires maritimes est monté à bord de l'*Estrel* pour y lire l'acte de réquisition auquel la CGT ne s'est pas opposée. A partir de jeudi soir, les marins qui ont fait jouer la clause de conscience n'ont simplement pas été inscrits au rôle d'équipage.

JEAN CONTRUCCI

Quatrième réunion d'information à Matignon

Le gouvernement fera une déclaration à la rentrée parlementaire

M. Michel Rocard a reçu, jeudi 20 septembre, en fin d'après-midi, à Matignon, les représentants des groupes parlementaires pendant près de deux heures, pour les informer de l'évolution de la situation dans le Golfe et du nouveau déploiement militaire français. Alors que la menace terroriste avait constitué la matière principale des deux rencontres précédentes, les participants ont longuement évoqué, au cours de cette quatrième réunion, l'après-crise et la

nature des rapports futurs entre la France et les pays arabes. Répondant à M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, qui s'inquiétait de l'information de l'ensemble des parlementaires, le premier ministre a indiqué que le gouvernement était disposé à faire une nouvelle déclaration sur la crise du Golfe devant le Parlement, dès le début de la session budgétaire qui commencera le 2 octobre.

Pour la première fois

Une délégation kurde irakienne a été reçue officiellement à Paris

Pour la première fois, une délégation du Front du Kurdistan d'Irak (opposition) a été reçue jeudi 20 septembre à Paris par des membres du gouvernement et des responsables officiels français (le Monde du 21 septembre), à qui elle a demandé le soutien « politique et moral » de la France à la cause des Kurdes. Déjà venus dans la capitale française à l'occasion d'une conférence sur l'identité kurde organisée à l'automne 1989 par la fondation Franco-Libertés présidée par Mme Danielle Mitterrand, ces responsables kurdes n'avaient alors pas été reçus par des membres du gouvernement.

A la suite d'une « invitation officielle du gouvernement français », a précisé M. Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan irakien, lors d'une conférence de presse, une délégation du Front a été reçue par Mme Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, par M. Loïc Hennekin, conseiller diplomatique à l'Elysée, ainsi que par le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner. La délégation a demandé au gouvernement français, en sa qualité notamment de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, que « toute conférence internationale sur le Moyen-Orient inscrive le problème kurde ».

« Car une solution juste et globale (au Moyen-Orient) doit inclure tous les problèmes, le problème palestinien, le problème libanais, celui des Kurdes, la crise du Golfe et tous les autres », a estimé le dirigeant kurde. Selon lui, le Front, dont l'objectif est de constituer une coalition la plus large possible de toutes les formations de l'opposition en Irak, en vue de « renverser le régime dictatorial et de le remplacer par un régime parlementaire démocratique », n'a pas demandé un appui militaire. « Nous ne recherchons pas un tel appui. Personne ne nous a fait des propositions en ce sens et notre lutte est essentiellement diplomatique », a affirmé M. Talabani, ajoutant que la mission de la délégation était, à la faveur de la crise du Golfe, de sensibiliser les gouvernements au problème des Kurdes irakiens, « les premières victimes » du gouvernement irakien.

L'opposition kurde, selon M. Mahmoud Othman, dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan d'Irak, souhaiterait une solution politique à la crise du Golfe. « La guerre, a-t-il fait valoir, fait davantage de tort au peuple qu'au gouvernement ».

JOURNAL D'UN AMATEUR

ENCORE que ce ne soit pas une révélation, le premier à douter que l'embargo décrété contre l'Irak atteigne son objectif, c'est le président de la République française. D'abord, parce qu'il s'en tient à la « logique de guerre » qui en signifie l'échec. Ensuite, par la confiance, superflue mais intéressante parce qu'elle est officielle et publiquement exprimée, que cet embargo souffre de nombreux manquements, y compris de la part d'Etats ayant souscrit à une décision qui non seulement les oblige, mais aussi tout ce qui relève d'eux, institutions, entreprises et particuliers.

Il faut dire que les précédents en cette matière n'engagent pas à l'optimisme. Le plus célèbre d'entre eux, voulu par un homme qui pouvait se croire l'égal de Dieu, a tourné en déroute avant même que ne s'effondre l'empire qui l'avait ordonné : c'est le blocus continental, né du décret de Berlin signé par Napoléon le 21 novembre 1806 et qui s'épuisa de devoir durer.

Blocus, en effet, plutôt qu'embargo. Dans sa forme première, l'embargo consiste à retenir des navires étrangers dans le port où ils sont amarrés ; alors que le blocus a pour objet d'empêcher le pays visé de faire sortir de son territoire, ou d'y faire entrer, des vivres, des munitions, quelque produit que ce soit, ou des hommes. Il s'agit d'interdire toute communication, toute transaction et non pas seulement de s'approprier, fût-ce provisoirement, les bâtiments et les biens d'un pays sinon ennemi, du moins déclaré hostile. Mais il n'y a pas lieu de s'arrêter à une controverse de vocabulaire, comme telle anecdote.

Même si l'on ne peut comparer les moyens techniques dont disposait la puissance impériale pour soutenir le blocus contre la Grande-Bretagne avec ceux d'aujourd'hui, l'échec qui connaît l'embargo voté par le Conseil de sécurité des Nations unies. D'autant que la sophistication des matériels n'a pas été d'un seul côté... Ce ne sont pas les ingénieurs français qui viendront dire le contraire.

D'ÉJA, voilà près de deux siècles, le commerce s'était joué de la politique, la fraude s'était nourrie de la proscription, l'appât du gain l'avait emporté sur l'intérêt national, ou du moins les ordres de l'Etat, et personne ne put en être sincèrement étonné. Ce qui ne passe pas par la porte se glisse par la fenêtre et le profit de la contrebande peut être sans commune mesure avec les sanctions qu'elle occasionne. Espérons qu'au moins, parmi les fautes de nationalité française, ne figurent pas de sociétés nationales. Cela ferait mauvais genre.

L'extension du blocus à la voie aérienne, demandée par la France et maintenant avalisée par les Nations unies, est, par définition, la preuve que le système d'abord mis en place

est inopérant ou en tout cas insuffisant. Sinon, pourquoi prévoirait-on un blocus aérien dont personne ne méconnaît les difficultés ? Car, alors, il ne s'agit pas seulement de contrôler ce qu'emportent les avions et leur destination. Ils sont, à cet instant, au sol et tout aussi vulnérables aux vérifications que sont des trains à quai, des automobiles ou des navires au port ; donc pas différents d'eux.

En revanche, lorsqu'un appareil est en l'air, qu'il faut interrompre son vol, qu'il s'y refuse en dépit de tout ce qui va de l'intimidation à la menace, qu'on l'y oblige finalement par les armes s'il tente de passer de force, il ne s'arrête pas : il tombe. Les lois de la gravitation sont insensibles aux exigences de la défense du droit.

Outre que les conventions internationales l'interdisent, qui réitérera, cette fois siement, l'horreur de la Korean Airlines ou de l'Airbus iranien, avions civils tous deux abattus « par erreur », l'un par les Soviétiques, l'autre par les Américains, et qui ne laissèrent, évidemment, aucun survivant ?

Partage

L'essor de cela et du reste l'impression que le blocus ainsi complété peut gêner, et fortement, l'Irak, mais pas l'étouffer au point qu'il demande grâce. Un blocus aérien connaît, comme sa version maritime ou terrestre, les doses de perméabilité. Le *Figaro* a un beau publier, dans ses éditions du 19 septembre, un article très (presque trop) documenté pour démontrer que le blocus aérien était facile comme bonjour, le scepticisme demeure, et pas seulement sur le terrain de l'efficacité.

Quelles protestations ne se feraient pas entendre si un avion était envoyé au sol avec ses passagers, y compris dans les pays dont l'opinion approuve la politique menée contre l'Irak ! Quelle aubaine, quelle sanglante aubaine pour M. Saddam Hussein ! Quel terrible argument pour les partisans du Djihad, de l'intégrisme musulman et du panarabisme !

Il va donc falloir s'arranger de résultats incomplets pour obtenir, sinon le retrait de l'Irak du territoire koweïtien, du moins que s'ouvrent des négociations pour ce dossier qui n'est prétendument pas négociable.

Or négocier — qui l'ignore ? — c'est consentir, c'est reculer ; c'est, pour chacune des parties, donner ce qu'elle refusait auparavant de céder. Le retour au statu quo absolu n'est pas l'usage. La Turquie conquérante s'est-elle retirée de Chypre ? Qui lui en tient aujourd'hui rigueur ?

Si le but d'un blocus, c'est la reddition sans coup férir de l'adversaire, sa logique, c'est la guerre, soit pour soutenir ce blocus, soit pour en constater l'échec. Et la logique de la guerre, c'est la bataille, le feu des armes.

Les états-majors des pays coalisés ont

beau, non sans présomption, non sans incertitude, se gargariser de la disproportion qu'il y aurait entre leurs propres victimes et celles de l'ennemi, chacun devra compter ses morts.

La mémoire de Munich est si sévère, du moins dans les milieux politiques, si vit le souvenir des Sudètes, de l'Anschluss et des coups de main hitlériens que personne ne veut arrêter, que s'inquiéter de cela, rappeler que la guerre tue, qu'il n'en est pas de « fraîche et joyeuse », c'est être rangé dans le camp des défaitistes, si ce n'est des « collabos ».

C'EST vrai que l'espace laissé entre les « munichois » et les va-t-en-guerre, à supposer qu'il soit possible d'échapper à cette alternative, est particulièrement étroit. L'opposition française s'en rend bien compte et son quasi-silence en témoigne. N'avoir le choix de soutenir M. Mitterrand ou de s'aligner derrière M. Le Pen, il y a de quoi rendre morose. Même l'étranger conspire contre la droite. Même la voie budgétaire lui est quasiment fermée tant il sera facile à M. Bérégovoy ou à M. Charasse de répliquer que la France, comme ses alliés, doit bien traduire en finances des engagements militaires imprévus. On va donc, via l'ISF, faire payer l'infortunée M^{me} Bettencourt qui va encore se dire que ce n'était vraiment pas la peine d'épouser un copain du président pour être si maltraitée par ses ministres.

C'est vrai aussi que l'esprit serait plus libre de ses examens si, par-delà le respect du droit et les incontestables risques de « contagion », ne se profilait pas la plus terre à terre question économique ; si les Etats n'apparaissent pas trop comme le bras armé de très grands intérêts privés.

C'est vrai, enfin, que le hold-up de M. Saddam Hussein ne rend pas injuste du même coup l'interrogation sur le coût des matières premières, sur le partage du monde entre ceux qui produisent et ceux qui consomment. Ni l'une ni l'autre de ces questions, que le conflit ravive et masque à la fois, ne se trouveraient miraculeusement résolues par la chute de M. Saddam Hussein, pas davantage par le retour du Koweït à la disposition de ses émirs.

Rectificatif. — Il n'était pas exact d'écrire, dans l'« Amateur » d'il y a quinze jours (« Constitution »), que la suppression de l'article 16 figurait parmi les « 110 propositions » de M. Mitterrand en 1981. Ainsi que le signale M. Serge Amé, demeurant en Dordogne, cette disposition ne fut mentionnée que dans le « programme commun » de la gauche en 1972 et n'a pas été reprise par la suite.

سكرا من الزمحل

répondre à ce rôle dans une pépinière. Dans le cadre de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, le département des Landes a financé de nombreux programmes de soutien à la recherche et à l'innovation. Parmi les nombreux projets, nous pouvons citer le meilleur de lui-même, un programme d'accompagnement des étudiants de

EUROPE

L'unification des deux Allemagnes

Les Parlements de Bonn et de Berlin-Est ont ratifié le traité

Les députés ouest et est-allemands, réunis séparément à Berlin-Est et à Bonn, jeudi 20 septembre, ont ratifié le traité d'union entre la RFA et la RDA conclu le 31 août entre les deux gouvernements. Le Parlement est-allemand a approuvé la réunification à la majorité écrasante des trois quarts, avec 299 voix pour (sur 380 exprimées), 80 contre et une abstention. Le Parti communiste renoué (PDS) et des députés des petites formations alternatives de gauche ont voté contre. A Bonn, le Bundestag a adopté le même texte par 442 voix pour, 47 contre et 3 abstentions. L'opposition est venue des Verts et de quelques députés ultra-conservateurs représentant les Allemands expulsés des territoires de l'Est en 1945, qui n'acceptent pas que la réunification se limite à la RFA, la RDA et Berlin.

Pour être ratifié par la RFA, le texte devait encore être adopté, vendredi 21 septembre, par l'autre chambre du Parlement de Bonn, le Bundesrat, composé des représentants des États fédérés. Un vote qui sera également une formalité, l'opposition social-démocrate, majoritaire dans cette chambre, s'étant prononcée en faveur du traité.

L'acte de mariage entre les deux États allemands doit entrer en vigueur le 3 octobre. Un texte de plus de 900 pages règle les modalités de la fusion.

L'Allemagne unie n'aspire pas « à plus de pouvoir », a assuré à la tribune du Bundestag le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Hans-Dietrich Genscher, soucieux de dissiper les craintes qui pourraient naître en Europe. — (AFP)

Après l'unité, le nouveau gouvernement allemand va devoir régler un problème délicat : celui de l'indemnisation des juifs originaires de l'ex-RDA victimes du nazisme. Dans une conférence de presse tenue à Berlin, mardi 18 septembre, le président de la communauté juive allemande, M. Heinz Galinski, a affirmé qu'il ne versait « aucune larme sur la disparition de la République démocratique allemande ».

BONN

de notre correspondant

Cet adieu sans regrets vaut autant pour l'ancien régime d'Erich

La question des réparations aux juifs de RDA pose un délicat problème au chancelier Kohl

Honecker que pour le nouveau issu de la révolution de novembre 1989. Le refus du régime communiste est-allemand d'assumer l'héritage du nazisme et d'indemniser les victimes juives spolées entre 1933 et 1945 s'accompagnait d'un virulent antisémitisme officiel et d'un soutien politique et logistique aux pires ennemis d'Israël par le gouvernement et les services spécialisés est-allemands. Un des premiers gestes du gouvernement de M. Hans Modrow et de la Chambre du peuple, en février 1990, fut de reconnaître solennellement la responsabilité morale de la RDA dans l'Holocauste, et aux victimes le droit aux réparations.

Au mois de juin, M. Lothar de Maizière, le premier ministre est-allemand, participait aux côtés du chancelier Kohl et du président du Congrès juif mondial aux cérémonies du souvenir devant la villa de Wannsee, où fut conçue la « solution finale ». Berlin-Est évoquait même la possibilité d'établir des relations diplomatiques avec Israël, un projet qui avorta en raison de l'accélération du processus d'unification.

Trente mille juifs

Les relations entre le nouveau gouvernement est-allemand et la communauté juive n'allaient pourtant pas tarder à se dégrader. M. Heinz Galinski était entré en conflit avec le gouvernement de Bonn sur la formulation du préambule du traité d'unification entre la RFA et la RDA, qui omettait de faire la moindre référence à la responsabilité historique de l'Allemagne vis-à-vis des juifs et au devoir du nouvel État envers les victimes. La chancellerie faisait alors valoir que les négociations est-allemandes du traité s'étaient opposées formellement à inclure cet aspect dans le préambule du traité. « Si cela est vrai, alors la déclaration solennelle de la Chambre du peuple n'est qu'un chiffon de papier ! », s'est écrié M. Galinski.

Autre sujet de mécontentement du chef de la communauté juive allemande — qui compte aujourd'hui quelque trente mille personnes contre 550 000 avant 1933 — le peu d'empressement du gouvernement et du Parlement de Berlin-Est à établir un cadre juridique à l'indemnisation des juifs originaires de l'ex-RDA. Alors que les députés de la Chambre du peuple s'activaient fébrilement afin d'obtenir des avantages financiers pour ceux d'entre eux qui n'auraient pas la chance d'entrer dans le nouveau Bundestag, un projet de loi d'indemnisation passait purement et simplement à la trappe.

Une seule chose était assurée : le maintien, jusqu'à la fin de 1991, de la « rente d'honneur » versée par l'État au titre de la résistance active ou passive au nazisme, et dont bénéficiaient quelques centaines de juifs demeurés en RDA. Le gouvernement de Bonn est en train d'examiner les moyens de régler au mieux ce dossier qui pose des problèmes juridiques très complexes. M. Karl Brozik, représentant en Allemagne de la Claims Conference, organisme chargé de négocier au nom des juifs les réparations allemandes, estime que la chancellerie aborde le problème « avec un esprit d'ouverture et de conciliation ». Il ne cache pas néanmoins l'importance des obstacles juridiques et politiques à une solution satisfaisante pour toutes les parties.

Il s'agit tout d'abord de lever la forclusion qui frappe les demandes individuelles d'indemnisation, la RFA ayant au début des années 80 solidairement accepté par un versement global à la Claims Conference, à charge pour elle de traiter les cas des personnes non encore indemnisées. L'utilisation frauduleuse à son profit de ces fonds par l'ancien président de la communauté juive allemande, M. Werner Nachmann, aujourd'hui décédé, avait fait scandale en 1988.

La réouverture du dossier des demandes individuelles intéresse au

premier chef des bénéficiaires d'une rente est-allemande appelée à s'éteindre en 1992. Une partie de ceux-ci sont concernés par l'article 6 de la loi ouest-allemande sur les réparations qui empêche « les communistes et les ennemis de l'ordre démocratique » d'en bénéficier. Comme les juifs, peu nombreux, qui ont choisi de retourner ou de rester en RDA l'ont fait par conviction idéologique, ils risquent de tomber dans le champ d'application de cet article, dont M. Brozik demande la suppression.

Les biens arianisés

Un autre problème est lié à la clause du traité d'unification qui considère comme définitive et n'ouvrant pas droit à indemnisation les confiscations de biens et leur nationalisation effectuées sur le territoire de la RDA entre 1945 et 1949 par l'administration militaire soviétique. Une partie de ces biens étaient en fait des immeubles, terrains et commerces « arianisés », c'est-à-dire confisqués à leurs propriétaires juifs par les nazis. Cet aspect du traité suscite déjà des protestations dans les milieux de droite qui, sous la pression des anciens propriétaires terriens dépossédés après la guerre par la réforme agraire à l'Est, veulent introduire un recours contre le traité d'unification auprès du tribunal constitutionnel de Karlsruhe.

L'indemnisation des seuls biens juifs risque d'accroître le mécontentement de ces anciens « junkers ». Le gouvernement du chancelier Kohl attendra vraisemblablement que les élections législatives du 2 décembre soient passées pour prendre des décisions qui risquent d'irriter fortement la partie la plus conservatrice de son électorat.

LUC ROSENZWEIG

URSS

Vives attaques des militaires contre les réformateurs radicaux

Tandis que le projet de réforme économique continue d'être débattu par le Parlement de l'URSS, plusieurs militaires sont entrés dans le débat en se livrant à une vive attaque contre les libéraux.

Le général Igor Rodionov, directeur de l'Académie militaire de l'État-major et responsable de la répression à Tbilissi en avril 1989, a accusé les radicaux de mettre en danger l'existence de l'État soviétique et de se livrer à une « propagande anti-armée ». « Ce qui est le plus dangereux, écrit-il dans le mensuel conservateur *Molodaya Gvardia*, c'est la ruse et la perversité cachées et perverses. Les ennemis de l'État savent que pour détruire

notre Union indestructible, ils doivent d'abord affaiblir et diffamer les valeurs historiques des peuples slaves, les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens. » Notant que « les États-Unis et certains de leurs alliés continuent leurs programmes d'armement », le général ajoute : « Les belles âmes n'arrivent pas de dire haut et fort que personne ne cherche à nous attaquer, mais de tels propos ne sont destinés qu'aux faibles ».

De son côté, le colonel Anatoli Koutoukov, qui commande une unité militaire dans l'Oural, a profité d'une rencontre, mercredi 19 septembre, entre des officiers supérieurs et le premier ministre de la Fédération de Russie, M. Silaev, pour lancer un avertissement sans ambiguïté aux dirigeants de cette République : « Ne

détruisez pas notre enfant bien-aimé, les forces armées, ne touchez pas au complexe militaro-industriel, ne tentez pas de réduire le budget de la défense », a déclaré cet officier, cité jeudi par l'agence de presse indépendante Postfactum.

Les divisions au sein de l'armée sont toutefois apparues au grand jour avec une lettre ouverte adressée à l'hebdomadaire des *Nouvelles de Moscou* par des officiers pro-radicaux, notant en garde contre le danger d'un coup d'État militaire.

« Ma connaissance de l'atmosphère régnant dans les forces armées me donne l'autorité pour affirmer que (...) l'armée pourrait être utilisée à des fins qui ne correspondent pas à sa mission et que cela pourrait déboucher sur une prise du pouvoir par le haut commandement militaire », écrit le colonel Martirosian, un des cosignataires de cette lettre.

Cette agitation dans l'armée avait obligé le ministre de la défense, le maréchal Yazov, à préciser au cours de la même réunion avec les dirigeants russes que les récents mouvements de troupes observés autour de Moscou n'avaient pas pour but d'intimider le peuple et étaient prévus. « Nous faisons partie du peuple et nous servons le peuple », avait-il dit. — (Reuters)



TROISIÈMES RENCONTRES INTERNATIONALES

27 ET 28 SEPTEMBRE 1990

ARCHE DE LA FRATERNITÉ

Paris - La Défense

SOUS L'EGIDE DU CONSEIL RÉGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

Avec la collaboration de l'Autre Journal, Le Figaro, Libération, Médiaspouvoirs.

DANS LES DÉMOCRATIES, LES JOURNALISTES SONT-ILS CREDIBLES ?

Pour seulement 55% des Français, les journaux disent la vérité (sondage Médiaspouvoirs/La Croix de décembre 1989). Un chiffre en baisse constante d'une année sur l'autre. A qui la faute ? Aux journalistes eux-mêmes ? A un manque de rigueur ? Au poids de l'argent dans la presse ? A l'introduction massive de la publicité dans les médias ? A l'influence des hommes politiques ? Au goût du sensationnel ? Débats.

Quatre tables rondes avec la participation entre autres de : Philippe Alfonsi (Taxi Productions), Francis Balle (C.S.A.), Jean-Marcel Bouguereau (l'Événement du Jeudi), Roland Cayrol, Jean-Marie Charon (Médiaspouvoirs), Michèle Cotta (TF1), Jean Gloaguen (L'Usine Nouvelle), Jean-Claude Guillebaud, Dominique Jamet, Laurent Joffrin (Le Nouvel Observateur), Bernard Langlois (Politix), Philippe Meyer (France-Inter), Jean Miot (Le Figaro), Christine Ockrent (Antenne 2), Jean-Louis Peninou (Libération), Gilles Perrault, Michel Polac, Nicole du Roy (L'Express), Paul Thibaud (Esprit), F. Henri de Vrieu (Antenne 2), Dominique Wolton (C.N.R.S.), etc...

LES MÉDIAS FACE À L'EXTREME DROITE

Après la profanation du cimetière de Carpentras en mai dernier, les médias se sont une nouvelle fois interrogés sur leur rôle — l'aucun disent leur responsabilité — face à la montée de l'extrême droite.

Si la diffusion de l'information est un devoir, ne peut-elle pas conduire à une banalisation des propos délictueux ? Si la liberté d'expression est un droit, la réitération sur les antennes et dans les colonnes des journaux de messages de haine et d'exclusion ne déforme-t-elle pas la réalité en amplifiant des thèses qui restent marginales ? Si l'on ajoute enfin que 54% des Français jugent les médias responsables de la montée de Le Pen et que, dans le même temps, 54% de l'opinion publique pense que le leader du Front National doit avoir accès à la télévision, il est légitime et urgent d'ouvrir le débat.

Trois tables rondes. Parmi les participants : Claude Angeli (Le Canard Enchaîné), Michel Butel (L'Autre Journal), Patrick Jarreau (Le Monde), Jean Lacouture, Guillaume Malaurie (L'Express), Georges Sufferit (Le Figaro), Dominique Pouchin (Libération), Albert du Roy (Antenne 2), Antoine Spire (France-Culture), Ivan Lévi (France-Inter), ainsi que des journalistes d'Israël, d'Égypte, U.S.A., R.F.A., Colombie, Roumanie, Chine, Syrie, etc...

Avec le soutien du Conseil Général de l'Hérault, de l'Arche de la Fraternité, de Francisme et d'Air France. Renseignements auprès de Reporters Sans Frontières - Tél : 01 67 79 81 82 - Télécopie : 01 67 79 80 90 - Tél : 483816

GRÈCE : le malaise social

La partie de bras de fer se durcit entre les syndicats et le pouvoir conservateur

La vie économique est désorganisée et le malaise s'est installé à Athènes en raison de la partie de bras de fer qui se poursuit depuis deux semaines entre les syndicalistes, soutenus par les partis d'opposition de gauche, et le gouvernement conservateur de M. Constantin Mitsotakis contre la politique d'austérité.

ATHÈNES

de notre correspondant

Les employés de banque qui avaient lancé le mouvement, le 7 septembre, pour protester contre un projet de loi de réforme des régimes de sécurité sociale et de retraite qui remet en cause des avantages acquis, ont été suivis par la plupart des services publics (téléphone, postes, transports). Les deux principales centrales du pays, la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE, 1,7 million de membres) et la Fédération des fonctionnaires grecs (ADEDY, 300 000 adhérents) avaient observé une première grève générale le 13 septembre, avant de renouveler le mouvement les 19 et 20 septembre, plongeant le pays dans l'aspix.

« Pas de marche arrière »

La vie quotidienne dans l'agglomération athénienne, déjà rendue difficile par une forte pollution atmosphérique, est devenue intenable. Les coupures de courant de plusieurs heures réparties dans la journée provoquent de sérieuses perturbations : feux de signalisation aveuglés engendrant des embouteillages monstres, personnes bloquées dans les ascenseurs, sans parler des rues noires peu engageantes et des multiples problèmes posés par la réfrigération chancelante.

Les employés de banque et de l'électricité ont décidé de durcir le mouvement la semaine prochaine. Le projet de loi a certes été révisé par le gouvernement, mais pas suffisamment selon les syndicalistes. Sa discussion est prévue pour le 25 septembre au Parlement. Il vise à réformer, sur les conseils de Bruxelles et du FMI, le déficit vertigineux des

trois principales caisses d'assurances (salariés, marins et agriculteurs) qui devraient atteindre cette année un total de 7 milliards de dollars (9,3 % du PIB). Il a également pour objet de rétablir un rapport plus sain entre le nombre d'actifs et de retraités (il existe actuellement 2,8 travailleurs actifs pour un retraité).

Revenant de Tokyo, où il a essuyé le rejet de la candidature d'Athènes pour les Olympiades de 1996, M. Mitsotakis a de nouveau assuré que le gouvernement était décidé à poursuivre sa politique d'assainissement de l'économie et qu'il « ne ferait pas marche arrière ».

80 à 90 % de reçus dans les classes prépa
MEDICINE PHARMACIE
Une série de séminaires scientifiques internationaux d'octobre à juin pour les bacheliers D et C
Également groupe spécialisé de recyclage scientifique pour bacheliers étrangers
CEPES
La première préparation de France depuis 1987
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly.
47.45.05.19 ou 47.22.94.84.

grèves sont selon lui peu suivies et sont le fait d'une « clique de privilégiés ». Il compte sur le pourrissement du mouvement et a brandi l'arme de la réquisition. M. Mitsotakis a également accusé le leader de l'opposition socialiste, M. Andreas Papandréou, de tirer les ficelles du mouvement de contestation pour revenir au pouvoir.

M. Papandréou est d'ailleurs monté au créneau à l'occasion de l'ouverture du deuxième congrès du parti socialiste (PASOK), en demandant purement et simplement le départ du gouvernement « le plus rapidement possible pour le bien de la Grèce ». L'ancien premier ministre (1981-1989) s'est montré confiant en un retour prochain de son parti aux affaires. « En quelques mois, a-t-il dit, nous sommes retournés à une politique de servitude et de dépendance à l'égard des États-Unis ». Le gouvernement, a déclaré le chef du PASOK, « s'incline » devant l'oligarchie économique et le capital international, « renverse » tous les acquis sociaux et économiques du peuple grec et bâtit « un État répressif ».

DIDIER KUNZ

שנה טובה 5751

L'appel unifié Juif de France adresse à tous les membres de la communauté juive ses meilleurs vœux à l'occasion de la nouvelle année et compte sur leur soutien pour atteindre ses objectifs en France et en Israël, et en particulier pour la campagne spéciale en faveur de l'accueil des Juifs d'URSS en Israël.

APPEL UNIFIÉ JUIF DE FRANCE

19, rue de Téhéran - 75008 PARIS

Tél : 45-63-06-10

DIPLOMATIE

Dans un vote unanime et sans débat

Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé l'accord sur un règlement politique dans le conflit cambodgien

Le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité et sans débat, jeudi 20 septembre, une résolution approuvant le cadre d'un règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien et l'accord intervenu entre les parties cambodgiennes, le 11 septembre à Djakarta. La résolution note que le Conseil national suprême (CNS) de douze membres formé dans la capitale indonésienne représentera le Cambodge à l'ONU et « prie instamment » ses membres d'être un président « dans les meilleurs délais », ce qu'ils n'ont pas réussi à faire lors de leur première réunion, cette semaine à Bangkok. Enfin le Conseil de sécurité demande à la France et à l'Indonésie « d'intensifier leurs consultations » pour reconvoquer la

conférence de Paris, qu'ils coprésident.

Entre-temps, le premier ministre de Phnom-Penh, lui-même membre du CNS, a demandé à l'ONU d'inviter le Conseil national suprême à se rendre à New-York pour y assister à la 45^e session de l'Assemblée générale. Enfin, Américains et Vietnamiens ont eu jeudi, toujours à New-York, une troisième série d'entretiens. M. Richard Solomon, secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Asie et du Pacifique, a rencontré M. Le Mai, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, en la présence de l'ancien général John Vessey, chargé du dossier sur les Américains portés disparus pendant la guerre. — (AFP.)

Au cours de négociations à Manille

Les Philippines ont demandé « le contrôle souverain » de la base aérienne américaine de Clark

Les Philippines ont officiellement demandé, jeudi 20 septembre, aux Etats-Unis, « le contrôle souverain aussi tôt que possible » de la base aérienne de Clark, Washington a répondu en indiquant sa volonté de rechercher « un nouvel accord de sécurité incluant une réduction progressive de la présence militaire américaine et la préservation d'une flexibilité opérationnelle », a indiqué un porte-parole américain. Cet échange de vues divergentes est apparu au troisième jour des négociations à Manille entre le secrétaire philippin aux affaires étrangères Raul Manglapus et le négociateur américain, M. Richard Armitage. Le bail de Clark et de la base navale voisine de Subic Bay, qui forment le plus vaste complexe militaire américain à l'étranger, expire dans un an.

La prise de contrôle de Clark par l'armée philippine, y compris sur le

plan opérationnel, ne signifierait pas que les forces américaines seraient interdites d'accès à la base, a indiqué le porte-parole de la délégation philippine, mais il n'a pas fourni de détail sur la durée d'une éventuelle phase de transition. — (AFP.)

□ Le Canada réduit ses forces en Europe de 1 400 hommes. — Le Canada va réduire en 1991 ses forces en Europe de 1 400 hommes, a annoncé jeudi 20 septembre le ministre de la défense nationale, M. Bill McKnight. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont déjà annoncé des réductions de leurs troupes basées en Allemagne. Le Canada dispose d'environ 8 000 hommes, principalement basés à Laehr (sud-ouest de la RFA). « Notre rôle auprès de l'OTAN demeure inchangé, notre effectif en Europe reste bien supérieur à ce qu'il était dans les années 80 », a toutefois souligné le ministre. — (AFP.)

A l'initiative de leurs présidents

Conférence extraordinaire des Parlements de la CEE à Rome en novembre

Une conférence extraordinaire des Parlements de la Communauté européenne aura lieu à Rome du 27 au 30 novembre prochain, avant la conférence intergouvernementale européenne. C'est ce qu'ont décidé, jeudi 20 septembre, les présidents des Parlements des Douze réunis, à Rome, avec le président du Parlement européen à l'invitation des présidents de la Chambre des députés et du Sénat italiens. Les présidents se sont mis d'accord sur la représentation des différents Parlements : 258 personnes y participeront (2/3 de membres des Parlements nationaux, 1/3 du Parlement européen).

Le thème retenu pour cette conférence extraordinaire sera « l'avenir de la Communauté » et « les implications pour la Communauté européenne et les Etats membres des propositions relatives à l'union économique et monétaire et à l'union politique, avec une référence particulière au rôle des Parlements nationaux et du Parlement européen ».

La présidence des débats sera tournaute. Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a l'intention de demander au gouvernement de prévoir un débat d'orientation sur l'Europe au Parlement français, avant cette réunion.

□ M. de Michelis suggère de changer le nom de la CEE en « Communauté politique européenne ». — M. Gianni de Michelis, ministre italien des affaires étrangères, a suggéré jeudi 20 septembre à Rome que la Communauté économique européenne soit rebaptisée « Communauté politique européenne ». Ce changement de nom pourrait être étudié lors du conseil européen qui réunira en décembre à Rome les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, a estimé le chef de la diplomatie italienne. — (AFP.)

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Fin de la trêve avec les « narcos »

Plusieurs journalistes, dont la fille d'un ancien président de la République et le fils du directeur du principal quotidien du pays, ont été enlevés ces dernières semaines. Le cartel de Medellín a revendiqué ces enlèvements, destinés à forcer le gouvernement de M. Gaviria à négocier avec lui.

BOGOTA

correspondance

Est-ce la fin de la trêve ? On l'affirme dans les milieux dirigeants de Bogota après la spectaculaire vague d'enlèvements de ces dernières semaines. Dans l'opinion, c'est la douche froide et, de nouveau, l'inquiétude. Les Colombiens s'avouent ce retour relatif au calme après les attentats aveugles et meurtriers ayant marqué, depuis août 1989, la « guerre à mort » entre le gouvernement et les « parrains » du trafic de drogue. Plus de voitures piégées, moins de crimes au compte des sicarios, les tueurs à gages des narcos. Le dernier communiqué des « extradables » précisait qu'il n'était pas dans « leur intention de rompre pour le moment » la trêve accordée depuis plusieurs semaines, malgré l'exécution, le 10 août dernier par la police, de Gustavo Gaviria, numéro trois présumé du cartel de Medellín et cousin de Pablo Escobar, numéro un du cartel, qui a déjoué jusqu'à présent la chasse à l'homme menée contre lui par des milliers de policiers.

Deuxième victime de marque de la relance du terrorisme : Francisco Santos Calderon, vingt-huit ans, rédacteur en chef du quotidien *El Tiempo*, l'un des deux principaux de Colombie, porte-parole des libéraux. Francisco est le fils de Hernando Santos Castillo, directeur du même journal, qui est une institution. Toucher aux Santos, c'est attaquer l'establishment. Le chauffeur de Francisco a été tué pendant l'enlèvement, ce qui semble exclure une opération visant à transmettre un « simple message » au gouvernement de M. Gaviria. *El Tiempo* aurait reçu, jeudi, quatre appels téléphoniques des « narcos » revendiquant l'attentat.

Deuxième victime, également enlevée mercredi : M^{me} Marina Montoya,

seur de M. German Montoya, secrétaire général de la présidence sous le gouvernement précédent, dont le fils avait été également séquestré par les « extradables » en décembre dernier, puis relâché à la suite de contacts secrets avec les hommes du cartel.

Négociation ou reddition

On a appris de bonne source que les narcos auraient l'intention d'enlever d'autres personnalités pour « négocier » en position de force. Le gouvernement Gaviria, pourtant, a encore exclu récemment toute négociation avec les dirigeants du narcoterrorisme, tout en offrant la possibilité d'une reddition assortie d'un traitement plus souple de l'extradition. « L'offre de Gaviria a donné l'impression qu'il avait gagné la guerre contre les narcos ; ce n'est pas le cas », dit un dirigeant conservateur, qui ajoute : « Pablo Escobar et ses amis veulent l'avantage ».

Le cartel souhaiterait en effet bénéficier des avantages du processus de pacification entamé avec la guérilla, qui a déjà abouti à la légalisation du M-19 (son leader, M. Navarro Wolff, est actuellement ministre de la Santé), et qui se poursuit activement avec d'autres mouvements.

« Les « narcos » se servent de leurs otages comme de boucliers humains à la mode irakienne », dit M. José Salgar, directeur du journal *El Espectador*.

NICARAGUA

Les sandinistes sabotent le processus de concertation

Les sandinistes ont boycotté et saboté, jeudi 20 septembre, l'ouverture du processus de concertation engagé par la présidente du Nicaragua, M^{me} Violeta Chamorro. Ils ont organisé une grève des transports publics, défilé dans les rues de Managua et endommagé les voitures de plusieurs diplomates étrangers, en signe de protestation contre la politique économique du gouvernement.

M^{me} Chamorro a inauguré la première phase du processus de « concertation économique et sociale » par des négociations entre le gouvernement,

les entreprises et les travailleurs du pays. Le programme de stabilisation économique sera « difficile et douloureux », a-t-elle dit. Il s'agit de parvenir à des accords qui permettent « de réduire son coût social et économique ».

Les représentants du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) n'ont pas assisté à cette première rencontre, de même que le Front national des travailleurs, la coalition syndicale du FSLN, qui a préféré manifester devant l'immeuble où se tenaient les discussions. — (AFP.)

opérations aux juifs de RDA problème au chancelier Kohl

Le chancelier allemand Helmut Kohl a été confronté, jeudi 20 septembre, à un problème diplomatique complexe. Il s'agit de la question des opérations militaires menées par l'Armée populaire (AP) de la République démocratique allemande (RDA) contre les juifs de la RDA. Kohl a exprimé sa préoccupation et a demandé que ces opérations cessent immédiatement.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème. Il a appelé à une action coordonnée des Nations Unies et de la communauté internationale.

Kohl a insisté sur le fait que l'Allemagne est prête à travailler avec tous les pays pour promouvoir la paix et la stabilité en Europe.

Le chancelier a conclu son discours en affirmant que l'Allemagne restera engagée dans la lutte pour la justice et la démocratie.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

Le chancelier a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre ce problème.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : « Afin d'atteindre les racines de la violence »

L'ANC s'est résolue à engager un dialogue avec l'Inkatha

Le Congrès national africain (ANC) a annoncé, jeudi 20 septembre, « qu'il s'est résolu à engager un dialogue avec l'Inkatha », le chef du parti Inkatha, à majorité zouloue. De son côté, M. Frederik De Klerk a déclaré, jeudi, dans un entretien accordé au Star, un quotidien de Johannesburg, à l'occasion du premier anniversaire de son accession au pouvoir, que des « progrès énormes » avaient été accomplis en un an, qu'il « voit au-delà des attentes de quiconque ».

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La réunion du comité exécutif national (NEC), l'instance dirigeante de l'ANC, s'est terminée, jeudi 20 septembre, avec vingt-quatre heures de retard sur le programme initial. L'unicité n'est plus de mise dans les hautes sphères de l'ANC, où les « radicaux » s'opposent de plus en plus résolument aux « politiques ». Convoqué d'urgence, afin de revoir « stratégie et tactique », au lendemain de la présentation du programme gouvernemental « Poigne de fer » destiné à endiguer la violence dans les townships, le NEC a rejeté sur le gouvernement, comme on pouvait le prévoir, la responsabilité d'une éventuelle faillite du processus de négociation engagé en mai.

Première rencontre depuis 1979

L'ANC souligne, dans un communiqué, le « double langage » visant à l'affaiblir en même temps que les autres formations démocratiques et le « laisser-faire » coupable des autorités, notamment dans le Natal et le Transvaal. En condamnant la violence qui sévit dans les ghettos noirs, l'ANC implique « des éléments des services de sécurité et des militants de l'Inkatha », le parti de M. Buthelezi, « qui menacent le processus de paix ».

Alors que le NEC était réuni, dans un endroit tenu secret, de hauts responsables de l'ANC et de l'Inkatha se rencontraient, mer-

credi, à Durban dans le Natal. C'est la première fois depuis la rencontre de Londres en 1979 que les chefs-majors des deux mouvements se retrouvaient. Au menu cette fois, la guerre du Natal, qui a fait plus de quatre mille victimes en quatre ans, et l'éventuel « sommet » Nelson Mandela-Buthelezi, auquel pousse le gouvernement. Les deux partis sont convenus de continuer leurs entretiens mercredi prochain.

Assistant, jeudi, aux funérailles de douze victimes des affrontements des dernières semaines, à Soweto, M. Mandela a critiqué, devant plusieurs dizaines de milliers de personnes, le gouvernement sur ses choix en matière de sécurité. Le vice-président de l'ANC a agité l'épouvantail de la « lutte armée » que le pouvoir pensait enterrer après la rencontre de Pretoria, début août. Il a rappelé que l'ANC disposait de sa « propre armée » actuellement « confinée dans ses casernes », laissant planer la menace d'une reprise des hostilités.

De nombreuses associations membres de l'ANC avaient appelé — et parfois contraint — les Sowetans à ne pas se rendre à leur travail pour assister aux funérailles au stade de Jabulani, où elles ont demandé « la fin du système des hostels », « l'impartialité de l'armée et de la police » et des poursuites judiciaires à l'encontre « des fauteurs de guerre ».

Alors que le gouvernement approuvait les mesures de sécurité composant le plan « Poigne de fer », la police a confirmé que des Blancs étaient impliqués au moins dans deux des attentats de Johannesburg, la semaine dernière. Le 12 septembre, des Blancs et des Noirs, à bord d'un minibus de couleur blanche, avaient ouvert le feu, au fusil d'assaut AK-47, sur les piétons dans les rues du centre-ville. Dix-sept personnes avaient été touchées. Trois étaient mortes sur-le-champ.

La police vient de révéler qu'une commerçante blanche de quarante-neuf ans, qui a succombé à ses blessures dans la semaine, avait affirmé, avant de mourir, que des Blancs étaient impliqués dans la fusillade.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

GABON : en raison de nombreuses irrégularités

Les élections législatives auront de nouveau lieu fin octobre dans 62 circonscriptions sur 120

LIBREVILLE

de notre envoyée spéciale

Ce n'est que fort tard que la nouvelle est enfin tombée, jeudi soir 20 septembre, sur les écrans de télévision : les élections législatives pluralistes, initialement prévues les 16 et 23 septembre, sont partiellement annulées et reportées au 21 et au 28 octobre, a annoncé le premier ministre, M. Casimir Oye Mba.

Au lendemain d'un premier tour plutôt houleux (le Monde du 19 septembre), les résultats dans trente-deux circonscriptions avaient été annulés, tandis que dans trente autres cas on signalait des ballottages. Le scrutin du 21 octobre devrait permettre aux électeurs de trancher ces litiges, y compris dans les circonscriptions en ballottage. Le premier ministre n'a pas hésité à reconnaître que, dans un certain nombre de circonscriptions, des « désordres, actes de vandalisme, intimidations et fraudes » avaient entaché le déroulement du scrutin, et que les « conditions idéales à cette consultation » n'étaient « pas réunies ». Le chef du gouvernement, lui-même en ballottage, donne ainsi raison, en partie, aux critiques virulentes de l'opposition.

En revanche, les autorités ont confirmé, « sous réserve de validité par la Cour suprême », l'élection de cinquante-huit députés. Parmi ces premiers élus (la future Assemblée nationale en comptera cent vingt), les représentants du Parti démocratique gabonais (PDG), l'ex-parti unique, se taillent la part du lion, puisque trente-six sièges leur sont acquis.

L'opposition, avec vingt et un députés, dont quatorze au mouvement du Père Paul Mba Abessole, le MORENA-Bücheron, a cependant toutes les chances de consolider ses positions.

Le PDG, très souvent désigné comme le principal instigateur des « irrégularités », qui ont marqué le premier tour, risque d'essuyer la sanction d'électeurs las des « combines » de l'administration. L'opposition, partagée entre les modérés du MORENA-Bücheron, partisans du dialogue avec le président Omar Bongo, et les durs du Parti gabonais du progrès (PGP) de M. Agondjo Okawa, devra faire taire ses divisions et jouer le jeu des alliances et du désistement au second tour. C'est à ce prix-là seulement qu'elle pourrait espérer remporter la majorité des futurs sièges de l'Assemblée.

CATHERINE SIMON

□ Un nouveau directeur pour El Moudjahid. — M. Zoubir Zemzoum a été nommé directeur du quotidien algérien El Moudjahid, que l'Etat vient de céder au parti du Front de libération nationale (FLN). Les projets du gouvernement de séparer le quotidien de ses moyens techniques (imprimerie et photocomposition) avaient dû être abandonnés après deux grèves du personnel (le Monde du 14 septembre). M. Zemzoum est ancien directeur de l'hebdomadaire *Revolutions africaines*. Un nouveau directeur, M. Kamel Ayache, a également été nommé à la tête du quotidien *Ash-Chadid*.

ASIE

INDE : violence religieuse et guerre des castes

Le réveil des vieux démons

Dans la gigantesque mosaïque de quelque 830 millions de personnes que constitue l'Inde, les conflits sont périodiques et inévitables. Pourtant, cette fois, l'édifice social dans son ensemble paraît se lézarder. L'explosion des régionalismes, la crise économique, aggravée par celle du Golfe, la tension avec le Pakistan et la montée du fondamentalisme hindou nourrissent cette situation, tandis que la relance du débat sur le système des castes (le Monde du 29 août) remet en cause un fragile consensus.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Le premier ministre, M. V.P. Singh, semble se complaire dans le tumulte qu'il a lui-même déclenché. Chaque jour apporte sa livraison de nouvelles alarmantes : la majorité est au bord de l'éclatement, les élections anticipées sont pour demain, le Parti du Congrès (I) de M. Rajiv Gandhi peut d'ores et déjà se préparer à revenir aux affaires.

Dans les états-majors politiques, c'est presque l'effervescence, et l'inquiétude croît dans les milieux économiques. Le chef du gouvernement, avec délectation semble-t-il, multiplie les scénarios de crise : donc, a-t-il résumé, le 17 septembre, « dans l'éventualité où le Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite) nous retire son soutien, il n'y aura pas forcément des élections anticipées. Le président peut appeler le plus grand parti (le Congrès) pour former un gouvernement ».

Mieux encore, a expliqué

M. Singh, « nous pouvons avoir un gouvernement Congrès-communiste ou alors le Congrès et le BJP ensemble. Toutes les options sont ouvertes. Nous sommes prêts à nous asseoir sur les bancs de l'opposition ». Le propos était destiné à refroidir l'ardeur des communistes et du BJP, alliés de plus en plus critiques du gouvernement. Les premiers dénoncent la politique économique « erronée » de M. V.P. Singh, le second, par la voix de son président, M. L.K. Advani, prévient le gouvernement qu'il commettrait « une erreur monumentale » en considérant comme acquis le soutien du BJP.

En substance, disait le premier ministre, si vous voulez précipiter ma chute, allez-y, mais cela signifie gouverner avec le Congrès... Entre le premier ministre et M. Gandhi, les ultra-nationalistes du BJP, comme les communistes, préfèrent encore le premier. Cette passe d'armes est symptomatique : M. Singh, ses alliés politiques et ses ennemis s'en plaignent, est un homme qui pratique de plus en plus l'exercice solitaire du pouvoir.

Pendant la campagne électorale de novembre 1989, M. Singh, grâce à une vague anti-Rajiv Gandhi, avait rallié sur son nom les gros bataillons hindouistes. Mais le BJP, devenu le troisième parti national, détiendait désormais la clé de son maintien au pouvoir.

Lassées de promesses électorales non tenues, les organisations hindouistes extrémistes, comme le Vishwa Hindu Parishad (VHP), relancent la « querelle d'Ayodhya ». Le site, celui de l'une des sept villes sacrées de l'hindouisme, dans l'état d'Uttar Pradesh, abrite une mosquée, la

Babri Masjid, construite, dit la légende, sur les fondations du temple de Rama (incarnation du dieu Vishnu). Le 30 octobre, des centaines de milliers d'adorateurs de Rama doivent converger vers Ayodhya pour commencer la construction du temple, sur les cendres, craint-on, de la mosquée.

En chemin, outre les défenseurs de l'islam, ils risquent de rencontrer des forces paramilitaires qui, mobilisées par le chef-ministre de l'Uttar-Pradesh (membre du parti de M. Singh), entendent faire respecter... l'ordre, avec le soutien des communistes. Le BJP a mis tout son poids en faveur de cette croisade du fanatisme hindou. Le premier ministre s'abrite derrière une décision de justice — toujours attendue, — mais il est clair que, prisonnier entre le « vote hindou » et le « vote musulman », il tempore.

Antagonismes féroces

Problème encore plus grave, la guerre des castes. Un moment cantonnée à une agitation de rue entretenue par quelques milliers d'écoliers et d'étudiants, la mise en œuvre des recommandations de la commission Mandal (I), ébranle la pyramide sociale de l'Inde, fracture tous les partis politiques, fait resurgir des antagonismes féroces jusque-là soigneusement maintenus en hibernation. Dans ce débat, chacun se sent mal à l'aise, puisque l'acquisition du système des castes fait l'objet d'une gigantesque hypocrisie : personne n'est pour, mais personne ne veut y toucher.

Les chefs politiques prennent peur : ils voient bien que le premier ministre dispose d'une for-

midable occasion pour se constituer une « banque de votes ». N'est-il pas le seul *thakur* (haute caste) à prendre la défense des basses castes ? Alors, M. Rajiv Gandhi en tête, ils dénoncent en M. Singh le premier chef de gouvernement qui, en multipliant les quotas, institutionnalise une féodalité que les « pères fondateurs » de l'Inde, Nehru et le Mahatma Gandhi, s'étaient ingéniés à gommer au travers de structures politiques démocratiques. M. Singh, olympien, rétorque en dénonçant les « intérêts acquis » et stigmatise ces violences « inévitables devant un changement révolutionnaire en faveur des pauvres ».

Pourtant, chacun sait, mais n'ose le dire, que les emplois réservés n'améliorent pas le sort des communautés intéressées, comme vient de le souligner une commission ad hoc. Au sein de chaque caste (et il y a environ quatre mille sous-castes), des rapports de subordination se sont créés, contre lesquels les quotas ne peuvent rien. Ceux-ci, en outre, n'ont jamais réduit le pauvre, et, bien sûr, l'éducation est à la clé de tout changement social.

Pour M. V. P. Singh, ce débat offre l'occasion de distraire l'attention de ces crises qui, du Cachemire au Pendjab, de l'Assam au Tamil-Nadu, ensanglantent l'Inde et menacent son unité, sans pour autant que le gouvernement ait une quelconque politique à proposer.

LAURENT ZECCHINI

(1) Ce rapport prévoit que 27 % des emplois publics seront réservés aux classes socialement arriérées (*backward classes*). Ce quota s'ajoutait à celui de 22,5 % des emplois déjà octroyés aux intouchables (*scheduled castes*) et aux tribus hors castes (*scheduled tribes*).

HONGKONG : l'émigration s'accroît

Plus de soixante mille personnes quitteront cette année la colonie britannique

Quel est le pays dont on parle le plus à Hongkong ? La Chine ? Pas du tout. C'est le Canada, terre promise pour 40 % des 62 000 personnes fuyant la colonie britannique au rythme de plus de mille par semaine car Ottawa, conscient de l'apport de ces immigrants qualifiés et fortunés, fait tout pour les attirer.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Ils forment 10 % de la population de Toronto, arrivent en masse à Vancouver. L'Alliance française reçoit de nombreux inscrits avides d'apprendre les rudiments de français et de gagner des points pour obtenir le visa convoité. La revue *The Emigrant* publie les prix de l'immobilier au Canada, aux États-Unis ou en Australie, second choix de ces exilés potentiels qui veulent avoir évacué le rocher avant qu'il ne tombe, en 1997, aux mains des communistes. On les appelle les

yacht people, par opposition aux boat people vietnamiens.

On trouve aussi dans *The Emigrant* des publicités pour l'Afrique du Sud. Singapour offre des visas différés au personnel qualifié. Car l'émigration, c'est aussi un business. Hongkong vend son expérience dans ce domaine jusqu'au Golfe. Les chasseurs de tête écument le territoire à la recherche d'« infirmières pour les États-Unis, d'enseignants pour l'Australie, de policiers, de médecins... ». De 1985 à 1987, l'élite est partie au rythme de 2,5 % de ses membres par an. Certains y voient un drame qui saigne goutte à goutte le territoire, d'autres « pas une crise, un problème sans plus ». « Ce phénomène a toujours existé, réplique un homme d'affaires européen. Il est compensé par l'arrivée de nouveaux cadres de Chine et la promotion de jeunes diplômés ».

Directeur de l'administration, fonctionnaire respecté, M. Donald Tsang est plus circonspect : 15 % des émigrants — âgés en moyenne de la trentaine, — soit 8 000 personnes, ont un diplôme universi-

taire alors que Hongkong n'en forme que 7 000 par an. D'où un déficit en médecins, programmeurs informatiques... qui a forcé le Jockey Club à transférer le traitement du PMU en Australie, lieu d'émigration privilégié de spécialistes de l'informatique. On a donc décidé de doubler le nombre des diplômés.

A cela s'ajoutent les démissions de l'administration. C'est donc pour permettre à la « machine » de fonctionner le plus longtemps possible que M. Thatcher a décidé, au lendemain du massacre de Pékin, sous la pression des milieux d'affaires, d'accorder à 50 000 cadres et à leurs familles un passeport britannique. Pour M. Tsang, il s'agit d'une « obligation morale » autant que d'une « solution à court terme ».

Passeports à vendre

Cette mesure a enrégé la Chine, qui menace de ne pas reconnaître ces naturalisations même si leur objectif est de fournir une « assurance-vie » aux cadres indispensables à la bonne marche de Hongkong afin qu'ils n'émigrent pas. Rares pourtant sont ceux qui envisagent d'aller dans cette Angleterre qui les a « abandonnés », dont ils méprisent la « décadence » — et le climat. Mais Pékin voit des « complots » partout.

Paris est cité en exemple pour avoir accordé un passeport à quatre-vingts cadres d'entreprises françaises. Même si certains bénéficiaires, dans une ville où tout a un prix, affectent de mépriser une naturalisation « gratuite ». Une procédure plus simple a été mise en place pour fournir des visas d'établissement différés aux cadres des sociétés françaises à condition qu'elles leur garantissent un emploi en métropole si la situation les forçait à partir. Sinon ils émigreraient ailleurs, après avoir envoyé en avant-garde leur femme accoucher au Canada — des publications expliquent comment cacher sa grossesse aux douaniers curieux — ou leurs enfants étudier en Australie.

Paradoxalement, l'émigration est moins un sujet de conversation qu'il y a un an. Ce qui fait dire aux optimistes qu'une fois la crise passée Hongkong s'est habituée à vivre « en survie ». Il semble plutôt que les gens aient pris leur décision

ou sont en voie de la prendre. S'ils restent, rien ne sert de se faire du mauvais sang en ressassant les problèmes. Sinon, à quoi bon regarder en arrière. Les Hongkongais se gardent bien de dévoiler d'éventuels « tuyaux », jouant entre eux à une sorte de poker menteur.

Seul l'universitaire Joseph Cheng, Pékin veut tellement contrôler Hongkong qu'il a effrayé son élite. « Pour moi, partir serait une tragédie. Je resterais si je peux encore travailler, parler et publier. Mais il semble bien qu'il me faudra partir. » Il espère que la transition et l'exode des cerveaux seront « contrôlés ». Sinon, ce sera chacun pour soi.

Dans ce cas, les gens ne seront plus regardants sur le pays d'accueil. Certains en profitent : un neveu du général Noriega, consul à Hongkong, vendait des passeports. On peut acheter un passeport de Tonga pour 30 000 dollars, de Belize ou des Philippines. On obtient contre promesse d'investissements ou pots-de-vin un visa dans d'autres pays du tiers-monde, à Tahiti, en Nouvelle-Calédonie... ou en RDA. Des algéfrins ont même vendu des passeports d'une « République de Cortera » bidon.

Le risque d'« effet boule de neige » que craint M. Cheng est réel si Pékin n'y prend garde. A force de voir partir parents et amis, on peut être tenté de s'expatrier à son tour pour recréer une communauté en Californie ou à Toronto. Ce n'est pas le retour de quelques émigrés, une fois mués du précieux document, qui rééquibrera un exode qui risque de faire de la colonie une coquille vide, à l'instar de Shanghai en 1949. Signe des temps, un sondage parmi les diplômés de la faculté de droit indique que tous comptent émigrer. C'est sans doute pourquoi les cours de droit chinois ont été supprimés, faute de candidats. Décidés à rester, les libéraux tels M. Martin Lee ou le syndicaliste Szeto Wah se considèrent comme une sonnette d'alarme : si les communistes s'en prennent à nous, disent-ils, ce sera le signal du départ.

PATRICE DE BEER

**AUJOURD'HUI
SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS
LES RÈGLES DE L'EMPLOI
VOUS SEREZ VITE
HORS JEU**

Le Monde
INITIATIVES
CAMPUS • EMPLOI

CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)

سكدا من المرحل

ASIE

Les Jeux asiatiques

L'Irak a été exclu

PÉKIN

de notre correspondant

L'Irak a été, jeudi 20 septembre, «suspendu» du mouvement olympique asiatique, ce qui lui interdit de participer aux Jeux asiatiques dont la onzième édition s'ouvre samedi à Pékin (nos dernières éditions du 21 septembre). La décision a été prise au cours d'une réunion spéciale du Conseil olympique d'Asie (COA) dans la capitale chinoise, qui s'est conclue sur un verdict moins nettement pro-koweïtien qu'un vote antérieur de son bureau exécutif. Sur les trente-huit membres, vingt-sept ont voté contre l'Irak, qui n'a été soutenu que par le Yémen et les Palestiniens. Cinq pays se sont abstenus, dont la

Chine et la Corée du Nord. Pékin avait précédemment appuyé la demande de suspension de l'Irak.

Les Irakiens avaient tenté jusqu'au dernier moment de se concilier des sympathies, n'hésitant pas à se joindre à tous les autres membres du Conseil pour observer une minute de silence à la mémoire de son président koweïtien, le prince Fahd Al-Alumad Al-Sabah, tué par les forces de M. Saddam Hussein lors de l'invasion de l'émirat. «Nous sommes tous de la même famille arabe», déclarait, pour s'expliquer, le représentant de Bagdad avant de regretter que le frère de l'émir Jaber ait tué, avant d'être atteint lui-même, deux soldats irakiens. «Le mouvement olympique asiatique a été sauvé», s'est exclamé,

après le vote, le président par intérim du COA, M. Ray Da Silva, tandis que les représentants irakiens accusaient l'Arabie saoudite d'avoir acheté les participants. La décision ôte une épine du pied à la Chine, qui craignait d'avoir à faire face à un boycottage des Jeux par les pays opposés à Bagdad en cas de participation de l'Irak. Ce qui ne l'a pas empêché, par son abstention, de laisser le reste de la communauté asiatique effectuer le «sale boulot» d'exclure, en territoire chinois, un de ses membres.

Le premier ministre, M. Li Peng, a également exprimé à sa manière la crainte des Chinois de se voir associés, dans l'esprit des pays du tiers-monde, à une opération militaire occidentale contre l'Irak. Recevant

jeudi le prince Saud Al-Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères, il a exhorté la communauté internationale à «s'efforcer de prendre des mesures visant à éviter une aggravation de la crise», dont il a jugé qu'elle entraînait dans «une phase critique».

Ces propos, ainsi que le vote chinois au COA, dénotent de la part de Pékin la volonté d'apparaître en modérateur aux yeux du tiers-monde, son seul partenaire diplomatique réel pour le moment. Les dirigeants chinois ont cependant réitéré au ministre saoudien leur «compréhension» pour l'appel à l'aide militaire occidentale, lui promettant de ne pas revenir sur leur exigence d'un «retrait inconditionnel» irakien du Koweït.

F.D.

Les préparatifs de Pékin

Suite de la première page

Tout a été fait pour réduire au minimum la menace intérieure. Les universités sont fermées pour cause de vacances exceptionnelles prolongées. Les employés de bureaux ont été mis en congé samedi, officiellement pour leur permettre de suivre la cérémonie d'ouverture à la télévision. Des centaines de milliers de résidents non permanents, ouvriers originaires des campagnes en quête d'emploi, ont été renvoyés manu militari hors de la ville.

L'obsession de faire pimpant

Les journalistes étrangers - trois mille sont attendus - se sont vu mettre en garde : ils sont là pour le sport, pas pour les événements dissidents qui s'aventurent près des stades ou du village olympique tout neuf édifié dans une banlieue nord. Au reste, les mouchards veillent au grain par milliers, walkie-talkie crachotant en poche.

Reste la menace extérieure. On prend au sérieux une mise en garde qu'Interpol passe pour avoir transmise aux autorités chinoises sur le risque d'attentats d'origine proche-orientale. Une liste de suspects a été distribuée aux hôtels.

L'obsession de faire pimpant a atteint des sommets. La circulation dans Pékin a été interdite à tout véhicule ne ressemblant pas à une limousine capitaliste : camions, voiturettes des commerçants privés, et même la Jeep chinoise au vert trop militaire, pourtant utilisée par nombre d'administrations civiles. Des usines polluantes ont été fermées pour la durée des Jeux. A quelques kilomètres de la capitale, des barrages de police contraignent les conducteurs de voitures sales à les laver avant de pénétrer en ville.

L'Etat a dépensé 530 millions de dollars en constructions et rénova-

tions d'équipements. Depuis l'an dernier, les sanctions économiques de l'Occident ont encore accru la pression sur les finances. Mais tout a été fait pour que Pékin soit prêt à temps. La population, corvéable à merci, a dû travailler d'arrache-pied, sans rémunération dans bien des cas. On a fait appel au sens civique. Un ouvrier a été cité à l'honneur pour avoir manqué son propre mariage, rompant du coup avec sa fiancée, de manière à finir l'ouvrage qu'il avait en cours.

A l'origine, le régime voulait prouver au monde qu'il était un candidat sérieux pour les Jeux olympiques. Depuis 1989, cette répétition générale est devenue un test politique. Il s'agit, pour M. Li Peng, de démontrer que l'Asie tout entière le soutient, à défaut des Occidentaux.

De fait, tous les pays sont venus, et certains ont envoyé, en plus de leurs sportifs, des personnalités de haut rang. Outre le Vietnamien Vo Nguyen Giap, invité-surprise, ou le président pakistanais, c'est le cas en particulier du Japon qui a dépeché son ministre de l'éducation et des sports.

Donnant le ton, jeudi, le maire de Pékin, M. Chen Xitong, un membre de la faction dure, a clairement défini l'enjeu : c'est l'honneur national que la capitale défend. Donc, le régime communiste tout entier. Autrefois - avant 1989 - la population aurait sans doute suivi avec enthousiasme. Aujourd'hui, rares sont les Chinois, pour peu qu'ils se sentent libres de parler, à se dire intéressés par cette affaire. Sans toujours savoir l'exprimer, le Pékinois sait bien que ces Jeux, «les Jeux de Li Peng» comme dit l'un, ne sont qu'une illusion : leur possible succès ne prouvera pas que le régime est stable, mais simplement que la force lui permet de survivre pour le moment.

FRANCIS DERON

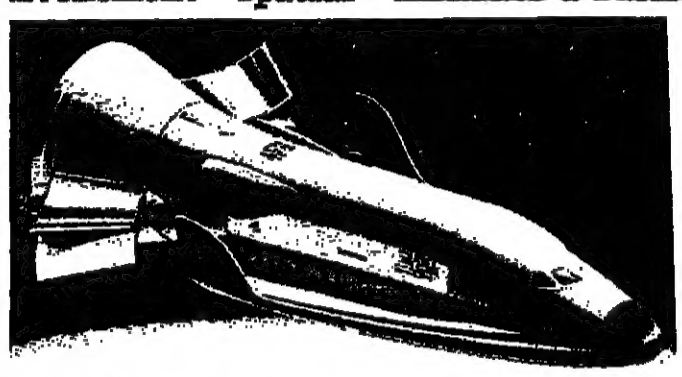


La Fête en Liberté

Pelouse de Reuilly

Rens. : 36 15 code ALASA-LAFETE - Tél. : 45.39.22.03.

Evénement « spatial » HERMES à Paris



Document CNES

La maquette grandeur nature de l'avion spatial européen HERMES, réalisée par le CNES, sera exposée et visitable les 22 et 23 septembre.

EN BREF

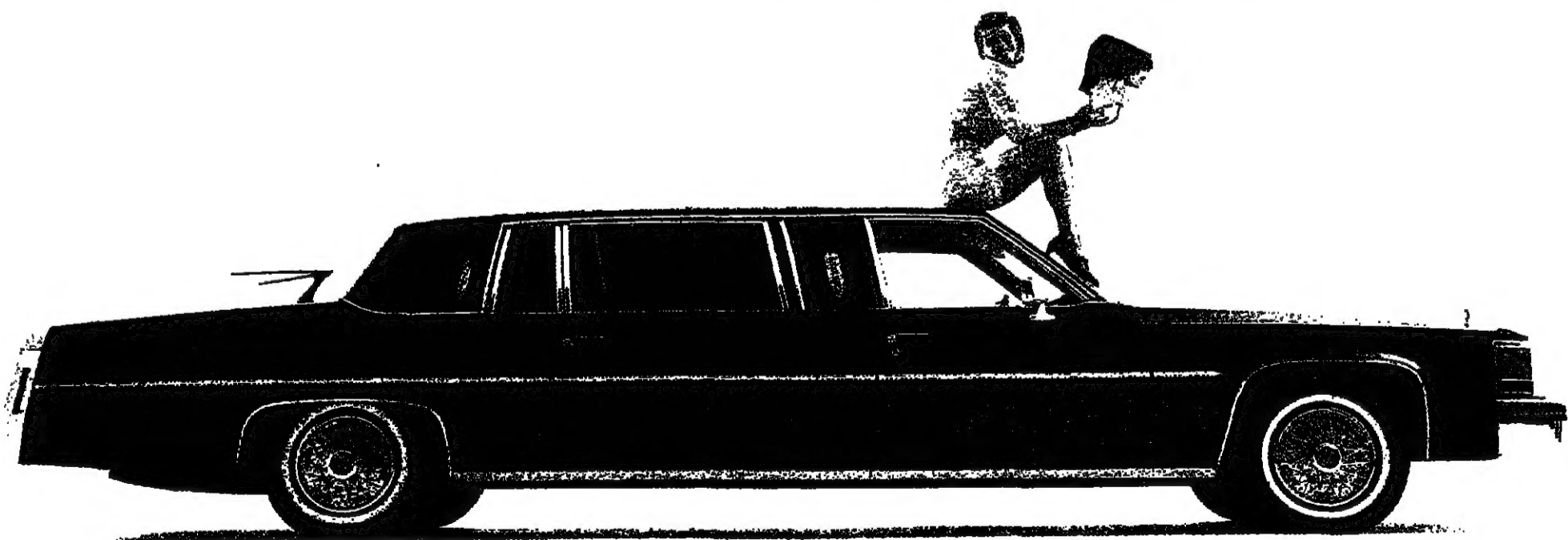
○ NIGER : « le conflit avec les Touaregs risque de dégénérer », affirme M. Kouchner. - M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, est « inquiet » des risques d'un « enchaînement de violence » entre les populations touaregues du Mali et du Niger et les autorités de ces deux pays où il vient d'effectuer une visite. Malgré la « volonté de dialogue » qu'il dit avoir trouvée à Niamey et à Bamako, « tous les ingrédients sont, à son avis, réunis, particulièrement au Mali, pour que le conflit dégénère ». - (AFP.)

○ LIBÉRIA : un général algérien à la tête de la force inter-africaine. - Le général ghanéen Arnold Quainoo qui commandait l'ECOMOG, la force d'interposition de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a été remplacé, jeudi 20 septembre, par le général nigérian Joshua Dogonyaro. Le remplacement du général Quainoo aurait été décidé dans un souci de plus grande efficacité et de plus grande cohésion dans le commandement de l'ECOMOG. - (AFP.)

CLAUDE

de mille personnes quitteront la colonie britannique

- Depuis la réouverture de Lancel Opéra, j'y vais régulièrement avec quelques amies.



LANCEL OPERA

8 PLACE DE L'OPERA

POLITIQUE

Réclamant au comité central du PCF la convocation d'un « congrès extraordinaire »

M. Fiterman met en garde les communistes contre le risque de « contresens historique » que leur fait courir la direction du parti

La première des trois journées consacrées par le comité central à la préparation du vingt-septième congrès du PCF a été marquée, jeudi 20 septembre, par un intense face-à-face entre M. Charles Fiterman et M. Georges Marchais. Nous en publions ci-dessous les principaux extraits. L'ancien ministre des transports, qui souhaite opposer un « texte alternatif » au projet de résolution arrêté par la direction du parti, demande, dans son contre-projet, que le vingt-septième congrès décide « la convocation d'un congrès extraordinaire, afin d'adopter, à la fois, un texte fondamental sur les principes et objectifs du parti et une nouvelle rédaction des statuts ». M. Marchais refuse que le comité central soumette deux textes en concurrence à la discussion des militants. Les débats devaient se poursuivre vendredi et samedi.

Dès le début de la séance de travail du comité central du PCF réuni, comme d'habitude à huis clos, jeudi matin 20 septembre, place du Colonel-Fabien, M. André Lajoinie présente, en quelques mots, l'avant-projet de résolution élaboré, dans la perspective du vingt-septième congrès, par la commission qu'il présidait.

« Il nous était recommandé de proposer un texte « non ficelé », pour un congrès « non bouclé », ouvert, donc, favorisant la discussion, mais, évidemment, « non ambigu », ni « confus » et, au contraire, le plus clair possible, dit-il. Nous avons choisi une forme assez inhabituelle, posant franchement, à partir des faits et dans un souci exigeant de lucidité, les grandes questions posées aux communistes, en donnant (...) les réponses du comité central, qui sont, en même temps, des appels à la réflexion et à l'enrichissement, afin que les membres du parti puissent délibérer librement, en ayant connaissance de l'opinion de la direction élue. Vous constaterez que la commission a, volontairement, laissé des questions ouvertes, en

précisant que certaines réponses n'allaient pas de soi (...). La commission insiste sur le fait, souligne M. Lajoinie, que la résolution est un tout. Dans l'élaboration du texte nous nous sommes efforcés de tenir compte des points de vue exprimés par tous les membres de la commission, y compris de ceux qui ont fait part de désaccords, ceci naturellement sans mettre en cause la cohérence et la clarté indispensables au document. » M. Lajoinie confirme que le projet arrêté a été approuvé par les membres de la commission moins deux abstentions, celles de MM. Charles Fiterman et Roland Favaro.

M. Marchais :
« Ne figeons rien au départ »

M. Georges Marchais fait alors savoir au comité central qu'il a reçu, la veille, de M. Fiterman, un texte accompagné d'une lettre de l'ancien ministre, demandant que ce document soit communiqué aux membres du comité central et porté à la connaissance du parti « dans les meilleurs délais, comme texte préparatoire au vingt-septième congrès ». Le secrétaire général du PCF se déclare surpris par la teneur de ce texte : « Je l'ai même relu trois fois tellement son contenu m'a étonné (...). Mon sentiment est celui-ci : j'avoue que je ne comprends pas. J'ai, bien sûr, repéré des différences dans certaines formulations et, sur certains points, des désaccords, mais, pour la plus grande part de ce texte, je retrouve des idées qui sont acquises pour le parti ou qui sont traitées de manière analogue dans l'avant-projet de résolution ou encore dans mon livre, Démocratie. C'est pourquoi je ne comprends pas, répète M. Marchais. Moi, j'ai l'impression que si Charles Fiterman avait proposé le texte qu'il nous propose aujourd'hui à la commission dont il était membre, beaucoup de choses n'auraient pas posé de questions insolubles (...). Cela dit (...), ne figeons rien au départ. Discutons, nous verrons bien. Le texte que nous adopterons samedi sera la base de départ pour la réflexion et la discussion des communistes. Charles aura, là encore, toute latitude pour faire connaître ses idées et essayer de les faire approuver par les communistes. Moi, j'ai une volonté : c'est de faire en sorte que

les communistes, tous les communistes, travaillent ensemble à faire du vingt-septième congrès un grand congrès novateur et démocratique. »

M. Fiterman :
« Je suis effaré »

M. Fiterman intervient pour mettre les points sur les « i » de son document, dont M. Marchais vient de décider la diffusion, le jour même, auprès des membres du comité central. Il souligne que son abstention sur l'avant-projet de résolution « n'implique pas un désaccord avec toutes les questions traitées dans ce document ». Il exprime la volonté « de voir notre parti continuer comme Parti communiste dans les conditions de la



France » et la nécessité « d'améliorer son activité, notamment celle de la cellule ». « Mais, continue-t-il, je ne peux que constater que sur ce qui est décisif, c'est-à-dire la trame générale, le projet ne m'apparaît pas répondre à ce dont le parti a besoin dans la période où nous sommes, aux enjeux auxquels nous sommes confrontés. »

M. Fiterman précise ses critiques en ces termes : « Tout d'abord, le projet présente les événements qui se déroulent dans le monde sous un jour systématiquement négatif et pessimiste. Rien n'échappe à ce tableau noir : ni la situation en matière de désarmement, ni l'évolution dans certaines zones de conflit

comme en Afghanistan, au Cambodge ou, même, en Afrique australe, alors que rien n'est dit de ce qui se passe dans certains pays d'Afrique ou au Chili. »

« S'agissant de l'Europe, l'accent mis sur le rôle joué par les puissances capitalistes dans les crises des pays de l'Est, l'attribution à l'état du rapport des forces de « l'effondrement des régimes de ces pays » éclaircit d'un jour singulier les changements intervenus, en suggérant l'idée que nous ne serions, en somme, qu'en présence de victoires du capitalisme sur le socialisme. »

« Quant à la crise du golfe Persique, elle est présentée de manière totalement unilatérale comme un succès important et décisif des puissances capitalistes, faisant pratiquement ce qu'elles veulent dans un rapport de forces qui leur est favorable. Écrire, dans ces conditions, que l'accord de fait établi entre l'Union soviétique et les États-Unis est indicatif de ce rapport de forces, cela revient à accuser l'Union soviétique de se soumettre délibérément – en raison de sa faiblesse ou de l'idée que l'on s'en fait – à la volonté américaine, d'accepter le rôle de gendarme du monde des États-Unis, au mépris de la paix et de l'intérêt des peuples. »

« Je dois le dire ici : je suis effaré par une telle évolution. Je la considère comme inappropriée, et même, à la limite, dangereuse. Car si le rapport des forces doit réellement être celui que nous décrivons, comment nous étonner que les dirigeants soviétiques le prennent en compte et comment le leur reprocher ? Et, surtout, que resterait-il des possibilités de préserver la paix et d'avancer vers la solution politique des problèmes posés, y compris ceux d'une juste répartition des richesses ? A peu près rien. »

« Qu'il y ait risque grave, y compris de guerre au Moyen-Orient, est évident, mais on ne peut pas glisser d'un seul mot sur la cause première de cette situation : l'agression de Saddam Hussein contre le Koweït et son annexion, qui constituent non seulement une violation du droit, mais un mauvais coup à l'encontre des peuples arabes, un facteur de division et une diversion exploitée par les dirigeants israéliens. Car la solution des graves problèmes qui se situent à l'arrière-plan de cette affaire (...) ne se trouve nullement facilitée par le crime de Saddam Hussein, mais, au contraire, compliquée. »

« Que les États-Unis tentent de tirer parti de l'occasion en or massif qui leur a été fournie, c'est l'évidence (...), mais, précisément, de nombreux éléments montrent que l'impérialisme américain est, tout de même, contraint d'agir avec prudence, que des forces très diverses peuvent faire converger, réunir leurs initiatives pour exclure la guerre, ouvrir la voie à des solutions politiques conformes au droit des peuples (...). Je pense que c'est la volonté de principe de se placer sur ce terrain qui devrait nous inspirer la politique des dirigeants soviétiques et leur œuvre des possibilités nouvelles d'action. Ne pouvons-nous pas, pour les besoins de notre combat (...), mieux tirer parti de cette nouvelle donne ? »

« Une sous-estimation persistante »

« Car, contrairement à ce que j'ai pu lire dans un article de l'Humanité, je ne crois pas que nous ayons à regretter la situation internationale d'hier, situation de guerre froide marquée par l'affrontement de deux camps antagonistes, dans le cadre duquel l'Union soviétique avait fini par s'inscrire dans la course aux armements et dans une politique de préservation et d'extension des zones d'influence. »

« Imaginez-on à quel niveau de tension et de danger une crise comme celle du Golfe pouvait arriver si elle avait été l'objet de rivalité entre les deux Grands ? Dans quelles difficultés serions-nous, nous-mêmes, dans une telle situation ? Comment oublier ce qu'a coûté au mouvement révolutionnaire, ce que nous ont coûté, dans les conditions d'un pays comme le nôtre, les confusions entretenues entre les intérêts généraux du socialisme et les intérêts de grande puissance, la tendance à sous-estimer les facteurs sociaux, économiques et politiques dans le rapport des forces en privilégiant le facteur militaire, les handicaps et les dénaturations du sens du combat pour le socialisme qui en ont résulté ? »

M. Fiterman poursuit : « S'agissant des pays d'Europe centrale et de l'Est, j'ai le sentiment qu'il nous faudrait, enfin, prendre la pleine mesure de la gravité, de la profondeur de la crise qui a atteint et miné ces sociétés socialistes, de l'ampleur des problèmes que pose la « réinvention » d'un socialisme moderne, démocratique. Car c'est de cela qu'il s'agit. Je considère que le projet de résolution porte la marque d'une sous-estimation persistante de ces données de fond, d'une insuffisante réflexion critique. Les facteurs extérieurs de ces crises y sont fortement soulignés. L'analyse de leurs causes reste courte, en laissant de côté de façon presque surprenante des éléments fondamentaux, qui remontent loin dans l'histoire de ces sociétés et touchent à la conception, aux structures et aux modes mêmes de fonctionnement. »

« Je ne comprends plus rien »

C'est à l'occasion de la réunion du bureau politique du lundi 10 septembre que M. Charles Fiterman avait révéilé à M. Georges Marchais l'existence d'un texte concurrent du projet de résolution de la direction pour le congrès. Ce document est le résultat du travail collectif de plusieurs dirigeants communistes dont, bien sûr, l'ancien ministre des transports. Surpris et décontenancé par cette démarche, le secrétaire général aurait manifesté une certaine mauvaise humeur, déclarant : « Je ne comprends plus rien. »

M. Marchais a quitté la salle du bureau politique pour y revenir, quelques minutes plus tard, avec les statuts du parti à la main. Après consultation du « règlement », il a admis que rien n'empêchait M. Fiterman de déposer un texte, mais il lui a reproché de finasser sur l'interprétation des statuts du parti. Une discussion s'est alors engagée entre les membres de la direction, au cours de laquelle certains intervenants se sont opposés vivement au chef de file des « refondateurs ». Les dirigeants communistes se seraient séparés sans arriver de position précise, mais en ayant la claire conviction que l'heure de l'épreuve de force avait sonné.

O.B.

ment de ce « socialisme réel », depuis la collectivisation à outrance jusqu'au mythe d'une société monolithique, harmonieuse, qui a asséché la vie politique et fini par dégrader dans les pires aberrations.

« S'il y a de l'angoisse, il se trouve chez les camarades qui pensent ou pensent encore qu'il était possible de s'arracher à cet enlisement dans un court délai et dans un processus continu et harmonieux (...). Nous ne sommes ni en 1939, ni en 1914, et, encore moins, en 1871 au lendemain de la Commune (...). Il n'empêche que l'idée communiste peut commencer à s'identifier pleinement à la libération humaine, sans que pèse sur elle cette terrible hypothèque qui a fait tant de ravages et nous a tant coûté. J'y insiste : la question n'est pas de nier ou de sous-estimer les épreuves que porte cette mutation à chaud, qui a commencé à s'opérer (...). Elle est, pour un parti comme le nôtre, de manifester à l'égard de toutes les forces qui, en Union soviétique et ailleurs, conduisent ou animent cette extraordinaire entreprise, la compréhension et la solidarité réelles et agissantes qui sont nécessaires (...). »

« Absolument pas novateur »

« Et puis, la question, pour un parti comme le nôtre, ajoute l'ancien ministre, c'est aussi et surtout de se saisir de toutes les potentialités naissantes que cette mutation commence à faire apparaître, d'impulser une démarche ample, innovante, qui aille à l'encontre, en considérant la société française et le monde tels que les mouvements en

cours les changent. J'ai la crainte que nous ne commettions, à cet égard, une sorte de contresens historique qui serait lourd de conséquences pour l'avenir du parti (...). Le contenu du projet de résolution me paraît confirmer le bien-fondé de cette inquiétude. »

« Ainsi, s'agissant du socialisme pour la France, le document s'en tient à une réflexion sur le passé, dont la dimension critique est peu convaincante, et à des caractéristiques classiques du socialisme, aujourd'hui insuffisantes. (...) S'agissant du parti, j'ai vraiment le sentiment d'une véritable évacuation des difficultés auxquelles il est confronté (...). Au total, je ressens ce projet comme n'étant porteur d'aucune initiative politique significative, absolument pas novateur, exprimant non pas la volonté de déployer la stratégie politique définie à partir de notre vingt-deuxième congrès, mais de marquer une sorte de pause, si ce n'est un repli dans sa mise en œuvre. »

M. Fiterman conclut son intervention en affirmant que, au cours des débats de la commission présidée par M. Lajoinie, ses observations « n'ont pas été prises en compte », et en proposant « une véritable réécriture du projet de résolution ». « C'est pourquoi je maintiens ma demande de publication du texte dans les meilleurs délais afin que les communistes puissent en prendre connaissance pour nourrir leur réflexion, ajoute l'ancien ministre. La procédure n'est pas habituelle mais elle ne contraindrait absolument pas aux statuts, qui laissent le comité central libre de ses choix. »

M. Marchais :
« Ce n'est pas ainsi que fonctionne le parti »

M. Marchais reprend la parole : « Tout le monde comprend bien que l'intervention de Charles Fiterman pose un problème au comité central, déclare le secrétaire général du PCF. Charles veut que son texte soit porté tel quel à la connaissance du parti. Il est dommage qu'il ne propose pas d'améliorer l'avant-projet que nous discutons par des propositions précises, comme il en a l'entière possibilité. Dommage aussi, à la rigueur, qu'il ne demande pas au comité central de travailler à partir de son texte, et non de celui de la commission (...). »

« Bon ! moi, je vous fais une proposition : d'accord. Qu'un secrétaire du comité central refuse de contribuer à l'élaboration de l'avant-projet de texte que nous soumettons au parti et en propose un autre, cela constitue un fait politique, et je tiens pour légitime que les communistes souhaitent savoir ce qui le conduit à agir de la sorte. Alors, bien que, à l'évidence, le texte que Charles a rédigé ait des dimensions qui dépassent assez largement celles d'une contribution à la tribune de discussion, je propose qu'il soit publié – évidemment, si Charles le désire – dans le cadre de cette tribune. »

« On peut aussi faire autrement : décider, comme Charles le demande, que le comité central soumette deux textes à la discussion du parti. J'ai bien noté que, dans son document, Charles se défend d'être partisan – je le cite – « de l'organisation en tendances ossifiées qui figent les points de vue ». Mais comment la décision de proposer à la discussion du parti deux textes du comité central pourrait-elle éviter de créer une telle situation ? Inmanquablement, le parti serait saisi du texte d'un tel et du texte de tel autre, de la motion A et de la motion B. Et pourquoi pas la motion C, D, E... s'il suffit à un membre du comité central de déposer un texte pour que, de ce fait, celui-ci acquière le statut de document préparatoire au congrès ? Ce n'est pas ainsi que fonctionne notre parti. Nous n'en voulons pas, de ce fonctionnement-là. Et quand je dis « nous », je ne parle pas seulement des membres du comité central ; j'ai en vue les communistes qui veulent rester les maîtres de leur parti, qui veulent librement choisir sa politique à l'occasion de son congrès, et non se contenter de voter pour le texte de tel ou tel leader qui pense pour eux. »

O.B. et A.R.

Sans précédent

par Alain Rollat

La crise qui affecte le Parti communiste depuis la rupture de l'union de la gauche est entrée dans une phase inédite, et, peut-être, cruciale, avec la décision prise par M. Charles Fiterman d'opposer son propre plan de rénovation au projet de résolution élaboré par la direction du parti pour servir de base à la préparation du vingt-septième congrès, prévu fin décembre à Saint-Ouen.

Dans le document de vingt-trois pages qu'il a remis à M. Georges Marchais, l'ancien ministre des transports se pose ouvertement en chef de file des « communistes d'un nouveau temps », désireux de « refonder une identité communiste moderne ». Il demande que le vingt-septième congrès décide la convocation d'un congrès extraordinaire, « afin d'adopter, à la fois, un texte fondamental sur les principes et objectifs du parti et une nouvelle rédaction des statuts », autrement dit un congrès qui puisse procéder à un véritable aggiornamento du fonctionnement et de la politique du PCF.

C'est la première fois, depuis la création du Parti communiste au congrès de Tours, en 1920, qu'un membre du secrétariat du comité central met ainsi un contre-projet en concurrence avec le texte conçu par l'état-major du parti dans le cadre de la préparation d'un congrès. Et c'est, aussi, la première fois qu'un document contestataire de cette nature fait l'objet d'une publicité quasi immédiate, en rupture avec la tradition de secret chère à tous les communistes attachés à la sacro-sainte règle du « centralisme démocratique ». L'événement mérite d'autant plus d'être noté que le jugement porté par M. Fiterman sur la démarche et le fonctionnement de

son parti est globalement négatif.

Le texte de l'ancien ministre sonne comme un réquisitoire tranquille contre la ligne politique incarnée par M. Marchais. Non seulement M. Fiterman estime que son parti se trompe dans toutes ses analyses, au niveau national comme au niveau international, mais il lui reproche de s'enfoncer chaque jour davantage dans l'impasse, en persistant à ne pas comprendre que, partout, sur la planète, aujourd'hui, les mutations sociales et politiques obligent à de profondes remises en question.

Trois chantiers

Mettant les points sur les « i », en réponse à M. Marchais, qui venait de dire qu'il n'avait rien compris à son texte, M. Fiterman n'a pas mâché ses mots. Il s'est déclaré « effaré » par la position de son parti sur la crise du Golfe et sur l'attitude de l'Union soviétique. Il a mis en garde ses camarades contre le « contresens historique » que la direction du parti est en train de commettre, à ses yeux, dans son approche de l'évolution des pays de l'Est.

Il a implicitement accusé M. Marchais et ses fidèles d'immobilisme en jugeant leur propre projet « absolument pas novateur » et dépourvu de toute « initiative politique significative ». Il a surtout résolulement situé du côté des supporters de M. Gorbatchev, contre l'avis de ceux qui, tel le rédacteur en chef de l'Humanité, Claude Cabanes, insistent surtout sur les difficultés que le nouveau maître du Kremlin rencontre à l'intérieur de l'Union soviétique. Se faisant le champion de la « réinvention d'un socialisme moderne », M. Fiter-

man souhaite pouvoir défendre, notamment, la mise en œuvre de ce qu'il appelle « trois chantiers de construction », afin de « réveiller le projet communiste », à faire avancer une perspective politique plus forte et « promouvoir un parti révolutionnaire moderne ». Il lence, en particulier, l'idée d'une « entente démocratique de toutes les forces du travail et de la création pour une France juste, libre, fraternelle, dans une Europe des nations unies. »

L'entreprise de l'ancien ministre des transports, qui devait être relayée, vendredi, par plusieurs autres partisans d'une « refondation » du PCF, dont MM. Anicet Le Pors et Jack Ralite, semble, toutefois, désespérée. Personne, parmi les autres intervenants du comité central, jeudi, n'a abondé en ce sens. Toutes les prises de parole ont, au contraire, consisté à justifier le refus de M. Marchais de prendre en considération la demande de M. Fiterman, au motif que celle-ci aboutirait à la création de « tendances » à l'intérieur du parti.

Bien que rien, dans les statuts du PCF, ne s'oppose formellement à la mise en discussion de deux textes avant un congrès, tout permet, en effet, de l'empêcher. La suite qui sera donnée à cette « première » constituera donc un test de la volonté de dialogue affichée par M. Marchais et ses amis et l'embarasse manifeste de ceux-ci montrant bien, jeudi soir, que la direction du PCF était elle-même consciente d'avoir à faire un choix lourd de conséquences.

POLITIQUE

France inquiète, France tranquille

V. - Lyon, les peurs d'une ville

Après les militaires désorientés (le Monde du 18 septembre), l'islam intégriste (19 septembre), le racisme (20 septembre), les chômeurs et les marginaux (21 septembre), l'assaut de la société française continue par les peurs d'une grande ville, Lyon.

LYON

de notre bureau régional

La peur, chacun la voit d'abord à sa porte. Ainsi les habitants de la banlieue dorée de l'agglomération lyonnaise, sur les vertes collines de l'ouest, essaient de se protéger des cambrioleurs et manifestent contre le projet d'autoroute qui devrait passer dans leur jardin et porter atteinte à leur environnement. Tandis que dans les grands ensembles bâtis sur la plaine de l'est, on est plutôt sensible au chômage, aux loyers impayés, aux gamins désœuvrés, aux autoradios qui changent de mains, et on se souvient des étés chauds qui ont secoué les ZUP. Au sud, c'est le couloir de la chimie, un ruban d'usines à hauts risques, qui soulève les inquiétudes. Dès qu'un projet d'extension d'un site de production est annoncé, les signatures s'allongent au bas des pétitions.

Dans le centre de la ville, les commerçants de la presqu'île scrutent la courbe de leur chiffre d'affaires et réclament des parkings supplémentaires, tout en s'alarmant des voitures bélières qui défilent de temps en temps leur vitrine. A portée de pont, au-dessus du Rhône, le vieux quartier des immigrés de Lyon va bientôt être rasé. A sa place, un gigantesque immeuble en verre, qui ne reflètera pas au grand soulagement de certains riverains, les échappées de tissus moires, ni les hommes en turban convertant à la tombée du jour, ni les petits dealers fourragant de la blanche sous le manteau.

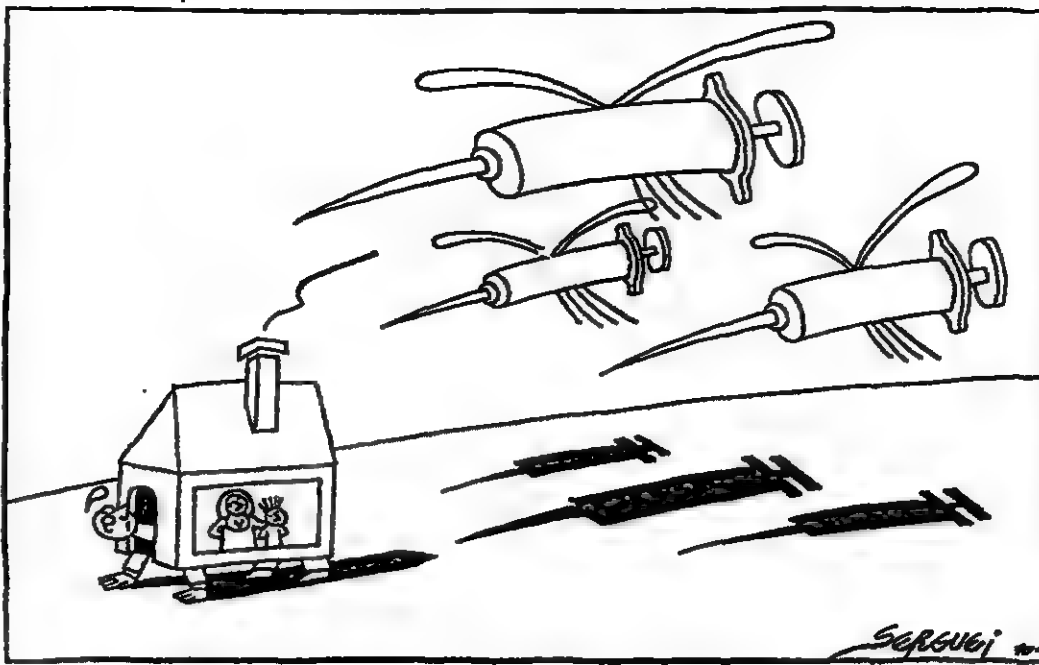
Mais la boussole des craintes lyonnaises indique, où que l'on se trouve, le même pôle magnétique : la petite délinquance. Certes, cette ville n'est pas la jungle. Son taux de criminalité (81 pour 1 000 habitants) vient loin derrière celui de Nice (117). Il n'empêche que, selon les chiffres donnés par la direction départementale des polices urbaines, tous crimes et délits confondus ont augmenté de 6 % entre 1988 et 1989 dans l'agglomération. En tête, les vols à main armée, les vols avec violence et les cambriolages.

Le marché de la sécurité

A quelque chose malheur est bon. Delta-Protection et CIPE, deux sociétés lyonnaises de télésurveillance, connaissent une belle réussite économique. Côtées toutes les deux au second marché, elles ont la confiance des investisseurs. L'action de CIPE, proposée à 170 francs lors de son introduction il y a un an, a franchi la barre des 500 francs au mois de juin dernier, avant de subir les contre-coups de la crise boursière. Le marché de la protection reste porteur.

D'autres périls n'apparaissent que le temps d'une actualité. En avril 1986, l'accident de Tchernobyl a alimenté les conversations de comptoir et de bureau, car il a brutalement rappelé aux habitants qu'un collier de centrales nucléaires ceinture l'agglomération dans un rayon de 150 kilomètres : Creys-Malville, Bugey, Saint-Alban, Cruas, Tricastin. Mais le usage est passé, et il faut croire que les Lyonnais font confiance au nucléaire puisque aujourd'hui ils se précipitent en famille pour visiter les salles de contrôle.

Le 2 juin 1987, les passants ont regardé avec stupeur une épaisse colonne de fumée noire qui s'échappait d'un dépôt d'hydrocarbures en flammes. Cet incendie



du port Edouard-Herriot a remis en mémoire la catastrophe de la raffinerie de Feyzin, en 1966. Alors on a reparté du couloir de la chimie, de ses dangers potentiels, des risques de catastrophes en chaîne. Le sinistre a été maîtrisé, et les angoisses se sont presque éteintes. Sauf pour les riverains. La cellule « environnement » de la communauté urbaine a procédé à un sondage auprès d'eux pour connaître leur perception des risques technologiques. Ses résultats orienteront la politique d'information et de prévention des services de la Protection civile.

Les dangers collectifs, parce qu'ils dépassent l'individu, paraissent s'effacer devant les peurs quotidiennes. Chaque jour, les élus reçoivent leur lot de demandes particulières pour un ralentisseur devant une école ou pour la réfection d'une allée d'immeuble. M. Jean-Paul Bret, député

socialiste du Rhône et premier adjoint à la municipalité de Villeurbanne, analyse ces démarches comme l'expression d'une angoisse diffuse, un besoin d'être écouté. « Il faut bien sûr être attentif à ces plaintes, y donner des réponses concrètes, qui sont souvent symboliques. » On lance des opérations plus lourdes, comme le dossier de développement social des quartiers ouverts à l'automne par la municipalité.

Car le mal de vivre dans les grands ensembles s'écrit un sentiment d'insécurité, engendre la peur des autres, qui peut dériver vers des tentations d'exclusion. Il a aussi une traduction politique : lors de la récente élection cantonale partielle de Villeurbanne-Sud, le candidat du Front national a réalisé ses meilleurs scores dans les immeubles populaires. « L'élu doit rendre les choses positives, rappeler que les rues sont éclairées

la nuit, considère M. Bret. Il doit faire appel à la raison : il y a cinquante ans, quand les Italiens sont arrivés à Villeurbanne, il y avait des bagarres et des morts. »

L'argent de la dose

« Lyon, c'est pas Rotterdam, dit son maire, M. Michel Noir, mais chaque matin, mille jeunes se lèvent en se demandant où ils vont trouver l'argent pour leurs doses. » En 1989, on a dénombré huit morts par overdose et deux cent huit trafiquants ont été écroués. Un conseiller municipal, M. Bruno Gignoux, a été chargé des dossiers de la toxicomanie et du sida. A cinquante ans, ce cancérologue a découvert un univers inconnu : « J'ai eu une peur rétrospective. J'ai eu de la chance, mes deux filles sont passées au travers. »

Depuis quelques semaines, il fait procéder au ramassage des seringues qui traînent. Un matin, on en trouve vingt-quatre dans le centre de la ville. Il ne se fait pas d'illusions sur cette action. Elle évitera au moins que des gamins ramassent les seringues dans les bacs à sable. Il n'est pas persuadé non plus de l'efficacité des réunions d'information qu'il a organisées dans les quartiers : « Les gens y viennent en frôlant les murs. La drogue est un sujet tabou. Pour lutter contre elle, il faut en parler. »

On parle beaucoup de la peur du sida dans le service du professeur Jean-Louis Touraine, à

l'hôpital Edouard-Herriot. La peur des malades, bien sûr, qui redoutent l'exclusion, la détérioration physique et la mort ; celle parfois de leurs familles, de leurs proches, des amis : « Il y a quelques jours, un père, dont l'un des fils est hospitalisé, a réuni la famille. Il leur a dit qu'il comprendrait que l'un d'eux refuse de visiter le malade. Tous alors se sont sentis investis d'une responsabilité ; et enfin celle des jeunes externes qui, à leurs débuts, hésitent à entrer dans les chambres. » Je leur explique que c'est normal, qu'il faut connaître ses limites, pour les rationaliser. »

Elu conseiller municipal sur la liste des socialistes lyonnais, le professeur Touraine estime que l'homme politique devrait beaucoup plus intervenir, expliquer qu'il n'y a pas de vie sans mort, que chacun doit prendre des risques calculés, « traiter les citoyens en adultes. »

Le maire de Lyon a choisi d'intervenir auprès des futurs adultes. Quand il visite un quartier, serre des mains, engage la conversation sur un coin de trottoir, c'est souvent d'école qu'il entend parler : « Les parents reportent leurs peurs sur leurs enfants. » M. Michel Noir a fait de « la place de l'enfant dans la cité », et de la lutte contre l'échec scolaire les priorités de son mandat et de sa communication : des gamins rieurs sont en couverture de la plupart des bulletins municipaux. « C'est pour l'espérance, explique M. Noir. Mais à l'intérieur, je publie les statistiques de redoublement au cours préparatoire. »

S'il ne faisait pas de politique, le maire de Lyon se consacrerait aux enfants de trois à neuf ans, « parce que c'est l'âge où s'accumulent les handicaps. Il faut agir sur l'école, un investissement dérisoire par rapport aux coûts collectifs que nécessitent plus tard des actions contre l'exclusion. » Une école qui apprendrait à vivre ensemble, accepterait les différences, ouvrirait vers « le beau », réduirait le champ des appréhensions et des tensions.

Le message à l'avantage de parler à tous. Car finalement, à Lyon comme ailleurs, la plus grande des peurs, c'est sûrement celle de l'avenir.

BRUNO CAUSSÉ

Prochain article :

VI. - Le sida, c'est toujours les autres...

(Publicité)

Découverte, dans le New Jersey, d'une nouvelle molécule contre le vieillissement

Défi américain sur le front de la jeunesse

NEW YORK - L'excitation des mordus de la jeunesse est à son paroxysme : il a été découvert une nouvelle molécule en mesure d'augmenter de 8 à 20 fois la puissance anti-rides de l'alcool rétinol.

C'est une véritable victoire américaine dans la guerre contre les rides, qui a eu lieu dans l'état du New Jersey où les chercheurs Geoffrey Brooks et Hans Shaeffer veulent à tout prix trouver la formule magique de la jeunesse. Et voici qu'ils semblent l'avoir trouvée.

Dit en termes simples, c'est la possibilité qu'a une nouvelle molécule d'agir sur les cellules de la peau.

La clé, ainsi que le démontrent Brooks et Shaeffer, est un réacteur biologique qui unit à la molécule de rétinol, utilisée jusque là à des fins anti-rides, une série d'atomes constituant une chaîne protéique. Ce réacteur offrirait à la nouvelle molécule, et c'est le cas de dire à la super-molécule, plus de vitesse et plus de puissance.

Les chercheurs américains qui ont effectué les tests ont déclaré : « La nouvelle formule transforme le rétinol d'une voiture de formule 1 en un avion supersonique, en augmentant la puissance anti-rides de 8 à 20 fois. »

La nouvelle molécule, baptisée « super-rétinol », après les tests de Brooks et de Shaeffer, a été utilisée dans une pommade cosmétique produite et commercialisée par la multinationale Korff, de New York auprès des pharmacies américaines.

Cette nouvelle pommade puissante anti-rides, appelée Anti-Age Super au « super-rétinol », arrive aussi en Europe dans les pharmacies.

L'ALBUM 90
Le Monde
PLANTU est paru
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les plus beaux tapis d'Orient ont tous trouvé des motifs très différents pour venir sur la Rive Gauche.



Au BON MARCHÉ depuis plus d'un siècle, nous nous passionnons pour le tapis d'Orient. Notre acheteur et expert, François Ollivier, vient de rentrer de voyage. Il nous a rapporté les pièces les plus rares et les plus précieuses. Ses expéditions l'ont mené jusque dans les coins les plus reculés de Turquie et d'Iran. C'est là qu'il a rencontré les tribus Kurdes, Herki d'Anatolie orientale, les Kaschgai, Bakhtiar, Shahsavan d'Iran qui détiennent le secret de la mémoire de l'art oriental.

Pour la première fois, une « collection prestige » vous sera présentée. Des pièces rarissimes, allant du petit tapis de selle ancien de Boukhara au tapis ayant appartenu au Tsar Nicolas II, seront exceptionnellement mises en vente pendant l'exposition. Au BON MARCHÉ, nos spécialistes s'attachent à attribuer à chaque tapis sa juste valeur et vous proposent des services tels que présentation à domicile, restauration, expertise et estimation, nettoyage, garde, conseil d'expert, ainsi qu'un crédit 3 mois sans frais à partir de 6 000 F d'achat. Remises non cumulables. 3^e ÉTAGE. MAGASIN I. TÉL. : 45.49.21.22. M^o SÈVRES-BABYLONE. JUSQU'AU 1^{er} DÉCEMBRE SUR TOUS LES TAPIS D'ORIENT.

-20%

(Publicité)
COOPÉRANTS :
TRANSPORT
OUTRE-MER
DE VOTRE
AUTOMOBILE
TRANSIT AUTO
INTERNATIONAL S.A.
17, avenue de Friedland
75008 PARIS
Tél. : 42-25-64-44
Téléc. : 648206

POLITIQUE

Député communiste et membre du bureau politique du PCF

Gustave Ansart est mort

Gustave Ansart, député du Nord (19^e circonscription), membre du bureau politique du Parti communiste, est décédé jeudi 20 septembre à son domicile de Mérignies, près de Lille, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-sept ans. Il sera remplacé au Palais-Bourbon par son suppléant, M. René Carpentier, maire de Trith-Saint-Léger, Lille.

de notre correspondant

Avec Gustave Ansart disparaît une grande figure de la région du Nord tant il y a incarné le communisme depuis quarante ans. Sa vie entière a été celle d'une fidélité à une seule cause. Né le 5 mars 1923 au sein d'une famille ouvrière, Gustave Ansart commence à travailler dès l'âge de treize ans. A seize ans, il entre comme ouvrier métallurgiste dans une usine de machines agricoles à Croix, près de Lille, où il fait ses premières armes de syndicaliste.

Implanté dans le Valenciennois

Réfractaire au STO, il entre au lendemain de la Libération au PCF, sans abandonner le terrain syndical. En 1951, il devient secrétaire de l'Union des syndicats CGT de la métallurgie du Nord. En 1954, il entre au comité central du PC et il est nommé, l'année suivante, secrétaire de la fédération du Nord, un poste qu'il conservera jusqu'en 1977. En 1955, Gustave Ansart entre au bureau politique en qualité de suppléant et prend, deux ans plus tard, la direction politique du quotidien communiste régional, *Liberté*.

Député du Nord de 1956 à 1958, il tentera en vain de reconquérir un siège en 1958, 1962 et 1967 dans la circonscription de Roubaix. Mais c'est dans le Valenciennois communiste qu'il choisira finalement de s'implanter. Elu député en 1973 et constamment

réélu depuis, Gustave Ansart était également conseiller municipal de Denain et conseiller régional.

En 1979, il conduit la liste du PCF aux élections européennes et siège au Parlement de Strasbourg jusqu'en 1981, date à laquelle il choisit de demeurer à l'Assemblée nationale pour présider la commission de la production et des échanges.

Gustave Ansart, qui était l'un des plus anciens membres du bureau politique du PCF dont il avait pris, en 1985, la présidence de la commission de contrôle, n'a jamais exprimé publiquement de doute ou d'état d'âme sur la ligne

suivie par son parti. A propos de l'érosion du PCF, il déclarait en 1986 : « Nous n'avons pas failli à notre tâche. Il y a un malentendu qu'il faut effacer ».

Dans un message adressé à sa famille, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a rendu hommage à celui qui « fit en permanence la démonstration que la rigueur politique et l'esprit d'ouverture, les intérêts de la classe ouvrière et ceux du pays, le refus de la compromission et la recherche permanente de l'union, étaient un même et seul bon combat ».

JEAN-RENÉ LORE

EN BREF

□ L'opposition présente une candidate à l'élection sénatoriale de Haute-Vienne. — Les responsables de l'opposition en Haute-Vienne ont présenté, jeudi 20 septembre, leur candidat à l'élection sénatoriale partielle qui doit, le 30 septembre, pourvoir le siège de Louis Longuequeue (PS), décédé en août dernier. La compétition étant jouée d'avance en faveur du PS, la droite a choisi de prendre date pour les échéances à venir en désignant, sous le sigle de l'Union pour la France, une agricultrice de trente-six ans, Mme Evelyne Guilhem, membre du RPR, maire déléguée de Saint-Nicolas-Courbefy. — (Corresp.)

□ Les socialistes corses dénoient « la multiplication des milices ». — Les fédérations socialistes de Corse ont adressé, jeudi 21 septembre, une mise en garde aux responsables de Cuneo nazionalista, de l'Accolta nazionalista corsa (ANC) et de l'Union du peuple corse (UPC-autonomiste), en soulignant leurs responsabilités dans l'« utilisation de la violence » et la « multiplication des milices » qui accroissent « les risques de manipulation et de dérapage ».

□ Un conseiller régional, transfuge du PS, rejoint les Verts. — M. Nicolas Schiffer, conseiller régional de Lorraine qui avait quitté le parti socialiste au mois de juillet, a annoncé, jeudi 20 septembre à Metz (Moselle), qu'il rejoignait les Verts. En l'absence d'un groupe des Verts au conseil régional de Lorraine, M. Schiffer, député de la Moselle de 1981 à 1986 et conseiller municipal de Talange (Moselle), siégera parmi les non-inscrits. Au mois de juillet, un autre conseiller régional PS, M. Marc Colin, de la fédération de Meurthe-et-Moselle, avait déjà quitté son parti pour adhérer aux Verts.

□ Le Front national débouté. — La cour d'appel de Riom (Puy-de-Dôme) a débouté, jeudi 21 septembre, le Front national d'une demande de 70 000 F de dommages-intérêts pour diffamation. Le FN reprochait à M. Raymond Vacheron, membre de la Ligue communiste révolutionnaire, de la CFDT et de SOS-Racisme, d'avoir écrit dans un tract diffusé au Puy-en-Velay (Haute-Loire), pendant l'élection municipale de mars 1989, que « les idées du Front national ont conduit au massacre de 50 millions de personnes pendant la dernière guerre ».

Les suites de la démission du maire

L'aggravation de la crise municipale à Nice pourrait entraîner une nouvelle élection

NICE

de notre correspondant régional

Une nouvelle élection pourrait-elle être évitée pour résoudre la succession de M. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice? La démission de celui-ci, dans une forme régulière, est enfin parvenue, le jeudi 20 septembre, au préfet des Alpes-Maritimes. Le conseil municipal peut donc, désormais, être convoqué, dans un délai maximum de quinze jours, pour se donner un nouveau maire. Mais, alors que le sénateur (RPR) et premier adjoint sortant, M. Honoré Bailet, paraissait s'imposer comme le successeur probable de M. Médecin, la crise surgie, mercredi, au sein de la majorité municipale au sujet de l'attribution du poste de premier adjoint semble avoir remis tout en question.

Dans la journée de jeudi, une fracture, apparemment sans remède, s'est produite entre deux groupes d'élus, l'un formé par les amis de M. Bailet et de M. Christian Estrosi, député RPR, l'autre constitué autour de M^{me} Martine Daugreilh, députée (RPR), et de M. Michel Falicon, deuxième adjoint, également RPR.

Le premier groupe, qui est appuyé par les instances nationales du RPR, est partisan de nouvelles méthodes de gestion, rompant avec le système médécine, et d'une redistribution des responsabilités calquée sur le rapport de forces politiques existant dans le conseil. Il s'est prononcé pour l'attribution du poste de premier adjoint à M. Paul Guerrier, actuel adjoint aux finances.

Le second groupe, au contraire, demande que la succession soit réglée dans un cadre strictement nicçois sans toucher à l'ordre du tableau des adjoints, chacun de ceux-ci montant simplement d'un cran, ce qui permettrait à M. Falicon de devenir premier adjoint. Selon l'actuel deuxième adjoint, une trentaine d'élus — sur cinquante et un — approuveraient sa

démarche commune avec M^{me} Daugreilh, ce qui serait suffisant pour faire échec aux intentions de MM. Bailet et Estrosi. Si l'opposition entre les deux groupes persistait, « on traiterait tout droit aux élections », admet M. Falicon.

Comme pour compliquer encore un peu plus la situation, la sœur de l'ancien maire de Nice, M^{me} Geneviève Médecin-Assemet, une

hôtelière de cinquante-deux, a annoncé, jeudi, qu'elle serait candidate à l'élection partielle qui doit être organisée dans le 5^e canton de Nice pour remplacer M. Médecin. Sa candidature a été aussitôt soutenue par la puissante Association des amis du maire, présidée par M. Falicon.

GUY PORTE

Dans un entretien avec « le Figaro »

M. Médecin se dit victime de « l'arbitraire policier »

Dans un entretien accordé au *Figaro* du vendredi 21 septembre, M. Jacques Médecin, s'expliquant sur les accusations portées contre lui, affirme qu'il n'a rencontré M^{me} Elisabeth Arnulf (la jeune femme qui a touché en liquide une partie de la commission versée lors de la renégociation de la dette de la Ville de Nice) « que deux fois à titre personnel ». Il assure aussi que la découverte, à Roissy, d'argent liquide dans des bagages lui appartenant est « une machination policière (...) j'aurais été c... à mourir de me voir mon nom sur une enveloppe contenant de l'argent ».

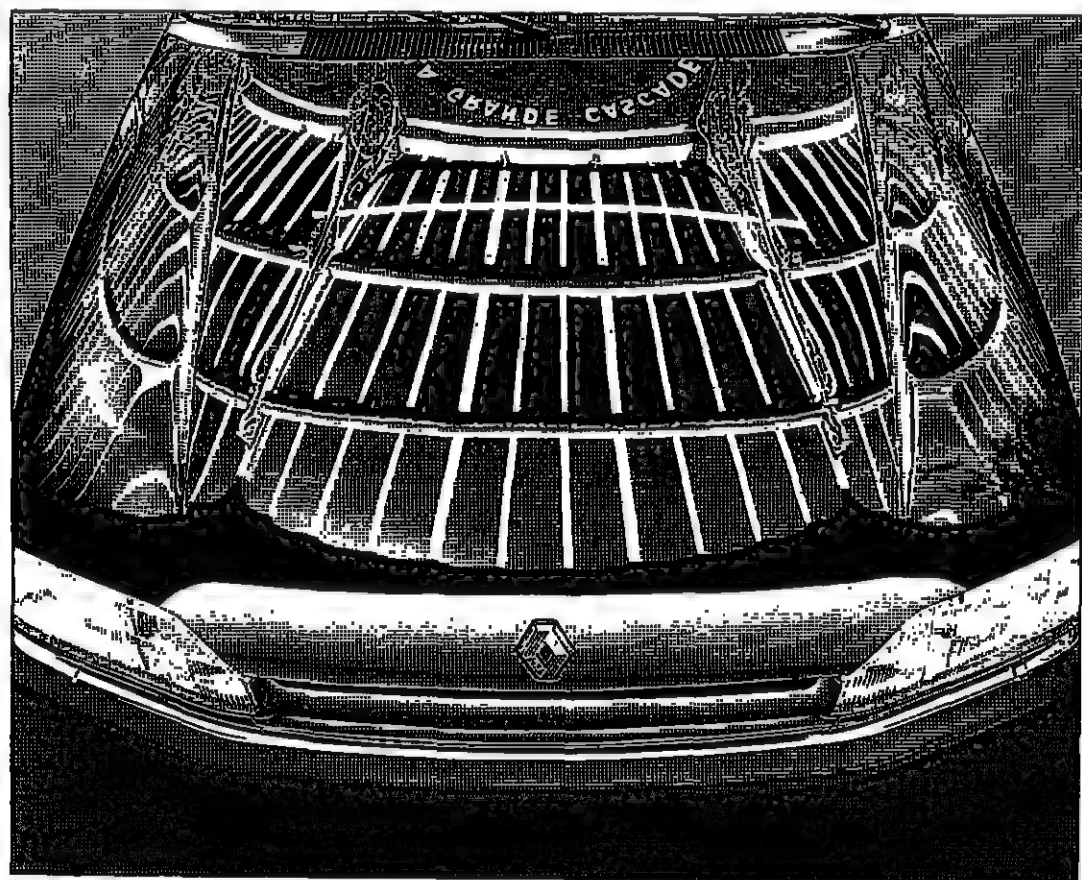
Il explique que c'est en apprenant cette affaire, lors de son arrivée le samedi 15 septembre à Buenos-Aires, qu'il a « compris qu'après avoir tenté vainement de se faire condamner par tous les tribunaux, le gouvernement socialiste changeait de vitesse pour [le] faire mettre les menottes à tout prix ». « On ennuie dans le domaine de l'arbitraire policier contre moi » a-t-il ajouté.

A la question : « Vous sentez-vous trahi par votre entourage? », M. Médecin répond : « C'est certain (...). Parmi ceux qui étaient susceptibles d'être déclarés comptables de fait [dans l'affaire de la renégociation de la dette de la Ville], certains ont probablement passé des petits

accords avec le PS ». Puis il explique que M. Honoré Bailet, le premier adjoint qui assure l'intérim et qui est candidat à sa succession à la mairie, « oublie sans doute que c'est grâce à [lui] qu'il est sénateur et premier adjoint ». « Il a beaucoup de qualités, poursuit M. Médecin, mais c'est un trouillard ; il n'a aucun courage, ni physique ni moral (...) Il a un vocabulaire très réduit. Ça n'est jamais qu'un marchand de bestiaux! Et, quand il parle de balayer la Ville de Nice, ça va lui prendre beaucoup de temps pour balayer devant sa porte ».

Interrogé sur les deux députés RPR de Nice, l'ancien maire déclare : « Je considère Christian Estrosi comme beaucoup trop impétueux ; Martine Daugreilh, en revanche, a d'immenses qualités de sang-froid et de sagesse (...). Je n'ai pas de dauphin à désigner, mais c'est elle qui me rassurerait le plus ».

Interrogé sur son avenir, déclare : « J'ai une femme et un enfant qui m'attendent aux Etats-Unis. Reste à savoir si je pourrai y aller, car les socialistes résistent à émettre à tout moment un mandat d'arrêt international contre moi. J'avais pris un billet retour par Iberia pour Nice, via Madrid. Il est évident que, pour l'instant, je ne peux pas revenir en France ».



Du Mardi 18 au Lundi 24 Septembre 1990, RENAULT vous convie à venir essayer la gamme Renault 25, à LA GRANDE CASCADE du Bois de Boulogne.

40 véhicules vous attendent dans de nombreuses versions et un choix de motorisations essence ou diesel.

La Renault 25 est assurément un véhicule d'exception! Séduisante, élégante, elle est conçue pour ceux qui, comme vous, recherchent les nombreux raffinements d'une berline haut de gamme.

Centre d'Essais Renault 25

Si vous souhaitez prendre un rendez-vous d'essai, téléphonez au **NUMERO VERT 05.25.10.91**

hors service

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

Vivre le style 25.

صكزا من الوجل

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

14. Dialogue de sourds entre M. Arpaillange et les organisations professionnelles

15. Cinéma : Les occasions perdues - Musiques-pièces, enfer et « Damnation »

16. Les frères Parents conscience musicale d'Haiti Théâtre : La corde raide

MÉDECINE

Selon la première estimation scientifique nationale

Le nombre des personnes contaminées par le virus du sida serait d'environ deux cent mille

Un groupe de spécialistes de l'Agence nationale de lutte contre le sida et de la direction générale de la santé rend public, vendredi 21 septembre, un rapport sur « l'incidence et la prévalence de l'infection à VIH », première estimation scientifique nationale de l'ampleur de l'épidémie de sida en France (1). Selon ce document, quels que soient les modes de calcul retenus, la France ne compterait pas aujourd'hui plus de deux cent mille personnes séropositives, concernant le virus du sida. Bien qu'apparemment inférieure aux estimations généralement avancées dans ce domaine, une telle conclusion ne signifie en aucune manière que l'épidémie soit en régression dans notre pays. Si le rythme de progression a diminué dans les milieux homosexuels, tout indique qu'il en va différemment pour les toxicomanes et les hétérosexuels. En toute hypothèse, le nombre de cas de sida continue à augmenter de manière inquiétante, un phénomène qui nécessite à l'évidence l'intensification des efforts d'information et de prévention contre cette maladie sexuellement transmissible.

Face à l'épidémie de sida on demeure jusqu'à présent dans une situation quelque peu paradoxale : les nécessaires actions de lutte contre cette maladie devaient être développées alors qu'on n'avait, à l'exception du nombre des malades, aucune certitude sur l'ampleur de cette épidémie. Pour évaluer les raisons d'éthique et de secret médical, et contrairement à ce qu'avaient publiquement réclamé certains mandataires ou certains extrémistes politiques, aucun programme systématique de dépistage n'a été imposé, pas plus qu'on n'a mis en place de quelconques fichiers nominatifs des personnes contaminées. Une telle situation, pleinement justifiée, explique qu'il était difficile d'évaluer le nombre des personnes qui, en France, sont séropositives vis-à-vis du virus du sida et donc potentiellement contagieuses. Les estimations dans ce domaine varient selon les sources, les a priori, les postulats ou les craintes, de cent mille à cinq cent mille.

« Cette incertitude irrite, expliquent aujourd'hui les spécialistes de l'Agence nationale de lutte contre le sida et de la direction générale de la santé, ce nombre devient un enjeu de débat public et politique. C'est aussi un objectif de santé publique et un objectif scientifique. Il importe de le définir : la prévalence correspond au nombre de cas à un moment donné dans une population définie. Elle diffère de l'incidence qui est le nombre de nouveaux cas apparus pendant une période donnée. L'étude de l'incidence soulève actuellement de nombreuses difficultés, tenant au fait que les tests disponibles ne permettent pas de dis-

tinguer une affection ancienne d'une contamination plus récente. » Ces difficultés font que le rapport rendu public se porte que sur la prévalence de l'infection par le virus du sida dans l'ensemble de la population française.

Prise de sang et dépistage

Pour tenter d'établir de la manière la plus précise qui soit la prévalence du sida à l'échelon national - donnée essentielle à la planification sanitaire et aux responsables politiques - deux approches théoriques étaient possibles. La première, qui consistait en un dépistage durant une période limitée de la totalité de la population en imposant une prise de sang à chacun, apparaît, en pratique, totalement irréalisable. La seconde, fondée sur le dépistage d'un échantillon représentatif de la population française, soulève également de nombreux problèmes techniques ou méthodologiques et son expérimentation aux États-Unis depuis deux ans n'a pas, selon les spécialistes français, prouvé son intérêt. Les auteurs du rapport ont pour leur part choisi deux autres modes, complémentaires, d'approche, permettant une estimation à partir du nombre de cas connus de sida et de différentes enquêtes disponibles concernant en particulier les homosexuels masculins, les toxicomanes ou les hétérosexuels masculins et féminins. Plusieurs hypothèses furent ensuite envisagées à partir des différentes durées probables (sept, neuf ou onze ans) d'incubation de la maladie.

Des signes encourageants

Cette illusion quant à l'estimation de l'épidémie n'est pas spécifique à la France. Le même phénomène a été observé aux États-Unis, où l'on avance aujourd'hui qu'un million de personnes sont séropositives, ainsi qu'en Grande-Bretagne. Pour les spécialistes français, « il serait bien entendu absurde de conclure à un arrêt de l'épidémie. L'estimation qui permet d'étudier les courbes de l'infection montre pour la période la plus récente que le rythme de progression a certainement diminué pour les homosexuels mais a augmenté ou s'est stabilisé pour les toxicomanes et les hétérosexuels. Cependant, quel que soit le groupe considéré, le nombre d'infections continue d'augmenter. » Il faut par ailleurs préciser que le nombre généralement retenu de cent cinquante mille séropositifs (soit un taux de 0,5 % de la population adulte) ren-

voie à des situations très hétérogènes. On doit en particulier considérer que ce taux est beaucoup plus haut pour les tranches d'âge et pour les régions les plus touchées. Ainsi, par déduction, à partir de la répartition des cas de sida on peut estimer, par exemple, que le taux des séropositifs doit être de trois à six fois plus élevé pour les personnes de vingt-cinq à trente-cinq ans en Ile-de-France, en Provence-Alpes-Côte d'Azur ou aux Antilles. Tout indique par ailleurs que le nombre de personnes victimes du sida (estimé aujourd'hui à douze mille en valeur cumulée) se situera entre vingt-deux et vingt-six mille dans deux ans. « Les modifications de comportement sexuel enregistrées dans les différents sondages réalisés depuis trois ans, l'augmentation des ventes de préservatifs, que l'on peut estimer à 50 % pour les quatre dernières années, la baisse, pendant la même période, de l'incidence de certaines maladies sexuellement transmissibles (syphilis et uréthrites masculines) sont autant de signes encourageants qui ne doivent pas cependant faire relâcher les actions de prévention mais bien au contraire les amplifier, concluent les auteurs de l'étude. L'histoire des maladies sexuellement transmissibles montre en effet la possibilité, après des périodes d'accalmie, de reprises d'épidémies. »

JEAN-YVES NAU

(1) Cette étude a réuni un groupe de spécialistes animé par les docteurs Jean-Benoît Brunet (Direction générale de la santé) et Alain Jacques Valleron (Unité 263 de l'INSERM). Le groupe était composé des docteurs Georges David (CECOS du Kremlin-Bicêtre), Philippe Lantier (Service de santé des armées), Anna Laporte (Direction générale de la santé), Roger Salomon (Unité 330 de l'INSERM) et Daniel Schwartz (Unité 292 de l'INSERM). La version définitive du rapport sera disponible dans quelques semaines auprès de l'Agence nationale de recherches sur le sida, 66 bis, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris. Tél. : (1) 45-41-12-00.

SPORTS

FOOTBALL : Montpellier bat le PSV Eindhoven (1-0)

Loulou le repent, saisi par la sagesse

L'équipe de Montpellier a dominé celle du PSV Eindhoven (1-0), jeudi 20 septembre au stade de la Mosson, en match aller du premier tour de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes. Elle préservait ainsi ses chances avant le match retour aux Pays-Bas. Après une année marquée par des investissements infructueux et de mauvais résultats en championnat, le club héraultais a renoncé au vedettariat et tente de s'acheter une conduite.

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial,

Les poings de ce Loulou-là valent tous les discours. Quand Louis Nicollin, président du club de football de Montpellier, saute la fin d'un match en serrant ses doigts chamus et qu'il déboule sur la pelouse le visage dégoûtant de sueur, tout est dit : l'homme est heureux. Montpellier a gagné en jouant comme il l'entendait. Jeudi 20 septembre, c'est ainsi que ce Gargantua des terrains de football a célébré le succès (1-0) de ses joueurs face aux Néerlandais du PSV Eindhoven en match aller du premier tour de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes.

S'il a tant apprécié cette victoire face à un adversaire prestigieux, s'il s'est ainsi délecté d'un but qui pourrait pourtant s'avérer insuffisant lors du match retour aux Pays-Bas, mercredi 3 octobre, c'est qu'il n'a pas oublié que, la saison dernière, son club n'est pas passé très loin de la seconde division et de la catastrophe financière.

Montpellier ou l'histoire d'un club de football trop pressé ? Sans doute. Une équipe de quartier propulsée en quelques années de la division d'honneur (1974) à l'élite du football français (1981), un président aux manières gaillardes, un public passionné dans un stade chaque année rénové et agrandi... L'aventure était trop belle. Le

ballon roulait trop vite. Au détour d'une saison ratée, le club a bien failli sortir du terrain. En engageant, en juin 1989, deux attaquants vedettes - le Sochalien Stéphane Paille et le Marseillais Eric Cantona - Montpellier ne dépensa pas seulement 15 millions de francs : fort du soutien de la mairie et du conseil général, le club entra avec fracas dans le clan des grosses fortunes du football français (le Monde du 10 juin 1989). L'échec du tandem prouva rapidement que le club n'avait pas encore la carrure requise pour nourrir de telles ambitions (le Monde du 12 août 1989).

Seules une fin de saison plus glorieuse et une victoire inattendue en finale de la Coupe de France contre le Racing Paris 1 ont permis aux Héraultais de sauver la mise en se qualifiant pour la Coupe d'Europe, compétition synonyme d'importantes recettes (8 à 10 millions de francs de droits de télévision pour le seul match contre le PSV). Le match de mercredi soir était donc à savourer comme un cadeau inespéré.

Erreurs de jeunesse

« J'ai retenu la leçon. » Louis Nicollin n'en finit plus de suer à grosses gouttes et de faire vau de sagesse. Il a vu regretter cette « folie » qui l'a amené à miser le pactole sur un duo défilant. Et même s'il vibre toujours pour un club qu'il a souvent renfloué de sa poche, même s'il prend encore du poids quand l'équipe befoille son football, cet homme qui se définissait en 1989 comme le « cheikh des poubelles » (il dirige une prospère entreprise de nettoyage) admet avoir révisé ses ambitions à la baisse.

Le budget est ainsi passé de 78 millions de francs la saison dernière à 65 pour l'exercice en cours. Aucun joueur de renom n'a été engagé. Ce qui n'empêche pas l'attaquant polonais Jakub Ziobor, arrivé sans grande réputation dans l'Hérault, d'être l'un des plus brillants

étrangers opérant en France. Il l'a confirmé face aux Néerlandais en inscrivant le but de la victoire à la cinquante-quatrième minute de jeu.

La mairie, elle aussi, se veut plus modérée dans ses exigences. « Le Montpellier Hérault est en train de mûrir... Les erreurs de jeunesse sont donc excusables », explique M. Christian Bénézie, l'adjoint aux sports de M. Georges Frêche (PS). Il rappelle volontiers qu'une subvention de 10 millions de francs - « nous n'avons jamais eu de cela » - n'est guère élevée au regard de l'impact positif du football sur l'image de marque de la ville, surtout lorsque l'équipe domine un adversaire présumé supérieur, comme ce fut le cas mercredi.

Le club s'efforce désormais de se doter de structures solides. Pour ce faire, Louis Nicollin s'est entouré des services d'un manager général, Robert Nouzerat, ancien entraîneur de Lyon, Caen et... Montpellier. L'homme connaît donc la maison. Il a pratiqué en tant que joueur puis en tant que technicien. Il se targue d'avoir jadis planté les poteaux de buts avec le président Nicollin, sur un terrain qui n'était alors qu'un stade de quartier : « Nos femmes lavaient les maillots et tenaient la buvette. »

Aujourd'hui, alors que le président désire s'occuper davantage de ses affaires et moins du football, Robert Nouzerat fait office d'homme à tout faire. « Je veux que le club soit costaud quels que soient les résultats de l'équipe », Robert Nouzerat souhaite également impliquer davantage l'équipe dans la vie locale. Chaque joueur parraine désormais une équipe de jeunes de la région. Des matches d'entraînement sont organisés sur différents petits stades. Les commerçants eux-mêmes sont sollicités. Le Montpellier Hérault, un moment soupçonné d'oublier ses racines populaires, se rapproche donc des siens et s'en porte visiblement beaucoup mieux.

PHILIPPE BROUSSARD.

ÉDUCATION

Le SNI s'inquiète pour la réforme et la laïcité

Dix jours après la rentrée scolaire, c'est un bilan en forme d'avertissement que le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) a adressé, jeudi 20 septembre, au ministre de l'éducation, « Un mécontentement sourd, qui ne se traduit pas, cependant, par une mobilisation très forte », telle est l'atmosphère qui, pour le SNI, prévaut aujourd'hui dans les écoles et les collèges.

Tout d'abord, a noté Jean-Claude Barbraud, secrétaire général, la rentrée n'a « pas été meilleure que l'an dernier », du fait de recrutements d'instituteurs insuffisants, de « prévisions erronées » et de « l'anarchie dans la création des postes ». C'est ainsi que l'on se retrouve, à nouveau, avec des écoles sans instituteurs et des instituteurs sans postes. A plus long terme, la crise du recrutement reste une préoccupation majeure : « Si on ne s'est pas attaqué sérieusement au problème d'ici quatre ou cinq ans, on n'aura plus assez d'enseignants », a souligné M. Barbraud.

Mais la morosité du climat de rentrée résulte également d'une double crainte. Si le syndicat des instituteurs est d'accord avec les orientations des réformes en cours, il est inquiet des conditions de mise en œuvre et de « l'insuffisante volonté politique du ministre » de conduire ces innovations jusqu'au bout. Le SNI appelle donc les enseignants à se mobiliser pour faire pression sur le ministre de l'éducation, « dans la rue, s'il le faut ».

D'autre part, le syndicat des instituteurs s'alarme des menaces qu'il sent peser sur la laïcité. Après les arrêts rendus, cet été, par le Conseil d'Etat, notamment sur l'organisation de la semaine scolaire, et après le jugement du tribunal de Nantes mettant en cause la qualité d'un collège public, le SNI condamne les déclarations faites à Strasbourg, le 12 septembre, par M. Pierre Joxe. Le ministre de l'Intérieur avait souligné sa volonté de « préserver et même d'améliorer » le régime concordataire qui prévaut en Alsace-Lorraine.

Pour que vous exportiez vos compétences, l'Acife importe les faits.

Acife est l'organisme des Français à l'étranger
30, rue La Pérouse 75116 Paris
Tél. : (1) 40 66 50 76
(1) 40 66 50 77
(1) 40 66 50 78

Vous partez informatiser les services fiscaux du Burundi, mais c'est l'Acife qui peut vous dire combien vous paierez d'impôts sur place ! Protection sociale, coût de la vie, éducation, fiscalité, logement, transports : tous les faits concrets sont dans les monographies de l'Acife.

Réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères, ces monographies vous informent précisément sur plus de 100 pays. Disponibles pour un prix modique, de l'Acife ou par correspondance, elles peuvent aussi être consultées dans la plupart des Préfectures.

Accompagnée du Livret du Français à l'étranger, seul document officiel pour connaître vos droits et les démarches à accomplir, votre monographie Acife est la clef d'une expatriation réussie.

Pour plus d'informations, appez 3615 code A1 Acife ou 3617 code A9 Acife.

PUBLICATIONS
ACIFE
LE BON DEPART

Afrique du Sud - Algérie - Allemagne Fédérale - Angola - Arabie Saoudite - Argentine - Australie - Autriche - Bangladesh - Belgique - Bénin - Birmanie - Bolivie - Brésil - Burkina Faso (ex Haute-Volta) - Burundi - Cameroun - Canada (sans Québec) - Province du Québec - Centrafrique - Chili - Chine - Colombie - Comores - Congo - Corée du Sud - Côte d'Ivoire - Danemark - Djibouti - Égypte - Émirats Arabes Unis - Équateur - Espagne - États-Unis - Éthiopie - Finlande - Gabon - Ghana - Grèce - Guatemala - Guinée - Guinée-Bissau - Haïti - Honduras - Hong Kong - Hongrie - Inde - Indonésie - Irak - Irlande - Israël - Italie - Jamaïque - Japon - Jordanie - Kenya - Koweït - Liban - Libéria - Libye - Luxembourg - Malaisie - Maldives - Malawi - Mali - Maroc - Maurice (Ré) - Mexique - Nicaragua - Norvège - Nouvelle Zélande - Oman - Pakistan - Panama - Paraguay - Pays-Bas - Pérou - Philippines - Pologne - Portugal - Qatar - Roumanie - Royaume-Uni - Rwanda - Saint-Domingue - Sénégal - Seychelles - Sierra Leone - Singapour - Soudan - Sri Lanka - Suède - Suisse - Syrie - Tchad - Thaïlande - Togo - Trinité et Tobago - Tunisie - Turquie - U.R.S.S. - Uruguay - Venezuela - Vietnাম - Yémen du Nord - Yougoslavie - Zaïre - Zimbabwe

Centre d'Essais Renault

Voilà le styk 25

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Vives réactions syndicales au projet de budget

Un dialogue de sourds entre M. Arpaillange et les organisations professionnelles

Après avoir examiné le projet de budget du ministère de la justice pour 1991, neuf organisations syndicales représentant les magistrats, les fonctionnaires et les avocats – soit la quasi-totalité du personnel judiciaire – ont publié un communiqué virulent pour protester contre un budget qui, à leurs yeux, est loin de correspondre aux engagements pris au mois de février dernier par le premier ministre.

L'intersyndicale a décidé le principe d'une mobilisation de l'ensemble des secteurs de la justice en vue d'une action unitaire nationale. Surpris et irrité par ce communiqué, le ministère de la justice a convoqué les syndicats à une réunion improvisée, jeudi 20 septembre en fin de journée. M. Pierre Arpaillange a, comme il l'avait déjà fait la veille, tenté, en vain, de convaincre ses interlocuteurs de la qualité de son budget. A l'issue de cette rencontre, les syndicats ont estimé qu'il y avait eu « un non-dialogue » et n'ont pas modifié leur position.

Quelles lunettes les syndicats devraient-ils chausser pour considérer le projet de budget de la justice avec « c'est une litote – un peu plus d'enthousiasme ? » Lorsqu'en fin de matinée, jeudi 20 septembre, la chancellerie a pris connaissance du communiqué de l'intersyndicale des personnels de justice, magistrats, fonctionnaires, mais aussi avocats, critiquant violemment les chiffres annoncés la veille (Le Monde du 20 septembre), on a essayé de tout faire pour apaiser cette colère syndicale.

Alors que le ministère de la justice n'avait pas, depuis des mois, ménagé sa peine pour amadouer aussi bien Maitignon que les services de Michel Charasse, la réaction des syndicats paraissait, place Vendôme, à la fois injuste et disproportionnée. Il ne pouvait s'agir que d'un malentendu,

estimait-on à la chancellerie, où l'on décidait avant que la machine syndicale ne s'emballe, de réagir au plus vite. L'annonce d'une journée nationale d'action, dont les modalités seraient décidées le 1^{er} octobre au cours d'une réunion de l'intersyndicale, laisse en effet craindre que, si l'unité syndicale persiste, la machine judiciaire puisse être bloquée : le mouvement de grève des magistrats, le 31 juin dernier, est un précédent qui montre l'état de mobilisation des troupes.

Très vite, on décidait donc de convoquer les syndicats à une réunion d'explication, le soir même à 19 heures. Agacés par les commentaires de la presse, en général aussi critique que les syndicats, le ministre et son cabinet espéraient trouver les arguments qui apaiseraient leur colère : si les syndicats considéraient que le budget est mauvais c'est, affirme-t-on, parce qu'ils ne l'ont pas compris et parce que la presse l'a déformé : « Certains feignent de croire que le budget de la justice ne correspondrait pas aux engagements pris. Ils font valoir qu'il ne comporterait que des mesures partielles et sans portée. Ce sont là à l'évidence des inexactitudes graves qu'il est urgent de rectifier », proteste ainsi le cabinet du ministre.

Bonne foi et interprétation des chiffres

Ainsi, selon la Place Vendôme, il serait à la limite de la bonne foi, pour mesurer le caractère prioritaire de la justice aux yeux du gouvernement, de considérer sa part dans le budget global de l'Etat et sa progression, de 1,38 % en 1990 à 1,40 en 1991. De même, il ne faudrait pas, indique-t-on, se contenter de considérer la valeur absolue du budget cette année par rapport à l'an dernier. Pour tout ce qui ne concerne pas le programme de construction des nouvelles prisons, l'augmentation a été, souligne la chancellerie, de 1 % en 1989, de 8,4 % en 1990 et devrait passer à 12,4 % en 1991. Le budget enfin ne se contente pas du cadre étroit de l'année budgétaire : il prend des engagements écrits pour les années à venir.

Le ministre de la justice a donc tenté de plaider son dossier devant

les syndicalistes, dont certains avaient eu la surprise, alors qu'ils étaient en stage en grande banlieue, de se voir offrir le service des voitures du ministère pour les convoier plus vite. « Vous ne savez pas les tonus que nous avons dû dépenser pour obtenir ces sommes. Ce n'est pas rien », a protesté M. Pierre Arpaillange. « Ou vous comparez, ou vous pensez que nous ne sommes pas de bonne foi » a-t-il poursuivi. Les syndicalistes, de leur côté, ont essayé de convaincre le garde des sceaux qu'ils ne sont pas « contre le ministre, mais pour un bon budget » et que, d'évidence, ils ne regrettaient pas les chiffres par le même bout. « Dialogue de sourds, ou non-dialogue : chacun a campé sur ses positions », résume un représentant syndical. « Ils ont essayé de nous avoir aux sentiments, mais cela n'a pas pris », estime un autre, ajoutant : « Il est vrai que ce budget est plutôt mauvais que les précédents. Mais l'Etat, au plus haut niveau, avec les prises de position du premier ministre, s'était engagé à faire de la justice une priorité en 1991 : on ne trouve dans le projet de budget aucun signe qui montre que l'on veut véritablement sortir la justice de l'ornière. Les personnes attendaient que, cette année, il se passe vraiment quelque chose. Dans les juridictions, lorsque nos adhérents ont eu connaissance des chiffres, ils nous ont dit : ils se foutent de nous. On a reçu une baffa ».

Même si certains états-majors syndicaux se disent, en privé, prêts à reconnaître que la copie du ministre de la justice n'est pas si mauvaise qu'ils le déclarent, ils sont poussés par une base exaspérée, dont les frustrations accumulées ces dernières années n'ont pu trouver matière à s'apaiser, alors qu'on leur avait tant promis. Rares sont les syndicats qui étaient apparus aussi unis, faisant taire leurs divergences et leurs conflits d'intérêts : il paraît clair que Maitignon ne pourra se déjuger en accordant une « rallonge » au ministère de la justice. L'unité syndicale risque alors de faire passer des moments douloureux à l'administration. Mais il est difficile de prévoir à partir de là s'il obtiendrait un budget satisfaisant.

AGATHE LOGEART

Une société italienne dénonce des « ententes » dans le BTP

Suite de la première page

L'ordonnance relative à la liberté des prix et de la concurrence précise quelles peuvent être ces actions : limiter l'accès d'autres entreprises au marché, faire obstacle à la libre fixation des prix, répartir les marchés, limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements, etc.

Le scénario est le suivant. Face à un marché public, des entreprises, constituées en « cartel » confidentiel, conviennent secrètement du meilleur prix du marché, puis désignent par avance celle qui, à compétences égales, fera l'offre la « mieux disante », c'est-à-dire la plus basse. Disposant, par le ressort banal de la corruption, d'alliés au sein de la société ayant lancé l'appel d'offres, elles s'assurent que l'entreprise choisie collectivement obtiendra automatiquement le marché. Enfin, elles fixent d'un commun accord les parts du marché que, devenu « tête de file », elle devra ensuite répartir à tous les autres partenaires.

Dans le monde des travaux publics, on dit volontiers, mais sous le sceau de la confidentialité, que ces pratiques sont courantes. Fin 1989, le Conseil de la concurrence, dont les saisines ont doublé depuis 1987, avait d'ailleurs infligé 166 millions de francs d'amendes à soixante et onze entreprises convaincues d'ententes illicites dans la passation de marchés de travaux routiers dont les montants restaient cependant peu élevés (de 1 à 8 millions de francs). Mais jusqu'ici le soupçon n'avait jamais atteint les grands du secteur auxquels leur poids financier comme leurs liens étroits avec la haute administration confèrent une aura de respectabilité. Une protection que les enquêtes en cours, si elles aboutissent, risquent de faire voler en éclats.

Le général et l'autodidacte

A leur origine, deux hommes qui, tels deux grains de sable, ont brusquement grippé une machine bien rodée. Dans cet univers de polytechniciens et d'ingénieurs, leur profil est exotique. L'un est général, l'autre autodidacte. Ils ont en commun l'Italie, patrie du premier et pays d'origine de la famille du second. Mais ils partagent sur tout un mélange de morale et de roublardise, doublé d'un entêtement redoutable. Pour l'occasion, leur duo est devenu un trio. A ces deux personnages, le général Mario De Sena et M. François Abballe, il faut en effet ajouter un ami de ce dernier, M. Michel Carmona, professeur d'aménagement à la Sorbonne, mais aussi, et c'est là la biographie de Richelieu fait autorité, et qui assistera, pour pouvoir en témoigner, aux principaux épisodes de cette histoire.

Elle commence il y a un an quand la société italienne Condotta d'Acqua décide de déve-

lopper son activité en France. Fondée en 1880, devenue première entreprise de travaux publics de la péninsule, elle est aujourd'hui une filiale du groupe IRI-ITALSTAT qui détient les participations de l'Etat italien dans le secteur public. Ayant, pour 1989, un chiffre d'affaires de 1,75 milliard de francs, sa compétence est incontestée : on lui doit le tunnel du Mont-Blanc, le métro de Rome, le complexe pétrolier de Bandar-Abbas en Iran, de nombreuses autoroutes, des digues, ou encore la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère). Depuis 1987, Condotta d'Acqua est dirigée par le général Mario De Sena, un



homme qui ne badine pas avec l'ordre et la loi puisqu'en tant que chef d'état-major du commandement général des carabinieri il fut l'un des personnages-clés des luttes successives, et parfois emmenées, contre les Brigades rouges, la Mafia ou la Loge P2.

Pour s'implanter dans l'Hexagone, Condotta d'Acqua désigne comme mandataire en France le Groupe foncier Anjou (GFA), afin de la représenter dans le cadre d'appels d'offres. GFA est la création de son PDG, M. Abballe, un homme connu pour son franc-parler qui, avant de s'imposer dans l'immobilier et, aujourd'hui, dans la finance, commença par être vendeur à la FNAC. Un atout atypique mais qui, pour cette raison même, ne jouera pas le jeu qui lui sera proposé.

Le 15 mars dernier, la candidature de Condotta d'Acqua présentée par GFA est enfin agréée pour participer à un appel d'offres restreint lancé par la société d'économie mixte Autoroutes du sud de la France (ASF), dont le capital est réparti entre la Caisse des dépôts et consignations et plusieurs collectivités territoriales. Non sans mal : une première fois par la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR), une seconde par ASF, l'agrément avait été refusé, sans raisons valables et par une lettre de

trois lignes, à l'entreprise italienne pour deux autres marchés. M. Abballe n'avait guère apprécié, multipliant les sommations interpellatives, les démarches auprès du ministère des finances et les menaces de contentieux. Une ténacité enfin récompensée : Condotta d'Acqua est cette fois en lice pour un chantier important, la construction du tunnel de Puymorens (Ariège), pour la future autoroute Toulouse-Barcelone.

C'est alors que les dirigeants de GFA et Condotta d'Acqua sont confrontés à des « pratiques graves, irrégulières, des pratiques particulièrement graves, expliquent-ils, émanant de certaines entreprises françaises de travaux publics ainsi que de certains maîtres d'ouvrage et visant à les écarter définitivement du marché des travaux publics en France ». Le 11 mai, à Rome, un représentant de la société Dumez

rencontre les responsables italiens de Condotta d'Acqua. Selon leur témoignage, il leur demande de soutenir l'offre présentée par Dumez et de se retirer de l'appel d'offres. Il leur aurait même précisé que le marché était d'ores et déjà attribué à Dumez aux termes d'un pacte entre les dirigeants d'ASF et les autres entreprises de travaux publics participant à l'appel d'offres. Toujours selon le témoignage des Italiens, ce représentant de Dumez n'aurait pas hésité à « émettre de graves menaces », affirmant que Condotta d'Acqua se heurterait à des sabotages, voire à des accidents mortels sur le chantier, si elle se maintenait et arrivait à obtenir le marché du tunnel de Puymorens.

Malgré ces « menaces », les Italiens et leur mandataire français remettent leur offre à la date fixée, le 16 mai. Ils sont alors approchés par un autre dirigeant de Dumez qui, le 15 juin, à Paris (lire d'autre part) leur propose un marché plutôt léonin : connaissant, alors qu'elle est censée être tenue secrète par la société d'autoroutes ASF, le montant de l'offre de Condotta d'Acqua, qui est la plus basse, il suggère avec insistance que celle-ci rétrocede 85 % des travaux. Sinon, ajoute-t-il, l'entreprise italienne aura pas le marché, en raison d'un accord tacite conclu par toutes les autres entreprises avec ASF. Après avoir fait semblant, durant l'entretien, de jouer le jeu afin de connaître les intentions de son interlocuteur, M. Abballe le met à la porte sans autre formalité.

Des grands noms

Comme promis, l'offre de Condotta d'Acqua ne sera pas retenue, « sans aucune motivation », insistent ses dirigeants. Des dirigeants en colère qui, rompant la loi du silence, ont décidé de rendre publique toute l'affaire. Tandis que les « menaces » devraient faire l'objet d'une plainte avec constitution de partie civile, un mémoire devait être déposé devant le Conseil de la concurrence : il souligne que le marché en cause est partiellement financé par la CEE. Une partie difficile, sinon un véritable défi. Les dirigeants de Condotta d'Acqua, qui semblent avoir des appuis qu'il ne faut pas sous-estimer, s'attaquent en fait à la plupart des grands noms du BTP français. Ces derniers sont entraînés en l'occurrence par Dumez qui est sur le point de fusionner avec la Lyonnaise des eaux et fait partie du trio de tête avec Bouygues les sociétés de la toute-puissante Compagnie générale des eaux (SGE et Fougère).

En face d'eux également, la société ASF qu'ils accusent de s'être prêtée au jeu du « cartel ». ASF dont les dirigeants ont d'ailleurs été épinglés dans le dernier rapport de la Cour des comptes pour des procédures d'attribution de marchés dérogeant « aux règles d'appel à la concurrence »...

EDWY PLENEL

ENFANCE

Médecins, policiers et éducateurs de plus en plus concernés

La lutte contre les violences à enfant devient l'affaire de tous

Consacrée, en 1988 et 1989, aux violences sexuelles commises sur les enfants, la Journée nationale de l'enfance maltraitée, créée par le secrétariat d'Etat à la famille, traitait cette année de la protection contre toutes les violences. Elle a eu lieu pour la première fois, mercredi 19 septembre, dans l'enceinte d'une faculté de médecine, celle de Lariboisière-St Louis à Paris.

« Nous avions voulu, dans un premier temps, sensibiliser le public et aider à briser le silence qui entourait les violences sexuelles », explique M^{me} Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la famille. Il lui a semblé qu'il fallait à présent parler de toutes les autres formes de violences.

Il fut bien sûr question de chiffres pendant cette journée, mais, pour dire d'un commun accord, que toute évaluation précise serait hasardeuse. La raison en est la prudence. Comme l'ont souligné tant M. Michel Manciaux, professeur à la faculté de médecine de Nancy, que M. Stanislas Tomkiewicz, directeur de recherche à l'INSERM, les mauvais traitements à enfants recouvrent des situations diverses, parfois facilement décelables (sévices corporels), mais le plus souvent impossibles à mettre en évidence ou à prouver (mauvaise éducation, négligence affective...).

Aux violences familiales s'ajoutent les violences institutionnelles,

celles qui, au nom du « bien de l'enfant », « le soumettent à des normes idéologiques et quotidiennes imaginées par les parents, les institutions ou l'Etat... ». « Dans les institutions », ajoute M. Tomkiewicz, de telles violences se perpétuent autant sur les handicaps (par des méthodes comportementales rigides) que sur les enfants et adolescents, cas sociaux ou petits délinquants.

Accent sur la formation

En réalité, les phénomènes familiaux qui nous paraissent devenir des sources de mauvais traitements existent depuis longtemps. Il en est ainsi de la rupture des liens parentaux, accompagnée de remariages. Divorce et séparation n'ont fait que remplacer les décès précoces des parents, aux différences d'âges importantes entre les pères et mères...

Cette journée fut l'occasion pour M^{me} Dorlhac de montrer l'importance qu'elle accorde à la recherche et à la formation, dont dépend le succès de la prévention et de la prise en charge des victimes. La

recherche dans un tel domaine est encore embryonnaire. Un ouvrage réalisé par l'AFRIM (Association française d'information et de recherche sur l'enfance maltraitée), la MIRE (Mission interministérielle de recherche et d'information) et la Direction de l'action sociale, montre de sérieuses lacunes.

En ce qui concerne la formation, de nombreux progrès ont été accomplis ces dernières années, notamment auprès de la police. La loi du 10 juillet 1989 sur la protection des enfants, rend obligatoire cette formation des personnels ayant des contacts avec les enfants. Un décret-cadre sur ce même sujet est en cours de signature. Déjà, magistrats et avocats expérimentent des formations. Invité jeudi à ce débat, le ministre de l'Education nationale, M. Lionel Jospin, a affirmé « attacher de l'importance à la mission de l'école dans la protection des enfants et la prévention des mauvais traitements ».

Le corps médical bouge lui aussi. La conférence des doyens a promis d'inclure un enseignement spécifique sur les mauvais traitements en pédiatrie, en santé publique, en psychiatrie et en médecine légale. De même, la commission paritaire s'occupant de la formation continue des généralistes a retenu les mauvais traitements à enfant, comme l'un des thèmes prioritaires pour 1990-1991.

M^{me} Dorlhac a insisté sur la nécessité d'organiser de telles rencontres entre les partenaires concernés. S'il est un domaine où il est impossible de travailler seul, c'est bien celui de l'enfance maltraitée, dont soulignent tous les intervenants, sans exception. Le gouvernement vient de montrer l'exemple en créant un groupe permanent interministériel sur l'enfance maltraitée.

CHRISTIANE CHOMBEAU

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

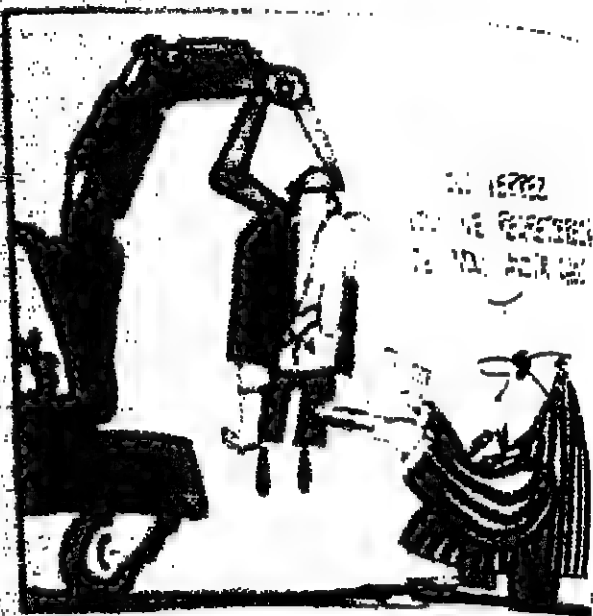
catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

هكذا من الرحمن

Le Monde dénonce l'argent dans le BTP

Le Monde dénonce l'argent dans le BTP. L'argent est le nerf de la guerre. C'est pourquoi il est si important de le bien gérer. Le Monde vous propose de découvrir les secrets de la gestion de l'argent dans le BTP. Vous apprendrez comment les professionnels de la construction gèrent leur argent, comment ils trouvent des investisseurs, comment ils négocient avec les banques. Vous découvrirez également les pièges à éviter et les bonnes pratiques à adopter. C'est une véritable mine d'or pour tous ceux qui sont impliqués dans le BTP.



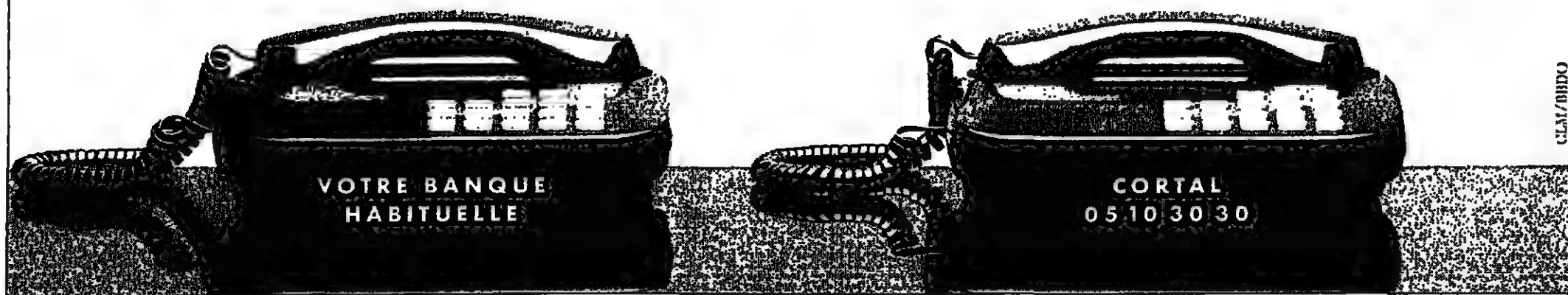
Le Monde dénonce l'argent dans le BTP. L'argent est le nerf de la guerre. C'est pourquoi il est si important de le bien gérer. Le Monde vous propose de découvrir les secrets de la gestion de l'argent dans le BTP. Vous apprendrez comment les professionnels de la construction gèrent leur argent, comment ils trouvent des investisseurs, comment ils négocient avec les banques. Vous découvrirez également les pièges à éviter et les bonnes pratiques à adopter. C'est une véritable mine d'or pour tous ceux qui sont impliqués dans le BTP.

C'est abhorissant

C'est abhorissant. C'est la situation de nombreux professionnels du BTP. Ils ont des problèmes de trésorerie, ils ne trouvent pas d'investisseurs, ils sont en difficulté avec les banques. Le Monde vous propose de découvrir les secrets de la gestion de l'argent dans le BTP. Vous apprendrez comment les professionnels de la construction gèrent leur argent, comment ils trouvent des investisseurs, comment ils négocient avec les banques. Vous découvrirez également les pièges à éviter et les bonnes pratiques à adopter. C'est une véritable mine d'or pour tous ceux qui sont impliqués dans le BTP.

NE PLACEZ PAS VOTRE ARGENT
AVANT D'AVOIR POSÉ CETTE QUESTION
À VOTRE BANQUE ET À CORTAL.

*"Je dispose de 25 000... 100 000
ou 500 000 francs. Quel est
le meilleur placement pour moi ?"*



Placer son argent c'est une question de confiance et de compétence, plus que jamais d'actualité en cette période d'incertitude. Alors, avant de prendre une décision, soyez sûr d'être bien informé : appelez en parallèle, votre banque habituelle et Cortal, banque spécialisée dans les placements et l'épargne, au 05 10 30 30. Comparez leurs réponses : il n'y a que vous qui puissiez juger à qui vous allez confier votre argent. Dernière précision : pour devenir client de Cortal, 25 000 F suffisent, répartis sur un ou plusieurs placements.

CORTAL

LA GARANTIE COMPAGNIE BANCAIRE.

CULTURE

MUSIQUES

Pièges, enfer et « Damnation »

Chanter Faust dans « la Damnation » quand on n'a pas vraiment la voix pour cela : un enfer vécu par Michael Myers dans l'œuvre de Berlioz, mise en scène par Yannis Kokkos, au Châtelet

Ils ne sont pas nombreux ces agues diaboliques, ces notes qu'il faut accrocher ou mourir (de honte), dans la Damnation de Faust de Berlioz. Il y a le bémol non préparé, sur lequel le héros hume délicieusement l'air pur dans la chambre de Marguerite; et le do dièse, à l'accès facilité par une gamme ascendante, qui corse le duo d'amour. Deux petits pièges, mais si parfaitement placés — en pleine extase! — et si rapprochés l'un de l'autre que peu d'interprètes et peu d'auditeurs, les abordent le poil sec.

Pour le ténor Michael Myers, l'affaire, d'emblée, était classée: n'ayant ni le style ni la voix d'un ténor romantique français (proche du spinto italien mais doué d'un peu de la force et héroïque personnalité du ténor allemand), ce chanteur américain n'avait aucune chance de sauter ces barrières-là, les plus visibles. Puisqu'il avait des sons premiers, air, fait il d'autres difficultés, autrement subtiles: l'ambiguïté du caractère de Faust, entre spleen, indifférence et brutalité (la montée de son désir, sur le sein de Marguerite, est ponctuée par des grognements crus de contrebasse); le doute planant sur la sincérité de son cœur, sur son âge même (jeune homme vieilli par l'ennui? vieillard prématuré, frappé par le démon de midi?).

Jamais, au cours de cette première, et sans qu'on pût attribuer cette négligence au seul trac, Myers, tout à l'obstacle, ne sembla se soucier de traduire vocalement cette duplicité. Ce ténor pâle à pourtant enregistré la Damnation (1) avec John Eliot Gardiner qui dirige les cinq représentations au Châtelet. En bolle, il passe convenablement la rampe. La science du micro bien placée n'a jamais été si flagrante.

Enregistrements trompeurs

Le plus grand Faust de la génération précédente, le ténor suédois Nicolai Gedda se trouvant sans remplaçant, il y a, comme cela, des œuvres qu'on ne pourra plus entendre chantées de manière satisfaisante, des œuvres qui, peut-être, ne seront bientôt plus données en public faute de combattants. La Damnation, comme Otello, ayant disparu de nos scènes, resteront de trompeurs enregistrements...

Ajoutons, hélas, que René Schirrer est au Châtelet un Brander égoïste et que Monte Pederson, autre Américain, et très jeune, ne constitue pas dans le rôle de Méphisto le successeur attendu de Basin. Baccus ou Van Dam. Pourquoi n'avoir pas retenu Jean-Philippe Lafont, plutôt bon dans l'enregistrement? Quant à Marguerite, elle n'apparaît, comme on sait, qu'au dernier quart de l'œuvre et chante



Monte Pederson (Méphistophélès) et Waltraud Meier (Marguerite)

alors deux solos dont le second (*D'amour, l'ardente flamme*), avec son intervalle de neuvième, est l'un de ces casse-gueule sans rémission propres à Berlioz. Le Châtelet a eu beaucoup de chance d'obtenir la participation, presque en *quest sur*, de Waltraud Meier. Grande wagnérienne. Voix magnifique. Mais l'habitude de chanter Fricka et Brangäne s'entend à l'épaisseur de la voix, et à l'accent.

Heureusement, il y avait l'armée des chœurs, entraînée haut la main par Donald Palumbo. Et grâce à Dieu, la combativité de Gardiner. Amoureux des audaces orchestrales berlioziennes, il les souligne toutes, c'est presque fatigant, ça fait souvent beaucoup de bruit pour des chanteurs défaillants. Mais à la tête du Philharmonia et de ses magnifiques pupilles de vents, le jeune Britannique trouve le ton épique, le son grandiose que lui interdisaient, dans l'enregistrement, les plus maigres ressources de l'Orchestre de l'Opéra de Lyon. Berlioz, chasse gardée des chefs d'orchestre britanniques; voilà au moins une tradition qui ne s'éteindra pas de si tôt.

Des générations de commentateurs se sont demandé s'il était bien légitime, et surtout bien utile, de mettre en scène la Damnation. Pour Berlioz n'a jamais cessé de penser opéra, la Damnation contient tous les ingrédients du drame lyrique. Contre Berlioz a dirigé en concert, de son plein gré, en 1846, la

première de cette « légende dramatique ». Et puis, cette adaptation versifiée, en quatre parties, de la traduction de Goethe par Gérard de Nerval n'est-elle pas un rêve éveillé, une réflexion philosophique sur la solitude du héros, réflexion dans laquelle viennent s'encasteler des épisodes fantastiques, que la musique s'emploie bien suffisamment à décrire au détail près?

Effervescent, baroque, insolite, jamais pléonastique — réussit, en somme — la mise en scène de Yannis Kokkos confirme au moins une évidence: il y a des choses, et des choses importantes qui, dans la Damnation, ne peuvent pas être montrées. L'état tout intérieur de bonheur hypnotique de Faust au crépuscule, ce sont, après la scène IX, les visions à l'unisson qui le traduisent dans un immense trait chromatique *planissimo*. Sa panique animale face aux accusations de Méphisto, ce sont, à la scène XVI, les halalis d'une chasse passant au loin qui l'expriment. Quant à la course à l'héritage, elle n'a d'autre consistance que spirituelle et supporte mal la « mise en espace » théâtrale.

Jaloux de sa liberté de mettre en scène-décorateur, Kokkos mobilise sans compter bougies, loupettes, lumière noire, projections aériennes, escarpelles descendues du ciel, dépose sur scène, au débotté, cadavre en voie de décomposition et grand cheval cabré, emprunte enfin

au septième art réplages à l'iris, succession de panoramiques et de gros plans et donne l'illusion de plans lointains en remplaçant les figurants par des marionnettes ou en miniaturisant décors ou accessoires. Le compositeur Claude Ballif l'affirme dans le programme: la Damnation, c'est du cinéma. Pourquoi alors, ne pas en faire un film, confier la bande-son à Berlioz et montrer tout autre chose que des chanteurs dans un décor?

ANNE REY

Autres représentations: les 24, 26 et 28 septembre, Théâtre du Châtelet. 20h. Tél.: 40-33-00-00.

(1) Deux disques compacts Philips. L'enregistrement de Colin Davis à la tête du London Symphony et du London Chorus, avec Cecilia Vasey, Basin, Van Allan (réalisé en 1973) est réédité sur deux compacts Philips.

Précision. — La caricature de Georges Aperghis par Yannis Kokkos, reproduite dans le Monde daté 18 septembre, page 16, est empruntée à l'ouvrage *Georges Aperghis, le corps musical*. Cet intéressant ensemble de textes, rassemblés par Antoine Gindt, vient de paraître aux Editions Actes Sud (266 pages, 150 F).

Les frères Parent conscience musicale d'Haïti

En Haïti, les frères Parent se tiennent un peu à l'écart sur la scène musicale: dans leur fief de Matique, au-dessus de Port-au-Prince, qu'ils viennent de regagner après un long exil, ils créent une musique élective et naïve, faite de koma traditionnel et de slow sirupeux, de jazz et de reggae, le tout catalysé par des textes d'un militantisme intransigent.

Clark et Picard Parent sont nés à Angles, avec leur sœur Lydie, ils tournent partout dans la diaspora haïtienne. Lors d'un récent passage en région parisienne, ils ont réuni discrètement des centaines de leurs compatriotes pour chanter la gloire de la langue créole, les ravages de l'impérialisme, mélangant les histoires drôles et les sermons, le radio-crochet et l'appel aux armes.

On pourra retrouver les frères Parent sur disque si Polydor France se décide enfin à sortir *Konbit*. L'excellente compilation réalisée par le cinéaste Jonathan Demme à l'occasion du tournage d'un document.

Et on les verra samedi dans « Megamix », films chez eux par Patrick Glatze et Charlie Najman. Ils chantent, entre autres, *Barbie*, un slow langoureux qui rapproche insolument les destins respectifs de Klaus Barbie et Jean-Claude Duvalier.

THOMAS SOTINEL

« Megamix », samedi 22 septembre à 18 heures, la 7 sur FR3.

C. G. ET J.-M. F.

THÉÂTRE

La corde raide

Benno Besson présente, salle Gémier un mélo burlesque généreux et ambigu de Victor Hugo « Mille francs de récompense »

Un petit appartement, au quatrième étage d'un immeuble de la rue Saint-Antoine. Les fenêtres, derrière, donnent sur l'église Saint-Gervais, précise Victor Hugo. Ce qui, topographiquement, n'est pas possible, et ne l'était déjà pas quand Hugo écrivait, en 1860 et quelques, à Guernesey, *Mille francs de récompense*. C'est que, depuis son départ en exil, ce coin des rues de Rivoli, Saint-Antoine, avait changé, de par le percement de la rue Lobau.

Dans ce logement modeste, donc, un huissier saisi les meubles. Épouvanté des locataires: une jeune fille, Cyprien; sa maman, Etienne; André, peut-être veuve car son mari, Cyprien André, a disparu dans les guerres de l'Empire (nous sommes sous la Restauration); et le grand-père, qui est couché, gravement malade.

L'huissier instrumente en raison d'une dette contractée envers un certain baron de Puencarral, banquier espagnol. Mécanisme du drame de Hugo: en fait, le baron de Puencarral n'est autre, sous un nom d'emprunt, que Cyprien André. Depuis qu'il est revenu de la guerre, celui-ci n'a cessé, en pure perte, de rechercher sa femme, sa fille. Et c'est dans le seul espoir de les rejoindre un jour qu'il s'est lancé dans les affaires, a accumulé des millions. Il les conduit de loin, ces affaires, il n'a pas le cœur de voir les basses œuvres que cela implique, parfois. Il en charge un vilain monsieur, nommé Rousseline, et c'est ainsi, par la figure de ce riche, qu'il jette dans le désespoir, ce matin, sans s'en douter, Cyprien et Etienne.

Et Rousseline, pendant la saisie, ouvre un papier. C'est une vieille lettre de Cyprien André, avant son départ aux armées. En un éclair, Rousseline découvre que ces deux femmes sont celles que son patron de banquier cherche depuis si longtemps. Et, pour mettre la main sur les réserves du banquier, il propose séance tenante le mariage à Cyprien.

Le triomphe du vice va être empêché par l'arrivée d'un hors-la-loi. Un double de Jean Valjean, Hugo le nomme « Glapiou ». Glapiou n'a pas « vocation de criminel », comme il dit: « Le cœur du mal, je ne l'ai pas ». Mais la justice lui a mis la main dessus lorsqu'il était un enfant, et elle ne l'a plus lâché. Plus tard, chaque fois qu'il a tenté de faire faux feu, il a été arrêté. « Haïssant la loi », l'en a empêché. Hugo lui fait dire: « La société s'est donnée la peine de faire de toi un voleur, et n'entend pas en avoir le démenti ».

« J'ai tort et j'ai raison »

Cette phrase donne le ton d'un mélo burlesque en quatre actes. Ce n'est pas une pièce à prendre au tragique, c'est un divertissement, un presque mélo, parfois drôle. Mais pour Victor Hugo le propos du drame, l'argent-poison, la position d'infériorité d'une femme devant un manitou, et surtout la justice et ses bavures, tout cela n'est pas histoire de rire. Entre la plaisanterie au second degré des réflexions de Glapiou-Valjean sur l'entêtement sauvage des policiers et magistrats, et le pathétique au premier degré des manifestes que Hugo écrit, au même moment, contre la peine de mort, il n'y a pas de distance.

En décembre 1862, à Genève, un projet de Constitution, qui confirme l'usage de la peine de mort, va être soumis au vote du peuple. Hugo envoie un manifeste, il y écrit par exemple: « Il y a près de Paris un champ hideux, Clamart. C'est le lieu des fous maudits; les rendez-vous des suppliciés; pas un squelette n'est là avec sa tête. Et la société humaine dort tranquille à côté de cela! »

Le vote des Genevois fut négatif. Les lettres arrivèrent, de là-bas, remerciant Hugo d'être intervenu. Il ne semble pas que Glapiou, au point où il en est, risque l'échafaud. Mais, après avoir sauvé, au besoin en risquant sa vie, toutes les situations, et alors que tous demandent au procureur de le laisser en liberté, il est réexpédié, sous main-forte, à Toulon. Et Victor Hugo, comme s'adressant directement aux spectateurs de ce

mélodrame, écrit: « Il y a pourtant des gens qui s'amuse! ».

L'attitude de Hugo envers le théâtre, le divertissement, envers le mélo, est ambiguë. C'est tout de même bien brusquement qu'il abandonne le théâtre sous le coup de l'échec des *Burgraves*, alors qu'il a dans ses cartons, pratiquement terminée, comme le remarque Adèle Hugo, sa pièce sur le masque de fer, les *Jumeaux*, qui est excellente. C'est dans les *Jumeaux* que Hugo lance ce vers, aussi définitif que simple, et sûrement sincère: « J'ai tort et j'ai raison, c'est l'histoire de tout ».

Alliance de doute et de décision, *Mille francs de récompense* est une pièce inclassable, du théâtre à la fois sur la corde raide et entre deux eaux. Ce que Beno Besson a bien vu, bien fait apparaître: une mise en scène ni réaliste ni maniérée, ni farceuse ni grave.

Besson donne une nuance d'immatérialité à la représentation, comme si ce théâtre était souvent, ou rêvé, plutôt que réellement présent, là, sur scène. Les acteurs ne se chargent pas le texte sur l'épaule, ils le balancent comme de loin, très vite, à mi-voix. Ils le font entendre sans difficulté, mais ils n'indiquent pas l'« eau pied de la lettre ». C'est un peu l'ombre portée d'un texte, une ombre de voix intérieure.

Mise en scène, costumes, maquillages, opèrent un constant effet d'optique, comme celui du dessin du cube qui semble vu d'en haut et d'en bas, qui tressaute. Besson donne le trait forcé des bateaux de parade, mais ce trait forcé se trouve être la touche imperceptible d'un semblant de chimère.

Et c'est avant tout le décor qui donne le ton équivoque de Hugo. Jean-Marc Stehlé, le décorateur de Besson, plante un faux trompe-l'œil, une toile peinte, du vent, du vide, du rien, mais justement ce monde fantôme fait surgir idées, énergie. Par exemple l'immatérialité des fausses chaises des faux salons ou balcons de l'appartement, permet aux deux assistants de l'huissier de tout « saisir », tout le mobilier, un cinq sec, presque un coup de magie. La brutalité du gag projette le dedans de la conscience, la farce et attrape lance un éclair sur le désastre, comme chez Buster Keaton.

Plus fort encore est le décor du palais de justice, au dernier acte. Nous voyons s'élever du sol un chiffonnage très très léger, vapoureux, comme un papier de soie blanc qui se déplierait lentement. Mais cela monte encore, se déploie, prend du volume, et peu à peu apparaissent les colonnes géantes du temple de la justice, et une statue géante de la justice, et quand cette justice de baudouche est enfin gonflée à bloc, ce décor a absolument l'aspect d'une vraie architecture de pierre de taille, éternelle, inusable. Le tandem Besson-Stehlé fait planer « le tort et la raison » de la justice, du théâtre, de tout. Il y a la répression de la Commune, ou bien le pouvoir de Napoléon III, ou bien à présent la crise du Golfe, et « il y a pourtant des gens qui s'amuse! ».

MICHEL COURNOT

Théâtre National de Chaillot, salle Gémier, 20h30, jusqu'au 3 novembre. Tél.: 47-21-31-15.

Comédie-Française: nomination d'un nouveau secrétaire général. — Jean Lacroix a été nommé le jeudi 20 septembre secrétaire général de la Comédie-Française par le nouvel administrateur général Jacques Lassalle. Jean Lacroix, assistant à la mise en scène de Jacques Lassalle depuis l'automne 1986, remplace Elisabeth Léonetti nommée à ce poste par l'ancien administrateur, Antoine Vitez, décédé en avril dernier.

Lew Bogdan à Nuremberg. — Ancien codirecteur avec Jack Lang, puis directeur du Festival de Nancy, Lew Bogdan est nommé intendant général du théâtre de Nuremberg — institution qui comprend trois organismes, consacrés au théâtre dramatique, lyrique et chorégraphique.

CINÉMA

Les occasions perdues

« Bad Influence », de Curtis Hanson, et « Bienvenue au paradis », d'Alan Parker

Le stress des yuppies, dans les tours high tech, face à la malice des chiffres et des ordinateurs semble devenir une inépuisable source d'inspiration pour les scénaristes. Le décor en tout cas permet de donner un coup de neuf aux bonnes vieilles histoires du gentil qui se fait vampiriser par le méchant. Le méchant, dans le film de Curt Hanson, *Bad Influence*, est Rob Lowe, vagabond, escroc, meurtrier, débauché et même peut-être homosexuel. Il s'accroche en tout cas au gentil petit yuppie, et d'abord le séduit.

Mais la partie n'est pas gagnée, car ce gentil-là est James Spader, spécialiste des personnages ambigus, giton d'un sénateur, initié de Wall Street, dealer au visage lisse, avant d'obtenir un prix d'interprétation à Cannes pour avoir été le voyeur impuissant de *Sexe, mensonge et vidéo*. Ici aussi la vidéo joue un rôle important, nous sommes dans un milieu friqué, branché, décadent — avec l'inévitable tournée des boîtes et des galeries d'avant-garde.

James Spader est méconnaissable dans une composition physique à la De Niro: bouffi, les chairs molles, le dos voûté, la démarche mal assurée, le regard myope derrière ses lunettes. Il est plus inquiétant que le jeune Lucifer au sourire angélique qui lui enseigne comment obtenir tout ce que l'on désire en devenant un méchant. Sniffer, braquer un drugstore, embarquer une jolie paumée, à la limite tabasser son rival de bureau, Spader accepte. Mais pas

d'avantage. Il se révolte. L'autre se venge en tuant chez lui la jolie paumée. Spader appelle à l'aide son frère — Christian Clemenson — une loque défoncée. Leurs efforts pour se débarrasser du cadavre rappellent le chef-d'œuvre d'humour noir des Frères Coen, *Blood Simple*.

Mais l'humour ne se trouve pas chez Curt Hanson, ni la subtilité. Sa réalisation est d'une platitude qui entrave toute éventualité de démarrage. En dépit des péripéties, des décors, des comédiens, son film fait du sur-place. D'autre part, peut-être ne sommes nous pas encore assez habitués, mais le moralisme sentencieux qui semble la marque des années 90 agace, surtout quand il s'agit d'associer l'homosexualité et le Mal.

Côté principes et côté cœur

Qu'est-il arrivé à Alan Parker? Où est passé le style flamboyant de ce réalisateur qui, de *Midnight Express* à *Mistral Burning*, fabriquait des films souvent roubillards mais toujours efficaces? Il s'attaque cette fois à une page occultée de l'histoire des États-Unis: après Pearl-Harbour, le regroupement forcé — et contraire à la Constitution — des citoyens américains d'origine japonaise dans des camps surveillés. Parker, qu'on a connu moins timoré, s'est cru obligé (sur le conseil insisté de ses producteurs) d'enrober son pamphlet

dans la guimauve sentimentale: une romance entre un jeune Américain tête brûlée brave cœur (Dennis Quaid, toujours un peu mécanique) et une jolie japonaise de la deuxième génération (Tamlyn Tomita, vraie révélation et seule friandise de cet indigeste pudding). Pour ne rien simplifier, le cinéaste britannique fait de son Roméo un ex-syndicaliste dont les démenties avec son organisation en voie de « gangstérisme » achèvent de semer la confusion.

Côté Histoire, *Bienvenue au paradis* enchaine évocation gentiment folklorique des meurs américano-japonaises de l'entre-deux-guerres et saynètes conventionnelles sur la vie quotidienne dans des baraquements qui tiennent plus du camp scout un peu dur que des « camps de concentration » dont le réalisateur parle avec une certaine légèreté.

Côté principes, Alan Parker accumule les déclarations naïves d'où il ressort que le pays de la démocratie ne serait pas totalement irréprochable sur le terrain des droits de l'homme (fallons bon!). Et côté cœur, il se contente d'alternier séparations déchirantes et retrouvailles degoulinantes de lymène, auxquelles la musique ajoute sa pesante sauce. Sans doute sincère dans son indignation, mais incapable de la communiquer, Alan Parker perd le souffle en voulant couvrir à la fois le lièvre de l'Histoire et la tortue du mélo.

C. G. ET J.-M. F.

هكذا من الدرس

THÉÂTRE

La corde raide

Tunis entre médina et Halfaouine

Plus que jamais, la capitale de la Tunisie entend préserver son centre original. Suivons l'itinéraire qui, d'un passé récent, mènerait le voyageur jusqu'aux réalités d'aujourd'hui.

P ENCHÉE Sur la tombe de son mari, le regard lointain, brillant, la toute jeune veuve sourit. Au-dessus d'elle, des palmiers ondulent imperceptiblement. Deux piliers ornements de motifs floraux, surmontés d'un arc en accolade monolithique, encadrent la scène. L'ensemble, à peine écorné par le temps, forme un carré de trois fois trois carreaux de céramique, qui se répète comme autant de fenêtres dans le patio du foudouk maderroisment recréé et transformé en un café (1) où l'on a décidément autre chose en tête que cette mince affaire. Sur un autre panneau, un homme engouffré joyeusement du couscous; sur un autre encore, des lions se bécotaient s'émouvoir d'un papillon...

Une femme, un homme, des animaux. Un conte, un récit, des énigmes. A commencer par celle des mains qui ont placé cela dans la médina de Tunis, en terre d'un islam peu enclin à tolérer les représentations d'êtres animés, même dans un cadre profane. A preuve, non loin, ce linteau jadis emprunté aux Romains et dont la tête de lion gravée a été anéantie au burin avec juste ce qu'il faut de zèle pour n'en plus laisser que le cadre original.

Affaire de représentation? C'est affaire de point de vue: lorsque le voyageur du siècle dernier, à l'instar de Maupassant, arrivait par la côte, percevait, comme les Arabes, Tunis sous la forme d'un burlesque étendu (celui du prophète) « soulevé légèrement par les ondulations de la terre qui font saillir par place les bords de cette grande tache de maisons pâles d'où surgissent les dômes des mosquées et les clochers des minarets (2) »; le voyageur contemporain, qui aborde, lui, la médina par avion, ne peut manquer de la comparer à un vaste calligramme, avec les pleins et les déliés des rues, des impasses et des patios, et cette stylisation qui en font une sorte de logo de la ville musulmane: vue et « venue d'en haut » comme l'écrit Jacques Berque illustrant la prégnance de l'islam sur la ville.

Au nom du « principe d'intimité »

Jellal Abdelkafi, observateur et analyste pénétrant des réalités passées et présentes de la médina, précise: « L'espace de la médina a été rigoureusement codé par la charia (3): les femmes ne sortent qu'exceptionnellement de leur domicile... La notion générale de haram contenue dans la charia, en définissant à la fois le sacré et l'interdit, contient un principe d'intimité qui génère en matière d'organisation spatiale, en dehors de toute autre règle écrite et de tout dessein préalable, des espaces clos réservés aux seuls habitants, et dans lesquels le regard ne pénètre pas (4). »

Au nom de ce « principe d'intimité », les maisons n'ouvraient pas leurs fenêtres sur la rue (certaines n'y ont même pas de façade), mais sur leur espace intérieur. « Les rues n'ont plus alors qu'une fonction de cheminement », observe Jellal Abdelkafi, et, ici comme là, « il est rare que l'on puisse agir en se soustrayant au regard des autres ». Soupçon d'une société paucotique où, heureusement, les soldats de l'intolérance ont parfois eu d'autres chats à fouetter. Ce qui n'a pas empêché la gent féline, pour effaçquer qu'elle soit, de se multiplier dans toutes les gammes de poil disponibles ici-

bas, offrant à qui le veut la représentation d'une Tunis semblable-t-elle plutôt mal-aimée ces jours-ci: celle qui a vu se mêler les cultures du Berbère et de l'Andalou, du Juif et du Français, du Turc, de l'Arabe et de l'Italien.

C'est à suivre les chats, dont la souplesse pourrait tout aussi bien être sujet de scandale, que l'on accède au troisième espace de la médina: celui des terrasses, où, parfois, les murs s'écroulent, les regards se croisent, un soupçon de communication s'instaure, où le romanesque peut advenir. Plus qu'un hammam ou au marché, le lyrique Abdelwahab Meddeb (5) y voit le théâtre des femmes: « Par les nombreux, trouées à appeler le ciel, s'ouvre le secret des toits, véritable escalier à enjamber, de facile pratique, à s'y lire ombre ou soleil, itinéraires de femmes en quête d'affirmation, de débordement. Le silence trompeur des toits, le monde exclu des terrasses grouille par le geste incontinent de la femme insoumise; elle s'y clame même perturbante parole. Le consensus de l'intrigue y est à son comble. »

Un détour par les terrasses

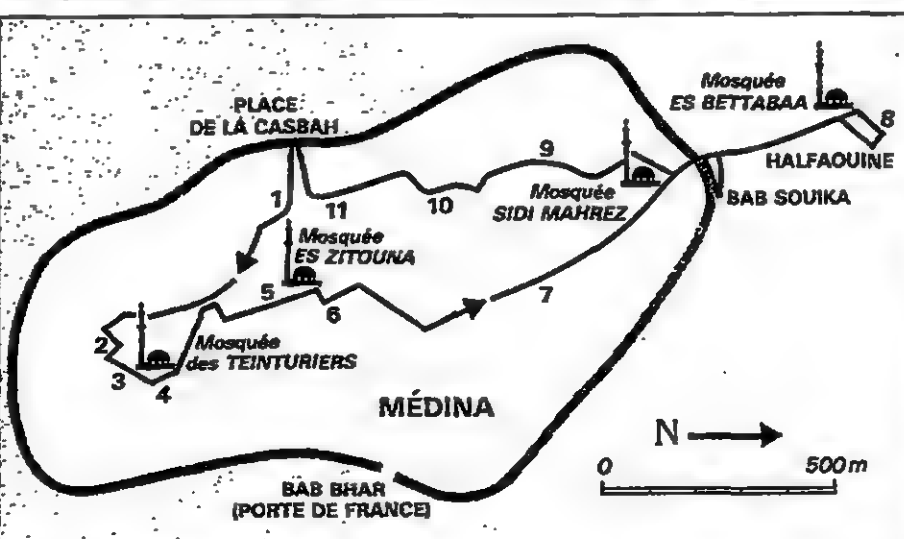
Les marchands des souks ont si bien compris cette dérogation (ou cette confirmation) au « principe d'intimité » que le détour par la terrasse est devenu un argument de vente plus fort

ville renouaient à l'identité culturelle qui fondait leur pouvoir (6), ignorée par la nouvelle bourgeoisie du Destour, la médina ne cessait de se dégrader, notamment sous la pression d'une immigration rurale accablant la taniification de vieilles demeures - au demeurant négligées par leurs propriétaires, - et entraînait ainsi doucement en complicité avec l'aménageur (le démolisseur), qui saurait se réserver les meilleurs morceaux.

C'est contre ces vents dominants que l'ASM et l'UNESCO achèvent de dresser en 1973 les grands principes d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur de la vieille ville:

- enrayer la dégradation de l'ensemble,
- intégrer les populations desheritées,
- conserver les valeurs historiques portées par le patrimoine architectural.

En s'opposant tant au saupoudrage muséographique qu'à la chirurgie « moderniste », il s'agissait de faire reconnaître l'intégrité de la médina, à la fois incarnation de la conscience nationale, et, sans nul doute, ressource inexploitées: « C'est une ville d'art dont aucun édifice profane ou religieux, civil ou militaire, si prestigieux soit-il, ne saurait être isolé, affirme ce texte manifeste. C'est la totalité du tissu urbain, dont l'homogénéité est encore tout à fait remarquable, qui porte le témoignage historique et culturel. » L'UNESCO



Les visiteurs de la médina se hasarant trop rarement hors des souks. L'office de tourisme a créé cet été avec l'Association de sauvegarde un circuit touristique fléché au départ de la casbah (un dépliant très complet est disponible) que nous avons schématisé et prolongé dans l'itinéraire ci-contre. 1. Dar el Bey (palais du gouvernement, siège du premier ministre). 2. Tourbat el Bey (l'endroit sera prochainement ouvert au public pour la première fois; il faut oser en pousser la porte, pleurs et gémissements le rendent d'autant plus émouvant). 3. Dar Ben Abdallah (Musée des arts et traditions populaires). 4. Dar Othman (accueillera bientôt le Musée des métiers artisanaux). 5. Complexe des trois medersas. 6. Bibliothèque nationale (dans l'ex-casern El Attarine). 7. Nouveau quartier de la Hafsia (cette modeste opération d'urbanisme a obtenu le prix d'architecture Aga Khan en 1989) et la qualité de son insertion dans la médina. 8. Palais Khaznadar. 9. Dar Lasram (siège de l'ASM). 10. Auberge de jeunesse (ouverte depuis peu dans une simple et vaste demeure). 11. Dar el Jeld (voir le carnet de route). Les mosquées sont en général accessibles le matin et les horaires d'ouverture des autres édifices disponibles à l'office de tourisme.

fait émerger des figures légendaires, comme ce bossu qui édificait lui-même son journal satirique. Le premier théâtre est né là dans les années 30. Le nationalisme a germé sur ce terrain: pas un centimètre ici où il n'y ait eu une goutte de sang, de résistance.

C'est dans la lignée de ces romanciers, les At-Tounsi ou les Ali Douagi, ou de leur contemporain Béchir Khraïef (8), friands de caractères, comme celui du « costaud » d'Halfaouine, autant que du merveilleux enfoui dans la vie quotidienne, que s'inscrit le cinéaste Féréd Boughedir, auteur d'Halfaouine (9) et originaire du quartier. « Dans mon enfance, dit-il, avec ses barques foraines et ses charmeurs de serpents, la place était encore un réservoir de rêves et de magie, un lieu de l'irrationnel, alimentant les fantasmes collectifs. On y lisait l'avenir dans le sable au pied même de la mosquée. »

JEAN-LOUIS PERRIER
Lire la suite page 19

- (1) Café Mnouchi, 54, souk El Leffa.
- (2) In la Vix-errante.
- (3) Loi islamique.
- (4) In la Médina de Tunis, auquel nous empruntons de larges passages. Presses du CNRS, 278 p., 490F.
- (5) In son roman Talismano. Sindbad, 246 p., 115F.
- (6) Difficile ici de ne pas reprendre intégralement les conclusions de Jellal Abdelkafi: « En le soustrayant aux valeurs religieuses et aux normes de la tradition, les autorités du nouvel Etat font de l'espace un produit de l'Histoire alors qu'il était une catégorie de Dieu. La désacralisation de la médina a eu pour conséquence l'avènement de l'espace historique... Le patrimoine immobilier profane devient simple bien marchand, dont la valeur d'usage prenait l'avantage sur la valeur d'usage patrimoniale qui fondait en partie l'autorité de la bourgeoisie et de l'aristocratie traditionnelle. »
- (7) Publié par la revue Europe n° 702.
- (8) On trouvera des textes de la plupart de ces auteurs dans Ecritains de Tunisie, de Taoufik Baccar et Salah Garmadi. Sindbad, 232 p., 80F.
- (9) Sortie du film à Paris le 26 septembre, et à Tunis le 1^{er} octobre.



KAMEL DRIDI

DANSE
Georges Perle
FRANÇOIS DECIA
O MARE IN ROSO ALTO
22 SEPTEMBRE 1990

SANS VISA JEUX

échecs

N° 1403

UN SÉISME

de Jacaen, Espagne, 1990)

Blancs : ESLOV (Sakke)
Noirs : BARBERO (Argentine)Gambit
du Fou du Roi

1. e4 e5 2. f4 f6 3. f5 f6 4. f6 f6 5. f6 f6 6. f6 f6 7. f6 f6 8. f6 f6 9. f6 f6 10. f6 f6

NOTES

a) 3.Cf3 est aussi joué depuis plus de quatre cents ans, mais ce début du F-R, proposé dès 1561 par Lopez, a longtemps été à l'honneur. Jaenisch, qui qualifiait ce gambit d'« impérieuse monument de la sagesse humaine », écrivait vers 1842 les premiers éléments d'une défense sérieuse pour les Noirs à partir des trois réponses de Lopez : 3...Dh4+; 3...f5 et 3...Cf6. Puis, vers 1920, Bogoljubov mit au point la théorie de ce début pour les Noirs et battit à plusieurs reprises Spielmann. On sait aujourd'hui que les Blancs ne peuvent guère espérer mieux que l'égalité; d'où la rareté de cette ouverture qui est moins prometteuse pour les Blancs que le gambit du C-R.

b) Parmi les nombreuses suites comme 3...g5; 3...b5; 3...Cg6; 3...Cf7; 3...Dh4+; 3...d5 et 3...Cf6, seule cette dernière oblige les Blancs à jouer avec une extrême précision sous peine de tomber dans une position inférieure. Belavsky tenta contre Hjalmarsson à Reykjavik en 1988, 3...d6, mais ne prouva rien en faveur de sa nouveauté.

c) D'autres continuations sont sans effet : si 4.e5, d5; si 4.Df3, Cc6; 3.Dc4, d5; si 4.Dd2, Fc8; 5.Cf3 (ou 5.a5, 0-0); 6.Cf3, d5; 7.Fb3, Cc6; 8.g3, d4; Cc6; 6.g3, 0-0; 7.d4, d5!

d) 4...Cg6 et 4...Fb4 ne semblent pas suffisants. Cette idée de Jaenisch est probablement à l'origine de la disparition du gambit du F-R dans les grands tournois.

e) Mais déjà les théoriciens sont en désaccord. Estrin et Glatkov recommandent 3.Fb3, « le seul coup qui donne un jeu égal aux Blancs », tandis que Pachman condamne curieusement 3.Fb3 en suivant la même analyse d'Estrin-Glatkov, c'est-à-dire celle de Tartakower, pour proposer une aventure douteuse pour les Blancs qui commence par 3.d4? (le point d'interrogation de Pachman est 3.Fb3; 3.Fa3, b3! et, selon Pachman, rien n'est clair).

f) D'autres coups sont faibles : si 3.Cf3, b5; 6.Fb3, b4 et 7...Cg6. Si 3.Dd2, d3! comme 3...g5; 3...b5; 3...Cg6; 3...Cf7; 3...Dh4+; 3...d5 et 3...Cf6, seule cette dernière oblige les Blancs à jouer avec une extrême précision sous peine de tomber dans une position inférieure. Belavsky tenta contre Hjalmarsson à Reykjavik en 1988, 3...d6, mais ne prouva rien en faveur de sa nouveauté.

bridge

N° 1401

DÉFENSE A MIAMI

Savoir tenir compte des annonces pour trouver la meilleure entame et la bonne défense est indispensable. Voici un exemple tiré des demi-finales de la précédente Coupe Rosenblum, le championnat du monde par équipe open.

♠ A 6
♥ R 6 3
♦ A D 5 4
♣ S 5 4 2

♠ 7 5
♥ 7 2
♦ R V 10 3 2
♣ 10 6 3

Ann : N. don. E-O vuln.

	Ouest	Nord	Est	Sud
Grabel	1 SA	1 SA	1 SA	1 SA
passé	1 SA	1 SA	1 SA	1 SA
passé	1 SA	1 SA	1 SA	1 SA

Après l'entame de l'As de Trèfle pour le 2, le 3 d'Est et le 8 de Sud, comment Ouest a-t-il joué pour faire chuter QUATRE CŒURS ?

RÉPONSE

Ouest a contre-attaqué le 4 de Cœur et, quand il a repris la main avec le Roi de Pique, il a continué atout avec l'As et le 8 pour que la défense fasse un Trèfle, un Cœur et deux Piques. A l'autre table où les enchères avaient été différentes, Ouest avait entamé Carreau et le contrat avait été fait.

Dans l'autre demi-finale entre le Pakistan et une autre équipe américaine, les annonces avaient été :

	Ouest	Nord	Est	Sud
Rodwell	1 SA	1 SA	1 SA	1 SA
passé	1 SA	1 SA	1 SA	1 SA
passé	1 SA	1 SA	1 SA	1 SA

Le redoublement de 1 SA dans le système des Pakistanais promettait 16 à 17 H, et 2 Trèfles était artificiel et forcé. Rodwell n'eut aucun mal à trouver l'entame offensive et défensive d'un petit atout, et le contrat chuta d'une levée.

LES DEGRÉS DE LA RUSE

Pour la plupart des bridgeurs, la ruse est un terrain mouvant et mal connu. Voici un exemple typique. Dans un tournoi à Aix-les-Bains, le contrat de 3 SA, qui était infaisable, a pourtant été réussi à deux tables différentes par deux champions, et le stratagème employé n'était pas le même !

♠ R D 9 7
♥ 7
♦ V 9 8 4 3 2
♣ 6 3

♠ 2
♥ 6 2
♦ A 10 6
♣ D V 10 8 7 5 4

Ann : N. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
3 SA 3 SA 3 SA 3 SA

1. Ouest ayant entamé le 4 de Carreau pour le 6 du mort, comment le coup s'est-il déroulé pour que Gilles Cohen, en Sud, gagne TROIS SANS ATOUT et réussisse même deux levées de mieux ?

2. Après la même entame Est a fait le Roi de Carreau sur lequel Sud a fourni le 7, Est a réjoui le 5 de Carreau. Comment Bertrand Romanet, qui avait ensuite joué pour gagner TROIS SANS ATOUT ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

En tournoi par paires (où il y a presque toujours intérêt à jouer le contrat à Sans Atout), il est normal de renoncer au chelien et de dire 3 SA. En effet l'ouverture de « 3 Trèfles » promettrait 6 ou 7 levées de jeu, et Sud n'en apportait lui-même

que quatre (As Roi d'atout et deux autres As).

COURRIER DES LECTEURS

Cens de plus
Un lecteur (H. Terrasse ?) signale que l'on a omis... cent données depuis quelque temps dans la numérotation des chroniques. C'est exact, et 1 400 chroniques ont bel et bien été publiées depuis octobre 1963.

Une ruse subtile (1921)
Quelques lecteurs (J.-R. Maillard, Roudier...) ont découvert que le contrat de 5 Trèfles réussi par Wolff grâce à une ruse subtile était gagnable contre toute défense si le déclarant défendait un Carreau sur le 9 de Pique (pendant sa communication du flanc. Bravo !)

PHILIPPE BRUGNON

dames

N° 389

INHIBITION IRREVERSIBLE

(Tournoi Côte-d'Or septembre 1989)

Blancs : KORTSTEN
Noirs : WIERING
Ouverture : Raphaël.

1. 32-28 16-21 20. 35-30 5-10
2. 31-26 11-16 21. 30-25(a) 2-7
3. 38-32(a) 18-22 22. 40-34(b) 15-20
4. 43-38 7-11(b) 23. 44-40 18-22(m)
5. 49-43(e) 1-7 24. 29x18 12x23
6. 37-31 21-27(f) 25. 34-29(n) 23x34
7. 32x21 16x27 26. 40x29 20-24(o)
8. 42-37 11-16 27. 29x20 10-15
9. 37-32 16x21(e) 28. 45-40 15x24(p)
10. 41-37 20-24 29. 40-34 7-12(n)
11. 48-42 13-18 30. 34-30 24x25
12. 34-29(n) 7-11 31. 25-20 14x25(r)
13. 29x18 15x24 32. 33-29 22x34
14. 39-34 8-13(g) 33. 31x22 17x28
15. 43-39(h) 10-15 34. 32x3 17x28
16. 34-29 14x20(i) 35. 32x3 17x28
17. 39-34 20x25 36. 26x17 11x22(t)
18. 39-30 25-14(j) 37. 26x17 11x22(t)
19. 34-29 3-8

NOTES

a) A cette mise en jeu anticipée d'un pion du bastion central plusieurs maîtres préfèrent une progression par les ailes comme dans les variantes 3. 37-32 (7-11); 4. 41-37 (19-23); 5. 28x19 (14x23); 6. 34-29, a1 (23x34); 7. 39x30 (18-23); 8. 44-39 (21-27); début très offensif

(COREE-TEER, 13-10-1984, Den Bosch).

a) 6. 46-41 (21-27); 7. 32x21 (16x27); 8. 34-30 (10-14); 9. 40-34 (20-25) [KOUAME-VAN DEN BORST, championnat du monde, 1986, Groningen].

b) Ou la variante très dynamique qui au centre et surtout sur les ailes : 4. ... 37-32 (18-23); 5. 49-43 (9-13); 6. 37-32 (21-27); 7. 32x21 (16x27); 8. 41-37 (19-23); 9. 28x19 (14x23); 10. 34-29 (23x34); 11. 39x30 [BALJAKIN-VAN DER WAL, championnat du monde, 1986].

c) Comme dans la présente partie et dans les variantes données ci-dessus, on retrouve le pionnage agressif des Noirs (21-27); 32x21 (16x27) dans la continuation 5. 37-32 (21-27); 6. 32x21 (16x27); 7. 42-37 (13-18); 8. 49-43 (19-23); 9. 28x19 (14x23) et les Noirs encore viennent contrôler le centre [SCHOLMA-STOK-KEL, février 1987, Dordrecht].

d) Le pionnage agressif des Noirs que justifie, en particulier, 31-26 au deuxième temps des Blancs.

e) Une des suites logiques pour

le maintien du contrôle de la case stratégique 27 dans ce type de début.

f) Dans cette partie, les Blancs vont, sans relâche, mettre à l'œuvre leur aile droite et donc tenter jusqu'au bout, choix très rare, sur leur aile gauche.

g) Interdit 15... 30 (24-29); 16... 33x24 (22x33); 17... 31x22 (18x27); 18... 38x29 (27x49) dame, +.

h) 15... 44-39 perd le pion par (24-29).

i) Et non 16... (15-20), car 17... 35-30 (24x33); 18... 29-23 (18x29); 19... 34x15 (22x33); 20... 31x23 (17x28); 21... 26x8 (32x12); 22... 32x23 (19x28); 23... 38x29, B+ sur cet enchaînement de prises.

j) Les Noirs perdent des temps et se ménagent une large liberté de mouvement au centre et sur leur aile gauche.

k) Presque forcé en raison de la pression en puissance sur le centre.

l) Même remarque.

m) L'offensive au centre.

n) Les Blancs subissent la pression en dépit de cet échange.

o) Superbe mouvement stratégique qui aura pour effet, après 27... (10-15), d'inhiber la quasi-totalité des forces adverses.

p) Les nouveaux amateurs partageront, eux aussi, cette appréciation par une observation attentive des positions.

q) A terme, la position des Blancs serait perdante. 29... (7-12) donne un peu plus de netteté à cette alarmante perspective. C'est pourquoi les Blancs, choisissant sans doute le moindre des maux, se résignent à exécuter le coup de dame que leur « propose » presque le conducteur des Noirs.

r) Ouverture de la brèche pour damer à 3.

s) Prise immédiate de la dame.

t) Les Blancs étaient-ils allés au bout de l'analyse des suites du coup de dame ? Certainement pas, puisque les Noirs, avec deux pions de plus maintenant, ne laissent pas la moindre chance à leur malheureux adversaire. Les conséquences d'une inhibition irréversible.

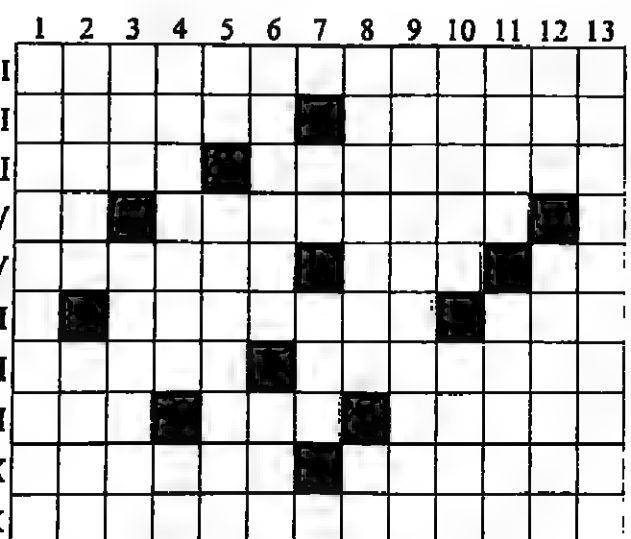
u) Sur le thème du coup dur, une innumérable application, une combinaison, très délicate, illustre de manière spectaculaire la règle en vertu de laquelle les pièces ne doivent pas être isolées pendant la partie, mais après la partie.

v) SOLUTION : 29-33 (20x29) 47-41 [envoi à dame] (17x46) 38-32 [la clé du mécanisme] (46x38) [et non (46x32)] et le pion 34 reste pions par 34x35, dame et +.

JEAN CHAZE

mots croisés

N° 630



HORIZONTALEMENT

1. Ce qu'il fallait éviter. - II. A en le prix. Gardera à l'œil. - III. On peut la voir au violon. Retrouvent leurs corps. - IV. Note. Sur le pont. - V. S'offre à chaque port. Se cultive. Pour le calife. - VI. Ainsi elle prend du repos. Habitude. - VII. Forts. Trains en longueur. - VIII. Communauté bouleversée. Monopole. Après la mise en boîte. - IX. Prendra des mesures. Grosse. - X. A l'avant-garde de l'avant-garde.

SOLUTION DU N° 629

Horizontalement
1. Proche-Orient. - II. Outrance. Tue. - III. Récouvratures. - IV. Tel. Anaire. - V. Es. Envie. Il. - VI. Anée. Niger. - VII. Vert. Mitons. - VIII. Ictères. Dég. - IX. Or. Tincal. Le. - X. Notent. Yémen. - XI. Subsistent.
Verticalement
1. Porte-avions. - 2. Ruées. Ecrou. - 3. Otol. Art. TB. - 4. Cru. Entérés. - 5. Havane. Rini. - 6. Enervements. - 7. Ocrai. Isc. - 8. Retient. Aye. - 9. Ur. Iodler. - 10. Etceigne. Me. - 11. Nue. Lenglen. - 12. Teste-raient.

FRANÇOIS DORLET

anacroisés

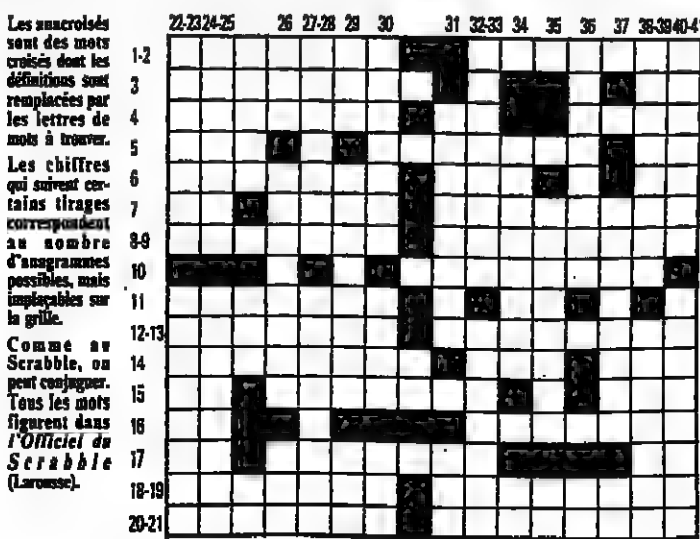
N° 632

HORIZONTALEMENT

1. AABGIRT. - 2. CCELLORY. - 3. AAEIMORS. - 4. AELMRSY. - 5. ADIOLITU. - 6. AAEILPS (+2). - 7. AAEINNST (+1). - 8. EELSTX. - 9. EINOOST. - 10. AAEIMNOS. - 11. EELMOP. - 12. BEORUUL. - 13. EELLSTT (+1). - 14. EIMOSSS. - 15. EEEENNN. - 16. DEEISTT. - 17. CEEFFIO. - 18. ADEILN. - 19. ABINNOSU. - 20. EPRESTU. - 21. EENRSUU (+1).

VERTICALEMENT

22. AGILOPT. - 23. EIMMORS (+2). - 24. AAEILMY. - 25. BEELNOTU. - 26. CEEEOPSU. - 27. AAEIMRUX. - 28. EGINOPR. - 29. EEEGILSU. - 30. EEEESTT. - 31. AAEILNSU. - 32. CEILOSSU (+1). - 33. EELRTU (+4). - 34. AAEIMORS (+1). - 35. EELLOST (+1). - 36. GILMMNOU. - 37. AAEIMNNT (+1). - 38. ABINNOS. - 39. INORSTT (+1). - 40. EENSTU (+2). - 41. EEEPSSTU (+1).



SOLUTION DU N° 631

1. ANOXÉMIE. - 2. BAISERA (ARABISE BAISERA BASERA EBRAS). - 3. BONIMENT. - 4. APRAXIE. - 5. IRANIENS. - 6. LANGUAGES. - 7. ENCORNER (RENONCER). - 8. EUPHÉMIE. - 9. INTERNE (NIENT RENIENT). - 10. FÉNEAIE (FARINÉE). - 11. ECRASANT (CRENATES...). - 12. SCANDERA (CANARDES ENCADRAS DRACENAS). - 13. NELUMBO. - 14. BELLOTTE (BOTTELLE). - 15. IRAQUEN (NIQUERAI QUINAIRE). - 16. URBANISA (RUBANAIS). - 17. URETÈRE. - 18. EVADERAS (DEVASERA). - 19. SUBAIGU. - 20. ABOLITIF. - 21. SABOULE malade (ABOULES ABSOLUE EBOULAS). - 22. ENROCHE (NOCHERS). - 23. ONANISTE (ETONNAIS SONATINE). - 24. NULLARD. - 25. EMMURERA. - 26. UNIMENT. - 27. INIMITEE. - 28. RETISSA (TRIASSE). - 29. TALERAS, meurtriers des fruits (RESALAT). - 30. ASEUEE. - 31. CRAMQUES (CRIQUAMES). - 32. APIÈCEUR (EPUCEUR APIEURIER). - 33. BOURRU. - 34. APRONIE. - 35. SANGRIAS. - 36. EXSANGUE. - 37. VRENI (NIVELER). - 38. AÉREMENT (ARRÉMENT). - 39. HOSTEAU (HOuates).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

SANS VISA

LA TABLE

Petit et salé

En garniture : des lentilles ou, mieux, des choux

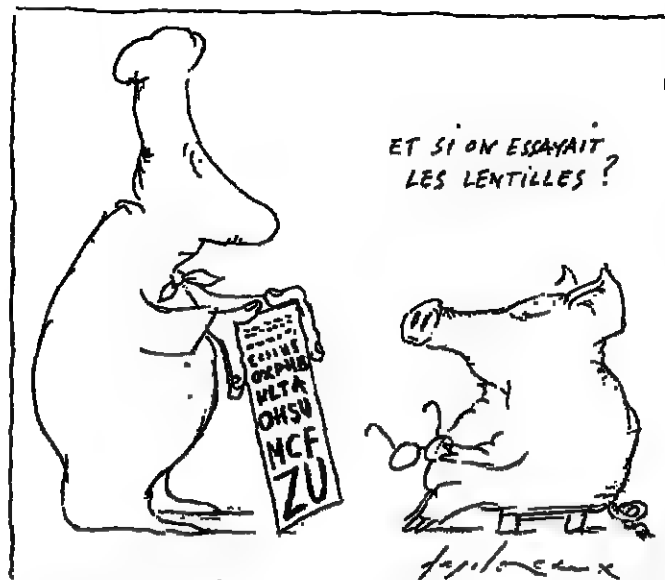
LORSQU'UN livre vous passionne, ne dit-on pas qu'on le déteste ? Pour moi, lorsque j'y trouve la citation d'un plat, l'évocation d'une recette, l'envie me prend souvent de me retrouver à table en leur compagnie.

Ainsi, des effluves alliacés flottent entre les pages du livre de Wanda Bannour sur Alphonse Daudet (éd. Perrin), et c'est bien normal. On rêve des rôtis gorgés d'huile d'olive et tartarines d'ail cuit sous la cendre et on partage avec l'auteur de Tartarin l'oli arrosé de châteaufort-du-pape (pourquoi pas à La Régulière de la rue Mistral, à Fontvieille, tél. : 90-97-60-22). Mais, surtout, j'aurais voulu partager ce repas de la rue de l'Université, chez les Daudet, où l'on avait dîné ce soir-là d'escargots, de petit salé aux lentilles, avant un flan à l'abricot.

Et j'ai eu, tout soudain, envie d'un petit salé !

Le petit salé, ce sont des morceaux de porc (plat de côtes, travers, échine, os de quasi encore garni de viande) mis dans l'ébattage soit en saumon sèche (du gros sel, du salpêtre, un peu de sucre), soit en saumure liquide. Dans son Livre de la viande, M. Georges Chaudieu conclut : « Le petit salé est par excellence le casse-croûte des pêcheurs, des chasseurs : on le mange sur le pouce au comptoir de bistrot. »

Sans doute. Mais il peut être aussi un plat familial.



Et, si le Petit Robert donne en exemple le petit salé aux lentilles, le Dictionnaire de l'Académie des gastronomes précise : « La garniture classique (et savoureuse) du petit salé, ce sont les choux. Il n'en est pas moins bon aux lentilles. »

Enfin un Dictionnaire de gastronomie mondiale nous ramène à l'ar-80 familial : petit salé = petit enfant / Passons.

Las ! au restaurant, et en dehors des garnitures choucroutées, il est

Pour satisfaire mon envie de petit salé, j'ai consulté les cartes. Et noté d'abord qu'il avait son enseigne. Eh oui ! au 99 de l'avenue des Ternes, à l'enseigne du Petit Salé, vous le trouverez quotidien et quasi seul sur la carte, accompagné de lentilles, pour un repas rapide et honnête, tous les jours et toute l'année (tél. : 45-74-10-57).

J'aurais pu, aussi, pousser jusqu'à Gif-sur-Yvette et, au Bœuf à Six Pattes (sur la N 118, sortie Centre universitaire, tél. : 60-19-34-13), découvrir le petit salé grillé garni de frites, arrosé d'un jus de viande. Mais je suis un classique, et surtout j'aime mes habitudes. Alors, je vais Chez Georges (273, boulevard Pereire, tél. : 45-74-31-00), où le petit salé aux lentilles fait partie des « quatre grands », servis chaque jour et tranchés devant le client, affamé rien qu'à leur vue. Ou chez Pierre, au Palais-Royal (10, rue de Richelieu, tél. : 42-96-09-17), où le petit salé (salé frais maison) est, aux choux, souvent à la carte. Arrosez-le d'un morron 1989 de Jean Foillard et vous revivrez un instant (de bonheur) le repas d'Alphonse Daudet !

PS. - Et j'oubliais le petit salé aux lentilles du mercredi aux Charpentiers, le charmant restaurant du 10, rue Mabilloy, Paris-6 (tél. : 43-26-30-05).

LA REYNIÈRE

Tunis entre médina et Halfaouine

Suite de la page 17

Epoque des bateleurs, petit Pigeon de l'air ou l'on venait s'encanailler, où les vendeurs de légumes défilent leurs échoppes le soir aux danses du ventre, et où les garçons bouchers rejoignent Tartarin tandis que les épiciers sortent leurs luths, Bab Souika et Halfaouine étaient une vaste et vivante scène, l'envers de l'étonnante médina.

Est-ce au nom de ce passé troublant que l'aménagement contemporain, après avoir dévolu Bab Souika au commerce, a accordé Halfaouine à la culture ? La décision, immédiate, de construire pour les troupes du Théâtre national tunisien un dispositif « léger » de sept cents places dans la cour du palais Khaznadar après sa restauration amènera une composante inédite dans le melting-pot du quartier. Avec le surnom de « Shakespeare », les louards n'ont-ils d'ailleurs pas déjà intégré Mohammed Driss dans les hautes figures de la place.

Courage, réalisme, ou simple logique, l'érection lourde de symbolique, en ces temps de glaci-ation, d'une scène dédiée au peuple et toute de culture pro-fane, face à la mosquée Saheb Ettabaï, n'est-elle pas de tolérance rite anéanti, ne peut laisser froid. De la terrasse du palais Khaznadar, parfait observatoire au soleil couchant, où l'appel du muezzin se mêle aux rengaines des cafés voisins, peu nombreux sont ceux que l'on voit lâcher leur jeu de cartes ou leur narguilé pour se rendre d'un pas lent à leurs dévotions. Comment s'inscrivent-ils à la scène et au public ?

On vérifiera aisément la tradition frondeuse d'Halfaouine à la même heure en médina, où

ruelles et impasses environnant la mosquée des Teinturiers font le plein. Cette indéfinissable réis-misation amène une reprise en main des lieux de culte, des medersas (10) ou des oratoires de quartier. C'est tout un pan décisif du patrimoine qui se trouve ainsi à nouveau protégé alors qu'il y a vingt ans encore, au nom de la lutte contre la religion ou la superstition, aucune zaouia (11) n'était à l'abri de la disparition. Une renaissance qui apporte une note inattendue dans les efforts associatifs de réhabilitation de la vieille ville.

● Livres. - Outre l'indispensable la Médina de Tunis, de Jellal Abdelkafi, dont la réflexion débouche le seul cadre de la vieille ville pour aborder les rapports plus généraux de l'urbanisme avec la culture et la politique, on consultera en Tunisie le Tunis de Jellal Abdelkafi (Sud Éditions), ainsi que le délicieux la Médina de Tunis, petit livre « animé » et déjà savant, dont la qualité des textes, des illustrations et des montages en carton rendra la curiosité des amateurs de livres pour enfants (disponible aux Éditions de la Méditerranée, 3, rue de Hollande à Tunis, en attendant sa diffusion en France, prévue en février prochain par Hachette). Les curieux parcourront en outre le Tunis et Alger au XVIII^e siècle de Ventura de Paradis (Sindbad, 292 p., 120 F) ou, dans un tout autre genre, Médina et errance de Mohammed Kerrou, l'ouverture de Tunisie au quotidien, le dernier dossier de la revue Sociétés (Dunod).

● Restaurants. - La Dar el Jeld joue doublement la carte de la réha-

bi-tation : celle du palais qu'il occupe, récemment restauré avec un goût sûr, et celle de la cuisine tunisoise, dans la grande tradition familiale, vraie cuisine de femmes. On y trouve, le plus souvent en exclusivité : silet blanchi (canapé avec machouia, thon et œufs), tagine tunisien (soufflé à la cervelle, très différent de son homologue marocain), oja gratinée, couscous de poisson aux coings et aux raisins, ou le kerkaj (friture de légumes) au foie d'agneau. Nombreux desserts « redécouverts » : zreiga (crème pâtissière recouvrant des doigts de fatma aux amandes), assida (aux pignons de pins noirs de la frite du Moule), curte (fouillat aux fruits secs), ou makhouks (semoule, dattes et raisins secs). Repas à la carte pour l'équivalent d'environ 150 F. 5, rue Dar-El-Djeld. Tél. : 260-9116 ou 567-130. Pour une plus simple grille de s'arrêter au Am Hassan, le plus vieux établissement de la médina, 2, souk Sekajine.

● Transports. - L'automne est l'une des meilleures saisons pour visiter la médina de Tunis et ses faubourgs, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg et Toulouse, sont reliés à Tunis par des vols réguliers Air France ou Tunisair. Aller et retour Paris-Tunis en vols « vacances » ou équivalent à partir de 2 030 F. La formule Jumbo avec une nuit d'hôtel à Tunis (tél. : 43-29-35-50) coûte 1 950 F. De nombreux vols affrétés existent à partir de ces mêmes villes : aller et retour Paris-Tunis notamment par Haves (1 440 F.), tél. (1) 42-61-80-50, et par Nouvelles Frontières (1 400 F.), tél. (1) 42-73-10-64.

● Renseignements. - Office de tourisme tunisien à Paris : 32, avenue de l'Opéra 75002, tél. (1) 47-42-72-67. A Tunis : 1, avenue Mohamed-V, tél. : 341-77, indicatif téléphonique de Tunis : (19) 2161.

Carnet de route

sonne n'aurait voulu il y a dix ans sont devenues chères, et nous devons veiller au risque de les voir dépecées et vendues en morceaux.

Il demeure une hésitation devant la mise, mais un « phénomène Marais » est en train de se produire, confirme pour sa part Jellal Abdelkafi. Jusqu'alors la médina a montré sa formidable capacité à digérer toutes les pressions que l'on exerçait sur elle, et les nouveaux bâtiments s'y sont intégrés d'emblée. Elle demeure pour nous une leçon permanente d'architecture, pour la simple raison qu'elle est éternelle.

JEAN-LOUIS PERRIER

(10) Ecole dépendant de l'autorité religieuse.

(11) Demeure-tombau d'une sainte personne.

Aux quatre coins de France

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime au sec et moelleux.
J. LABAT-LABONNETTE, 64110 JURANÇON.
Tarif sur demande.

LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE
se sont associés pour que vous puissiez constituer votre CAVe en une seule commande (Bordeaux, champagne, bourgogne, val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs au GIE Club des Écoles
au GIE Club des Écoles
Lycée viticole, 71060 DAVAYE
Tél. : 85-35-85-92.

GASTRONOMIE

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^h DU MATIN.

LA CHAMPAGNE
Le grand brasseur de la mer
Vivre de l'homme et de la langouste
10 km, place de Chilly
Paris 9
Réservation : 45.74.44.78

CHEZ HANSI
La grande brasserie alsacienne
3, place du 18-Juin-1940
Paris 6^e
Ange Monopoles
Rue de Valenciennes
Tél. : 45.48.86.43

MAROC CONTACT

La liberté a son club
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur	Provence
06400 CANNES HOTEL LIGURE ****NN 5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275 FAX 93-39-19-48 A 300 mètres de la mer, piscine et de plage. Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.	AIX-EN-PROVENCE HOTEL RESIDENCE Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée. Prestations de qualité. L'HOTEL PARTICULIER Tél. : 43-38-29-92.
NICE HOTEL LA MALMAISON Rue de la République Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR, PAR SATELLITE Restauration de qualité. 45, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-87-63-56 - Tél. 478-610. Téléphone 93-16-17-99.	04800 GREOUX-LES-BAINS L'automne en Provence HOTEL VILLA BORGHESE *** Ouvert jusqu'au 26 novembre RESTAURANT DE QUALITÉ TV PAR SATELLITE CLUB DE BRIDGE Toursnois - Stages - Cours CENTRE REMISE EN FORME Forfaits - Ligne et forme ANIMATION GOLF Tél. : 92-78-00-91 - Fax : 92-78-09-55.
NICE HOTEL VICTORIA *** 33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél. 93-82-39-60 Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin. Chambres TV couleur câble. Téléphone direct, minibar.	DROME PROVENÇALE (PRIX D'HIVER) Paris/4 h par TGV (Montélimar). AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBREUS. Grand confort - Calme - Soleil S. à M. non fumeur. Cuisine sans préten-tion, mais bonne, à tendance diététique. Salle de musc, sauna, UVA Mireille Colombe. 26110 Nyons - Tél. : 75-26-18-89.
Montagne 05350 SAINT-VÉRAN Alpes-Alpes, par tél. de Champs 2 040 m., site classé du XVIII ^e siècle. Été-hiver, plus haute comm. d'Europe. 2 hôtels 2 étoiles L'agréable de France Piscine, tennis, billard, sal. repos. Meublés, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres LE VILLARD tél. : 92-45-43-08. LE BEAUREGARD tél. : 92-45-62-62. FAX : 92-45-80-10.	Suisse ST-MORITZ (Engadine) Kulm - Hôtel L'hôtel 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre mondain et sportif. CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 (11 51). FAX : 3 27 38.
Paris SORBONNE HOTEL DIANA ** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.c., TV couleur. Tél. direct. De 280 à 420 F. - Tél. 43-84-92-55.	

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

BOURGIGNONNES	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	ARTOIS ISIDORE - 42-25-01-10	DANOISES ET SCANDINAVES	INDIENNES	ITALIENNES
CHEZ PIERROT , 18, rue E.-Marcel, Tél. : 45-08-05-48/17-64. F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.	RELAIS BELLMAN , 37, r. François-I ^{er} , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.	LYONNAISES LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M ^o Maubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	L'APPENNINO , 61, rue Amiral-Mouchet, 14 ^e . 45-89-08-15. F/dim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.
CREOLES	CATALANES	ETHIOPIENNES	ENTOTTO	SAPNA	VIETNAMIENNES
LA VILLA CRÉOLE , 19, rue d'Audoubert, 47-42-64-92. Reconn. Botin Gourmand - Plaque le soir F/samedi-midi et dim.	LA COUR COLEBERT , 12, rue Hédou-Colbert (9 ^e). 43-54-61-99. T.L.J. Hôtel XVII ^e authent. PMR 200 F.	ETHIOPIENNES 45-87-08-31. F/dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Dorowit, Beyengetou av. l'Indjara.	ENTOTTO 45-87-08-31. F/dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Dorowit, Beyengetou av. l'Indjara.	SAPNA 160, r. de Charanton, 12 ^e . F/dim. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.	NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 21 septembre

TF 1

PRATIQUE COMPLET ASTUCIEUX SÉRIEUX FIABLE

EDITE PAR QUE CHOISIR

PLAY QUE CHOISIR

TOUT SAVOIR SUR L'HERITAGE

EN VENTE ACTUELLEMENT

- 20.35 Variétés : Tous à la Une. Avec Michel Sardou, Elsa, Yves Duteil, Kim Wilde, Jacques Villeret, Dick Rivers...
- 22.35 ► Magazine : 52' sur la Une. La reine d'Océanie.
- 23.35 Série : Madame SOS.
- 0.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.40 Série : Profession comique. D'André Halimi. A vos ordres.
- 21.50 ► Caractères.

M 6

- 20.35 Magazine littéraire de Bernard Rapp. Belles et beaux mémoires. Invités : Françoise Giroud (Leçons particulières), Françoise Verry (Le plus beau métier du monde), Maurice Nadeau (Grâces leur soient rendues), Olga Horová (Moi, j'aime les acteurs), Eric Kahane (Une journée sur la Terre, de Maurice Grodjas).
- 23.05 Journal et Météo.
- 23.25 Cinéma : Guerre et amour. ■■ Film américain de Woody Allen (1975) (v.o.).

FR 3

- 20.35 Magazine : Thalassa. Marea de tous les dangers.
- 21.35 Feuilleton : Le roi de Patagonie. (2^e épisode).
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.50 Magazine : Mille Bravo. De Christine Bravo.
- 23.50 Magazine : Musicales. Echos des festivals : la grange de Meslay.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Meurtre à Atlantic City.
- 22.05 ► Documentaire : Scandales à Hollywood.
- 23.00 Cinéma : Les Incorruptibles. ■■■ Film américain de Brian De Palma (1987).
- 0.50 Cinéma : Les eaux printanières. ■ Film italo-français de Jerzy Skolimowski (1983) (v.o.).

LA 5

- 20.40 Téléfilm : Les ordres et la loi.
- 22.25 Série : L'inspecteur Derrick.
- 23.35 Série : Thriller.

0.00 Journal de minuit.

- 20.35 Téléfilm : Affaire classée.
- 22.10 Téléfilm : Le complot du silence.
- 0.00 Magazine : Avec ou sans rock.

LA SEPT

- 20.30 Documentaire : Roméo et Julia. De Beata Postnikoff.
- 20.55 Série : Grafik (Les bre-telles).
- 21.00 Téléfilm : Le piège.
- 22.40 Série : Grafik (Homage à Molière).
- 22.55 Série : Portraits (La trempette).
- 23.10 Théâtre : Je me souviens.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Enfantillages.
- 21.30 Black and blue.
- 22.40 Nuits magnétiques. Naissance.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Palais de la musique et des congrès de Strasbourg) : Duo per Bruno, Voci, Anie, Puppenspieler nr 1, Puppenspieler nr 2, de Donatoni, par l'Orchestre symphonique de la Rai de Turin, dir. Jose Ramon Encinar ; sol. : Sarah Leonard, soprano ; Harrie Starreveld, flûte.
- 23.07 Pousières d'étoiles. Cameta d'or.

Samedi 22 septembre

TF 1

- 14.30 La Une est à vous.
- 15.45 Tiercé à Evry.
- 15.55 La Une est à vous (suite).
- 16.00 Série : Joëlle Mazart.
- 17.05 Divertissement : Mongo Dingo.
- 17.40 Magazine : Trente millions d'amis. Un ministre à cheval : Le facteur abolit toujours deux fois. La ferme-spectacle de Saint-Fargeau.
- 18.10 Série : Paire d'as.
- 18.55 Série : Marc et Sophie.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
- 20.40 Variétés : Succès fous. Emission présentée par Christian Monni, Philippe Rissol et Patrick Roy.
- 22.25 Série : Colombo.
- 23.40 Magazine : Formule sport.
- 0.35 Journal et Météo.

A 2

- 14.10 Magazine : Animalia. Sur les traces de Dana Fossey.
- 15.00 Magazine : Sports passion. Tennis : Coupe Davis (France-Angleterre). Golf : Challenge Greg Norman.
- 17.00 Club Sandwich.
- 18.05 Hit NRJ.
- 18.45 Magazine : Télé-zébre. Présenté par Thierry Ardisson. Une mini-chaîne de télévision inventée par un as des variétés.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard.
- 21.50 Variétés : Étoile-palace. Présenté par Frédéric Mitterrand.
- 23.25 Spécial Guesch Patti : La 4^e Biennale de la danse de Lyon. Avec Guy Deroit, Cyd Chanson, Stanley Doren, Ute Lemper, Johnny Hallyday, Carolyn Carlson, Patrick Dupond, Brygida Ocham, Angéline Preljocaj, Francis Marner, Lucinda Childs, Bella Lewitzky, Anna Kisselgoff, Marta Mendonça et la Jazz Tap Ensemble, Pat Cannon.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.40 Série : Drôles de dames.
- 2.00 Magnétophone : Basket. Tournoi de Charleston (90 min).

FR 3

- 14.00 Magazine : Rencontres. L'échec scolaire, un mal inhérent à l'immigration ?
- De 15.00 à 18.56 La Sept
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La Sept
- 0.00 Série rose : La dame galante.

0.30 Sport : Tennis.

- Coupe Davis : France-Angleterre.

CANAL PLUS

- 15.25 Série : Deux solistes en duo.
- 16.15 Cinéma dans les salles.
- 16.40 Série : Zorro.
- 17.05 Les superstars du catch.
- 18.00 En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Pour le meilleur et pour la mort. De Chas Thomson, avec Stefanie Powers, Hunt Block. Une lutte acharnée pour le bonheur.
- 22.00 Spectacle : Le monde du cirque. De John Moffitt.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Razorback. ■ Film australien de Russel Mulcahy (1984). Avec Gregory Harrison, Arliss Whiteley, Bill Kerr.
- 0.30 Cinéma : Australia. ■■ Film italo-franco-suisse de Jean-Jacques Andrien (1988). Avec Fanny Ardant, Jeremy Irons, Agnès Soral.

LA 5

- 14.30 Série : La belle et la bête.
- 15.20 Série : Au cœur du temps.
- 16.05 Chasseurs d'ombres.
- 17.00 Série : La cinquième dimension.
- 17.30 Série : Supercopier.
- 18.30 Jeu : Télé-contact.
- 19.00 Journal images.
- 19.05 Divertissement : Les mordus de la vidéo.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.34 Téléfilm : Myriam. De Peter Adam, avec Götz George, Eberhard Fek, Schumanns enquête au carrefour de la fête.
- 22.20 Sport : Football. Résultats du championnat de France.
- 22.25 Série : Deux flics à Miami.
- 23.20 Magazine : Désir.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.10 Sport : Football. Résultats du championnat de France.

M 6

- 14.45 Série : Laramie.
- 15.30 Série : Poigne de fer et séduction.
- 16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Rwanda gonfle.
- 16.15 Série : Section 4.
- 17.10 Série : L'homme de fer.
- 18.00 Informations :

M 6 express.

- 18.05 Variétés : Multitop.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 6.
- 20.35 Téléfilm : La mort à retardement. De Jeff Bleckner, avec Keith Canfield, Karl Malden. Un bien triste héritage.
- 22.15 Téléfilm : Milady. De François Leterrier, avec Jacques Dufilho, Claude Giraud. Les aventures d'une jument.
- 23.40 Six minutes d'informations.
- 23.48 Variétés : Rap line. Emission présentée par Olivier Cachin.

LA SEPT

- 15.00 Magazine : Dynamo.
- 15.30 ► Documentaire : De feuilles et de terre.
- 16.20 Série : Grafik.
- 16.40 Documentaire : Portraits.
- 16.55 Documentaire : From the history of jazz.
- 17.55 Série : Graphic.
- 18.00 Magazine : Mégamix.
- 19.00 Documentaire : Boulez XX^e siècle.
- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel (8).
- 22.00 Soir 3.
- 22.15 ► Théâtre : Je me souviens.
- 23.00 Documentaire : Témoins-Kielce.
- 0.00 Grafik.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Alan Sorel, écrivain.
- 20.45 Dramatiques. La mémoire d'Ariane, de Michaël Dax-Florentin ; Tolstoi la nuit, de Pascal Roca.
- 22.35 Musique : Opus.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Opéra (donné le 13 mai au Théâtre national de Munich) : Nabucco, opéra en quatre actes, de Verdi, par le chœur et l'orchestre du Bayerische Staatstheater, dir. : Friedrich Steinberg ; sol. : Eduard Tunesjan, Vincenzo Ambrosio, Paola Buruchulade, Julia Varady, Shirley Clossa, Guido Goetzner, Jan Vack, Georgina von Benza.
- 23.05 Pousières d'étoiles.

Dimanche 23 septembre

TF 1

- 10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
- 11.20 Magazine : Auto-moto.
- 11.50 Jeu : Tournez... manège.
- 12.25 Jeu : Le juste prix.
- 12.55 Météo et Journal.
- 13.25 Divertissement : Vidéo-gag.
- 14.55 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 du Portugal, en direct d'Estoril.
- 16.50 Tiercé à Longchamp.
- 16.55 Dessins animés : Disney parade. Séries : Deux pères et demi ; Salle de match.
- 18.15 Magazine : Téléfoot.
- 19.00 Magazine : 7/7.
- 19.50 Loto sportif.
- 20.00 Journal.
- 20.35 ► Cinéma : La vache et le prisonnier. ■ Film français d'Henri Verneuil (1959).
- 22.40 Cinéma : L'homme des hautes plaines. ■■ Film américain de Clint Eastwood (1973).
- 0.35 Journal et Météo.

A 2

- 10.30 Le jour du Seigneur.
- 11.00 Messe, célébrée en la paroisse Saint-Sulpice, à Aulnay-sous-Bois.
- 12.00 Virades de l'espoir. (et à 13.15, 15.50, 17.30, 18.25). Marathon en faveur de la lutte contre la mucoviscidose.
- 12.05 Dimanche Martin.
- 13.00 Journal et Météo.
- 13.20 Dimanche Martin (suite).
- 14.55 Série : Mica Gyver.
- 15.45 Dimanche Martin (suite).
- 16.35 Documentaire : L'Odyssée sous-marine. Expérience Précontinent.
- 17.35 Sport : Cyclisme. Grand Prix des nations.
- 18.30 Magazine : Stade 2. Tennis : Coupe Davis ; Cyclisme : Grand Prix des nations ; Football : Championnat de France ; Rugby : Championnat de France ; Basket-ball : Championnat de France ; Hand-ball : Championnat de France ; Les résultats de la semaine.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Série : Les cinq dernières minutes. Sang à l'heure.
- 22.10 Feuilleton : Nord et Sud (dernier épisode).
- 23.40 L'œil en coulisses. Jack Lang ; Couple d'acteurs ; Marcel Marceau ; Coiffures pour dames.
- 0.40 Journal et Météo.

FR 3

- 10.30 Magazine : Mascarnes.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Magazine : Musicales. Echos des festivals : La Roque d'Anthéron.
- 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Tennis : Coupe Davis (France-Angleterre), en direct de Londres, ou Open Clarins (finale), au Racing-Club de France.
- 17.30 Magazine : Montagne. Les bulles de la nuit.
- 18.00 Amuse 3.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.35 Série : Les grands.

- Les Beatles : La décennie des deux lunes. Portrait d'une génération.
- 22.10 Magazine : Le divan. Invité : Max Gallo.
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.45 Cinéma : Orphée. ■■ Film français de Jean Cocteau (1949).
- 0.15 Sport : Tennis. Open Clarins (finale), au Racing-Club de France.

CANAL PLUS

- 10.30 Cinéma : Les Incorruptibles. ■■■ Film américain de Brian De Palma (1987).
- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Michel Leeb.
- 13.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.
- 14.00 Téléfilm : La force de l'amour. De Sharon Miller.
- 15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
- 16.35 Série : Zorro.
- 16.55 Bridge. Championnat du monde par équipes.
- 18.00 Cinéma : Mica et moi. ■■ Film américain de Stewart Raffill (1989).

En clair jusqu'à 20.30

- 19.35 Flash d'informations.
- 19.40 Dessins animés : Ça cartoon.
- 20.25 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled.
- 20.30 Baptême. ■■ Film français de René Féret (1989). Avec Valérie Stroth, Jean-Yves Bertelot, Jacques Bonnot.
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.35 Magazine : L'équipe du dimanche (suite). Football : Flash sport ; L'événement ; Football américain.
- 1.05 Cinéma : L'invité surprise. ■■ Film français de Georges Lautner (1989). Avec Eric Blanc, Victor Lanoux, Jean Carmet.

LA 5

- 11.05 Série : Shérif, fais-moi peur.
- 12.05 Série : Wonder woman.
- 13.00 Journal.
- 13.35 Téléfilm : Echec à l'organisation.
- 14.55 Feuilleton : Docteur Teyran (2^e épisode).
- 16.35 Téléfilm : Enlèvement par procuration.
- 17.55 Série : La loi de Los Angeles.
- 18.45 Journal Images.
- 18.50 Série : L'enfer du devoir.
- 19.45 Journal.
- 20.40 Drôles d'histoires.
- 22.30 Cinéma : La veuve noire. ■■ Film américain de Bob Rafelson (1988).
- 0.30 Le Journal de minuit.

LA 6

- 10.40 Dessin animé : Kidd vidéo.
- 11.05 Documentaire : « Tapis rouge » ou le cirque du soleil. De Mirella Lacombe et Pascal Mourier.
- 11.55 Infoconsommation.
- 12.00 Informations : M 6 express.

- 12.05 Magazine : Sport 6 première.
- 12.15 Série : Mon ami Ben.
- 12.40 Série : L'ami des bêtes.
- 13.30 Madame est servie (rediff.).
- 13.55 Feuilleton : Dynastie.
- 15.25 Série : Sam et Sally (rediff.).
- 16.15 Série : Médecins de nuit (rediff.).
- 17.10 Série : L'homme de fer.
- 18.00 Informations : M 6 express.
- 18.05 Série : Clair de lune.
- 18.55 Magazine : Culture pub.
- 19.25 Série : Les années coup de cœur. Six minutes d'informations.
- 19.54 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 6.
- 20.35 Téléfilm : Le journal d'Anne Frank. De Boris Segal. Une histoire bouleversante.
- 22.25 Six minutes d'informations.
- 22.30 Capital.
- 22.35 Cinéma : La jeune fille aux bas nylon. ■■ Film italien de Joe d'Amato (1988).
- 0.10 Six minutes d'informations.
- 0.15 Médecins de nuit (rediff.).
- 1.10 Musique : Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 13.00 Série : Objectif amateur (2).
- 13.30 Documentaire : Histoire parallèle.
- 14.30 Téléfilm : Le village sur la frontière (dernière partie, v.o.).
- 16.30 Documentaire : Klaus Fuchs, espion atomiste.
- 18.00 Musique : Orchestre symphonique.
- 19.35 Musique : Johannes Brahms.
- 20.00 Documentaire : Histoire de la bande dessinée (3) (v.o.).
- 20.30 Cinéma : Les olivados. ■■■ Film mexicain de Luis Bunuel (1950).

21.45 Court métrage :

- L'île des fleurs.
- 22.00 Court métrage : Churrascara Brasil.
- 22.15 Court métrage : Voyage vers la naissance.
- 22.30 Cinéma : Au revoir les enfants. ■■ Film français de Louis Malle (1987).
- 0.10 Court métrage : Eponine.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique.
- 22.35 Musique : Le concert.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct de la salle de musique de chambre de la philharmonie de Berlin) : Variations Goldberg BWV 998, de Bach, par Andreas Scholl, piano.
- 23.00 Pousières d'étoiles.

De lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER

« ZAPPING »

Une émission de radio qui parle de la télévision

Présentée par GILBERT DENOYAN et ALAIN COJEAN avec la collaboration de « Le Monde ».

Audience TV du 20 septembre 1990 Le Monde / SOFRES/NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	47,8	Santa Barbara	Mac Gyver	Actu. rég.	Nulle part	Je compte...	Fête...
		17,4	10,4	16,1	1,1	0,7	1,9
19 h 45	50,5	Roue Fort.	Drôles...	19-20 info	Nulle part	Journal	Rosanne
		21,6	7,9	11,9	2,6	3,1	3,2
20 h 16	64,5	Journal	Journal	La Classe	Nulle part	Journal	Mad. servie
		25,0	16,2	8,7	2,7	5,3	6,3
20 h 55	70,4	Foot	Env. spée.	Fille de Ryan	Fair Game	Confes. nuit	Gda ces petits
		24,7	16,0	13,0	2,6	7,8	7,0
22 h 08	58,0	Foot	Cadavres exq.	Fille de Ryan	L'arme fatale	Confes. nuit	Gda ces petits
		25,0	8,4	12,0	1,5	5,1	7,2
22 h 44	34,4	Ex-Libris	Cadavres exq.	Fille de Ryan	L'arme fatale	Reporters	Les anges...
		5,6	9,3	11,7	1,1	3,9	2,5

ÉCONOMIE

SECTION C

24 La crise de l'agriculture
Les pays de la zone franc et le prix du pétrole

25 L'Algérie cherche à restructurer sa dette
Le rapport de la CNUCED

26 Communication : les périphériques sur la FM
28 Marchés financiers

BILLET

Des préfets aux affaires

L'arrivée à la direction générale de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) du préfet Raymond-François Le Bris, qui succède à ce poste prestigieux à un conseiller d'Etat, M. François Esig, pose à nouveau, sous une lumière brève, la question de savoir où se situe la frontière, pour les hauts fonctionnaires, entre le service public et la carrière personnelle. A la différence d'autres sociétés privées, entreprises publiques, banques ou organismes professionnels ou patronaux dirigés aujourd'hui par de hauts fonctionnaires qui ont préféré les affaires à l'Etat, les chambres de commerce et d'industrie, depuis une loi de 1898, sont des établissements publics. Il n'empêche : dans les faits, ces institutions représentent le monde et le lobby des entreprises ou des affaires et défendent, bien naturellement, leurs intérêts, qui ne recouvrent pas nécessairement l'intérêt national ou les priorités d'une région. De surcroît, le nouveau directeur général de la CCIP exerceait depuis quatre ans les fonctions de préfet de Seine-Saint-Denis, un département qui fait précisément partie de la circonscription de la chambre de Paris. Celui-ci, hier encore, exprimait, en théorie du moins, au nom de l'Etat, l'intérêt général et pouvait apparaître aux partenaires sociaux comme un recours pariair d'Etat, sur le même territoire, le langage des milieux économiques dirigeants et, donc, d'intérêts catégoriels. Sans que la personnalité de M. Le Bris soit mise en cause (on s'accorde à reconnaître ses qualités de fermeté et de doigté en fonction des circonstances), il peut y avoir, pour ceux qui ont encore une conception intrinsèque du service public, héritée de Michel Debré, quelque chose d'étonnant, voire de choquant. Les « transuges » de la haute fonction publique dans les institutions consulaires ne sont, en définitive, pas légion, puisqu'on les compte sur les doigts des deux mains. A l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACCFI), en tout cas, la tradition est respectée. En succédant à la présidence à M. Pierre Netter, l'année dernière, M. Philippe Clément a fait venir avec lui M. Jacques Corbon, préfet dans la plus pure tradition, ancien directeur du cabinet de M. Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur. Son prédécesseur était, lui aussi, un préfet, M. Laurent Chazal. « L'intérêt public et le sens de l'Etat, je connais », dit M. Jacques Corbon. « J'ai été l'un des plus jeunes préfets de France. Si le CNPFF représente le patronat, les chambres de commerce et d'industrie représentent, elles, l'ensemble des entreprises et, donc, l'économie du pays. Sommes-nous loin de l'intérêt général ? » Question politique autant que déontologique.

Les difficultés de Polly Peck accentuent la baisse de la Bourse de Londres

La chute du groupe Polly Peck, dont les activités vont de l'agroalimentaire à l'électronique, a entraîné, jeudi 20 septembre, une forte baisse de la Bourse de Londres qui a atteint son niveau le plus bas depuis février 1989 (lire page 28). Polly Peck a été une des valeurs vedettes des années 80. Lorsque les cotations ont été interrompues, jeudi 14 h 21, l'action Polly Peck valait l'équivalent de 10 francs contre 24 francs à l'ouverture de la séance. La capitalisation boursière totale du groupe avait été réduite en quelques heures de plus de moitié, passant d'environ 10 milliards à 4,8 milliards de francs.

LONDRES

Polly Peck est un ensemble disparate créé de toutes pièces par un homme d'affaires chypriote turc, M. Asil Nadir. Né il y a 47 ans à Famagouste, dans le nord-est de l'île, ce dernier a quitté très jeune son pays

d'origine pour s'installer en Angleterre. Il y a fait fortune dans le commerce des fruits en développant considérablement une entreprise qu'il avait créée à Chypre au début des années 60. M. Nadir est rapidement devenu le principal importateur de citrons, oranges et pamplemousses du Royaume-Uni. Il a alors acquis Del Monte (conserves alimentaires) puis s'est tourné vers l'électronique (Sams). L'action Polly Peck valait environ 1 franc en 1980. Elle a connu un formidable essor au cours de la décennie écoulée puisqu'elle oscillait au début de cette année autour de 25 francs. Polly Peck était cependant un conglomerat instable, à cheval sur l'alimentation (il faut y ajouter encore Pizza Hut), l'appareillage électrique (Russell Hobbs) et l'électronique. Très secret, M. Nadir lui-même semble s'être livré ces derniers temps à des opérations douteuses. Il y a un mois, il avait annoncé un « management buyout », c'est-à-dire qu'il s'appropriait à racheter lui-même son groupe, dont il n'est actionnaire qu'à hauteur de 28 %. Puis, il a changé d'avis. Et, le 19 septembre, les inspecteurs du Bureau des fraudes importantes ont

envahi les locaux du holding qui contrôle Polly Peck, à Berkeley Square, et saisi des centaines de documents. Dès que cette intervention de la police a été connue, jeudi à la Bourse, les rumeurs les plus fantaisistes se sont répandues (depuis l'annonce d'une OPA de M. Nadir sur le groupe Lonhro... jusqu'à son assassinat). Conséquence : l'action Polly Peck s'effondre, entraînant l'indice Footsie, qui perd plus de 48 points en une seule séance et retrouve ainsi son niveau de février 1989. La chute de M. Nadir pourrait avoir des répercussions en Turquie, où celui-ci possède des entreprises d'électronique, des hôtels et des journaux. Le gouvernement d'Ankara est apparemment intervenu pour demander à la Grande-Bretagne des explications sur une campagne de dénigrement contre M. Nadir qui serait menée par des Chypriotes grecs. L'intéressé a été longuement interrogé jeudi soir par les inspecteurs du Bureau des fraudes importantes.

DOMINIQUE DHOMBRES

Pour bénéficier d'exonérations de charges sociales

Une filiale de la Sedri aurait abusé des contrats de qualification

Alors que le tribunal de Nanterre a prononcé, jeudi 20 septembre, la mise en liquidation de la Sedri, une société de services télématiques incapable de tenir les engagements pris à l'égard de 25 000 commerçants, une filiale de cette même société, Boss Technologies, aurait eu recours à des contrats de qualification dans des conditions contestées par les salariés concernés. Ces contrats permettent aux entreprises de bénéficier d'exonérations de charges sociales.

Sedri, créée en 1987 pour assurer les besoins de formation du groupe. Les deux salariés doivent attester leur présence en formation conformément à un contrat de qualification d'une durée de 24 mois dont ils affirment découvrir alors l'existence. Tous deux ont en effet été embauchés sur un contrat à durée indéterminée (CDI) signé en bonne et due forme. « En signant notre CDI, Boss Technologies nous a demandé de signer également des papiers lui permettant d'être exonérée de charges sociales si elle nous octroyait une formation, explique M. On ne nous a pas parlé de contrat de qualification. »

L'Agence-PME d'Amiens, organisme paritaire chargé de gérer les dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes, a bien deux contrats de qualification à leur nom. Tout comme la direction départementale de travail de Lille. Tous deux dépendent de contrats à durée indéterminée. Pourtant les deux documents existent, ils ont été remis aux deux titulaires. Sur les techniciens de Boss Technologies, 95 d'entre eux, âgés de moins de vingt-cinq ans, auraient ainsi un double contrat.

Après quatre années de croissance époustouflante, la Sedri, cette société spécialisée dans les écrans télématiques, devenue l'une des vedettes du second marché à la Bourse de Paris, a jeté l'éponge. Le contentieux, jusqu'à présent commercial, pourrait bien gagner le terrain du social. Au centre de l'affaire, l'utilisation par certaines des filiales de la Sedri des contrats de qualification.

Le 20 juin dernier, M. et G., techniciens chez Boss Technologies, une société contrôlée à 100 % par la Sedri et chargée de la maintenance des consoles télématiques, reçoivent un courrier pour le moins étrange émanant de F21, autre filiale de la

1 000 heures dans le cadre d'un contrat de qualification de 2 ans. « Il s'agit d'un arrangement interne », explique M. Bernard Verplanck, le président de F21. « Pour des raisons de commodité, on ne pouvait faire venir les gens de la Sedri, qui sont répartis sur tout le territoire, dans notre site à Saint-Gobain (Oise). Il a donc été prévu avec la direction du groupe que nous assurions les enseignements théoriques. Le complément d'heures était dispensé sur les lieux de travail. » La société Boss Technologies a elle assuré le volet de formation. Non, répondent les deux intéressés, qui ont déposé un dossier aux prud'hommes de Nanterre.

Une pratique courante

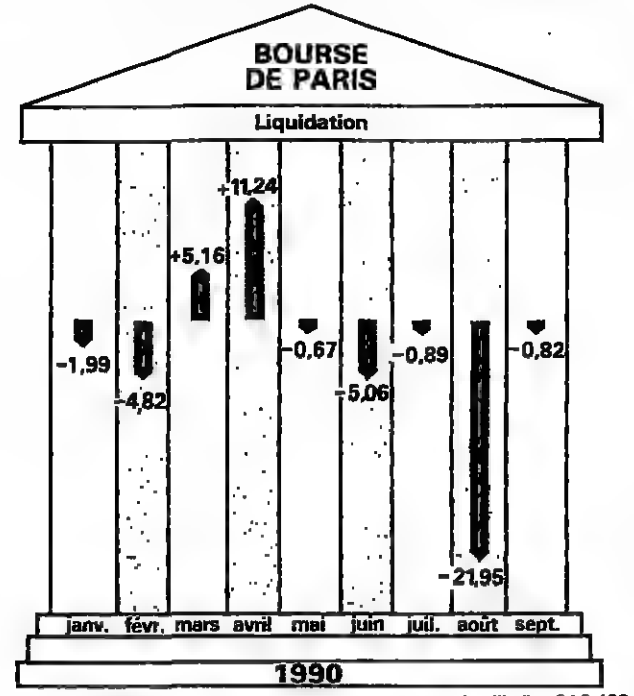
Mauvaise contestation de salariés ébranlés par le dépôt de bilan de leur entreprise ? Cofaillage montre chez Boss et chez F21 ? Ou accord entre les deux filiales d'un groupe en difficulté pour réaliser des économies (généralisant les contrats de qualification) ? Le dossier regorge d'anomalies. En témoigne l'attestation de présence en formation réclamée à M., le 20 juin dernier. Les dates à parer sont étonnantes : le 3 juillet 1989 et le 27 septembre 1990. « Erreur de secrétariat », avertit toutefois M. Verplanck. « J'ai fait expédier des lettres recommandées pour annuler ce courrier. »

L'affaire émeut en tout cas assez vivement l'Agence-PME de Picardie. L'organisme installé à Amiens a en effet versé régulièrement à F21 les subventions prévues dans le cadre des contrats de qualification conclus chez Boss Technologies. Selon un spécialiste de la formation, les pratiques de « double contrat » (embauche sur contrat à durée indéterminée et signature simultanée de contrat de qualification), bien qu'en contradiction avec la loi, sont de plus en plus courantes. « De nombreuses PME ont recours à ce type d'arrangement. Elles ne veulent pas former un jeune pendant 24 mois pour ensuite le laisser partir sans qualification ailleurs. Elles s'assurent donc de sa fidélité en lui présentant d'abord une embauche ferme. De leur côté, les directions départementales du travail ferment les yeux sur la formation dispensée dans le cadre d'un contrat de qualification est véritable. »

Ce panache acrobatique à toutes les sauces. L'entreprise n'est pas vraiment en position de force quand un salarié conteste la réalité d'une formation. Par ailleurs, le contrat de qualification a des contraintes que le contrat à durée indéterminée ne connaît pas. Placée en liquidation judiciaire en même temps que la Sedri, Boss Technologies devra régler à chaque technicien dont le contrat n'est pas expiré une indemnité correspondant aux mois qui lui restent à couvrir. Indépendamment, bien sûr, de l'issue des prud'hommes.

CAROLINE MONNOT

Les marchés boursiers ont atteint leur plus bas niveau de l'année



Liquidation : variation des cours moyens mois par mois selon l'indice CAC 400

Les unes après les autres, les places boursières atteignent leur plus bas niveau de l'année, secouées par la crise du Golfe et les incertitudes liées à l'évolution de l'économie américaine. La journée du 20 septembre aura à ce titre été très révélatrice. A l'exception de New York, où le Dow Jones s'approche de son seuil le plus bas atteint le 23 août dernier (2483,42), toutes les autres grandes bourses internationales ont enfoncé leur plancher. A commencer par Tokyo, qui rapidement était suivi par l'ensemble des marchés européens, Londres, Francfort, Bruxelles, Milan, Madrid, Zurich et Vienne.

La dernière semaine de l'année boursière française, où le terme boursier de septembre s'est achevé sur une liquidation perdante (-0,82 %), la cinquième consécutive depuis le début de l'année. Après une chute de 1,89 % en séance, l'indice CAC 40 est tombé en clôture à 1 540,60 points, enregistrant ainsi sa plus mauvaise performance des neuf

derniers mois. La dernière remontait au 21 août dernier (1 546,51 points). Le baromètre de la place parisienne enregistre ainsi une chute de 23 % depuis le début de l'année et de 21,4 % depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août dernier. (Lire également nos informations boursières, page 28.) Cette spirale à la baisse s'effectue sur des marchés où les intervenants broient du noir sans toutefois jusqu'à présent se laisser aller à la panique. L'heure est plutôt au découragement devant une situation internationale dont personne ne voit l'issue. Ainsi, même face à des cours d'actions jugés « bas », aucun investisseur n'ose prendre de risques. Toutefois, vendredi 21 septembre, la Bourse japonaise semblait se reprendre. Après avoir perdu plus de 1,3 % en séance, l'indice Nikkei se reprenait et terminait la journée en hausse de 0,7 %.

D. G.

En prologue à l'assemblée annuelle du FMI

M. Camdessus s'inquiète du choc pétrolier pour les pays de l'Est

La hausse des prix pétroliers aura des effets violents pour les pays de l'Est, a déclaré jeudi 20 septembre M. Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, au cours d'une conférence de presse à Washington. Selon M. Camdessus, ces pays subissent un triple choc : l'Union soviétique va faire payer son pétrole en devises fortes et aux cours mondiaux alors qu'elle approvisionnait jusqu'à présent ses partenaires à des prix de faveur ; ce changement se produit exactement au moment où les prix de marché flambent ; les pays de l'Est sont en train de passer d'une économie centralisée à une économie de marché et se trouvent la plupart dans une situation difficile. M. Camdessus qui a fait ces déclarations avant l'ouverture samedi 22 septembre des traditionnelles réunions internationales de l'automne à Washington (groupe des Sept, assemblée annuelle du

Fonds monétaire international et de la Banque mondiale) a précisé que le FMI apporterait un soutien à la Hongrie, à la Yougoslavie et à la Pologne qui sont membres du Fonds et ont signé avec celui-ci des accords portant sur des plans de réformes. Soulignant la baisse d'activité à l'Est et la forte inflation qui s'y développe, le directeur du FMI a exprimé son admiration pour la façon dont la Pologne avait entamé son programme de réformes : « Je suis optimiste (...). Je vois une saine et durable croissance se profiler. » M. Camdessus a, d'autre part, invité les pays qui ont la possibilité - notamment ceux qui bénéficient de la hausse des cours pétroliers - à constituer un fonds d'aide aux pays les plus touchés par la crise du Golfe, les pays à revenus intermédiaires en particulier. Les contributions seraient volontaires et à la discrétion des gouvernements, a conclu M. Camdessus.

La Tchécoslovaquie devient le 152^e membre du Fonds monétaire

La Tchécoslovaquie, qui avait été l'un des membres fondateurs du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, a été admise dans ces deux institutions à l'ouverture de leur réunion annuelle, jeudi 20 septembre, à Washington. Après la réintégration de la Tchécoslovaquie (qui s'était retirée en 1954 des institutions nées des accords de Bretton Woods), le FMI et la Banque mon-

diale comptent désormais 152 pays membres. Le quota tchécoslovaque - sa part dans le FMI - a été fixé à 590 millions de droits de tirage spéciaux, soit environ 826 millions de dollars (4,3 milliards de francs). Le total des participations des pays membres au FMI est ainsi porté à 90,772 milliards de DTS, soit plus de 127 milliards de dollars.

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

LA PRÉFECTURE COMMUNIQUE

Par arrêté préfectoral du 11 septembre 1990, une enquête publique d'une durée de 30 jours, portant sur l'utilité publique des travaux de modification de la ligne électrique à 2 circuits 225 kV LANEUVEVILLE SAINT-AVOUD I et II, présentée par Electricité de France, centre régional du transport d'énergie et des télécommunications de l'Est, a été prescrite.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 76-929, du 10 juillet 1976, le dossier présenté par Electricité de France comporte :

Toute personne pourra prendre connaissance du dossier pendant une durée d'un mois, du 8 octobre au 7 novembre 1990, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux :

- à la préfecture, bureau 106, 1^{er} étage, 6, rue Ste-Catherine, à NANCY,
- dans les mairies de LENONCOURT et BUISSONCOURT.

Les intéressés pourront soit consigner directement leurs observations sur les registres d'enquête prévus à cet effet, soit les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, M. Claude GRANGE, à la Préfecture.

M. GRANGE, commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public :

- les mercredis 10 et 24 octobre 1990, de 16 heures à 19 heures, à la mairie de BUISSONCOURT,
- la mairie de LENONCOURT.

A l'expiration du délai d'enquête, le rapport ainsi que les conclusions motivées du commissaire-enquêteur pourront être consultés pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans tous les lieux où un registre a été ouvert au public.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
M^e Arts-et-Métiers (3^e)
Idéal habitation ou p...
Duplex env. 65 m² living avec
kitchen, + ch. + 3 ch. + 1
1 850 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04 p. 22

4^e arrdt
HOTEL DE VILLE
Imm. classé, bon stand. d.
Gd sal., 2 ch., entr.,
cuis., bain, 78 m², me.
Salle rénovation.
SURL BELLE PLACE
43, rue Saint-Maur
Samedi, dim. 14 h à 17 h.

5^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Rénovation de l'imm.
Maison du XVIII^e s. Haut
jardin habité, finissant :
app. 65 m² à 115 m².
Haut de garage.
46-22-03-80
43-59-88-04 p. 22

LUXEMBOURG 2^e
Pierres de l. et ch.
Belle, charmante, Solaire, Vue
1 560 000 F. 43-29-97-18

6^e arrdt
8, RUE BOISSONNADE
Belle 14-18 h 46-44-89-07
Idéal duplex 135 m².
Terrasse dans les arbres.
Parking. P. 1 100 000 F.

8^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES (proche)
Idéal prof. lib. 210 m² env.
Bco de ch., entr., dble
living + bureau + 3 ch.,
2 bns. Taux de 4,50 %
46-22-03-80
43-59-88-04 p. 22

9^e arrdt
ST-GEORGES, p. de l.
110 C. dble living, 3 ch.,
cheminée, Cuis., 18 p.
1 560 000 F. 42-62-46-98

11^e arrdt
FAUBOURG DE CHARENTON
FAHRE, CHARENTON
Bon imm. pierre de l. s/r.
Cuis., ch., entr., ind.
Solaire, à 10 min de
entrée, cul., bns. Solaire.
Rénovation de l'imm.
10, rue JEAN-MACÉ
Samedi, dim. 14 h à 17 h.

16^e arrdt
TROCADÉRO (proche)
Idéal, sér., dble living, 3 ch.
Bco de ch., entr., 3 ch.
+ 3/4 ch., dble living.
46-22-03-80
43-59-88-04 p. 22

M^e MANGE-MOLITOR
Imm. récent, Bon stand. Solaire.
gite à 8 manger, 1 ch., entr.,
cuis., 2 bns. 2 w.c.
101 m² + bco. Solaire.
2, rue de CUVRY
Samedi, dim. 14 h à 17 h.

17^e arrdt

17^e
PLACE PÉREIRE (proche)
App. env. 125 m². Rénov.
40 m² + 3 ch., entr.,
cuis., s.d.b., chb. de serv.
5 250 000 F.
46-22-03-80
43-59-88-04 p. 22

17^e
PORTE MARLOT (proche)
Cuis., entr., 5 ch.,
Trib. bel. app. env. 133 m².
dble living, 45 m² + 2 ch.,
cuis., s.d.b., chb. de serv.
Ascenseur. Très bon plan.
46-22-03-80
43-59-88-04 p. 22

18^e arrdt
Cœur Montmartre, charme,
caractère, calme, cosy,
60 m² sur 2 r. Style mai-
son. A voir. 42-62-46-98.

94
Val-de-Marne
NOGENT-SUR-MARNE
Part. v. d'esp. en pht. 115 m²
dans maison Maillot. Très ve-
doient, 3 ch., 2 s.d.b., gde
rénovation, parking, RENOGENT à
5 m. P. 1 250 000 F.
Tél. pour rendez-vous (seul)
46-22-03-80
Bureau 46-55-91-42 p. 4338

ST-MANDÉ (proche)
PRINCE DE MONTEBELLO
Imm. récent, ch. d'ind.
Trib. bel. app. env. 133 m².
dble living, 45 m² + 2 ch.,
cuis., s.d.b., chb. de serv.
Ascenseur. Très bon plan.
46-22-03-80
43-59-88-04 p. 22

Province
PORT TAMARIS (Var)
Très bel. studio, gde terrasse, vue
mer, idéal. proche par. + piscine.
Escap. P. 1 300 000 F.
ACTIVER (16) 94-31-01-01

immobiliers
INVESTISSEURS
ST-MAUR, 300 m. RER. Plaine
v. d'esp. en pht. 115 m²
dans maison Maillot. Très ve-
doient, 3 ch., 2 s.d.b., gde
rénovation, parking, RENOGENT à
5 m. P. 1 250 000 F.
Tél. pour rendez-vous (seul)
46-22-03-80
Bureau 46-55-91-42 p. 4338

appartements
achats
Roch. URGENT 110 à 140 m²
P. 1 100 000 F. à 1 400 000 F.
14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117

ECONOMIE

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

ECONOMIE

Aidée par la hausse des cours du brut

L'Algérie cherche à restructurer sa dette extérieure

Alors que M. Ghazi Hidouci, ministre algérien de l'économie et des finances, de passage à Paris mardi 18 et mercredi 19 septembre, négocie avec les banques un prêt à moyen terme de 2 milliards de dollars afin de restructurer la dette de son pays, Alger pourrait tirer profit de la hausse du pétrole pour rembourser ses arriérés de paiement d'ici à la fin de l'année. La manne pétrolière sera de toute façon la bienvenue au moment où les réformes économiques ne peuvent mettre un terme aux pénuries ponctuelles dont souffre le pays.

ALGER

de notre correspondant

Bien qu'il ne le crie pas sur tous les toits, M. Ghazi Hidouci, ministre algérien de l'économie et des finances, doit une fière chandelle à M. Saddam Hussein. Fin juillet, étranglée par sa dette, l'Algérie était en effet au bord de la cessation de paiement. Quelques jours plus tard, l'Irak envahissait le Koweït et enclenchait la spirale de l'augmentation des prix du pétrole. Aujourd'hui l'Algérie est en mesure de faire une première estimation : avec les prix qui sont ceux d'aujourd'hui, elle encaissera à la fin de l'année un surplus de quelque 2 milliards de dollars. Une manne tout simplement inespérée.

A niveau de vente constant sur un an, les spécialistes algériens du pétrole estiment qu'une augmentation de 1 dollar par baril rapporte au pays 500 millions de dollars. Avant la crise, l'Algérie vendait son pétrole au prix catastrophique de 16 dollars; les prix sont aujourd'hui voisins de 30 dollars et la situation qui sévit dans le Golfe ne permet pas d'affirmer qu'il s'agit d'un plafond. Bref, l'Algérie peut raisonnablement espérer de substantielles rentrées (même si, prudence, elle a basé ses prévisions 1991 sur un prix du baril à 23 dol-

lars) alors qu'elle a, plus que jamais, besoin de liquidités nouvelles.

La structure de son endettement est en effet des plus contraignantes : déitrice, selon la moyenne des estimations, de quelque 25 milliards de dollars, l'Algérie doit rembourser près de 8 milliards de dollars l'année prochaine, et à peine moins l'année suivante. Entre 1990 et 1993, les trois quarts de ses recettes d'exportation avant la récente envolée des prix du pétrole seront affectés au service de la dette. Une réalité qui était à l'origine des pourparlers menés avec M. Bérégovoy, en juillet dernier, à Paris, en vue d'obtenir une ligne de crédit supplémentaire de 2 milliards de dollars (*le Monde* daté 22-23 juillet) à moyen terme auprès d'un pool bancaire pour restructurer la dette à court terme.

Les nouvelles données financières dont bénéficie l'Algérie ne paraissent pas avoir changé cet objectif. Soit qu'elle préfère ne pas trop parier sur les cours actuels du pétrole, soit que ses besoins financiers sont encore plus grands que les experts étrangers ne les estiment. L'Algérie négocie toujours cet emprunt nouveau de 2 milliards de dollars supplémentaires et un autre, du même montant, auprès des organisations internationales.

Reste cependant à convaincre les banques d'accorder le prêt demandé au plus tôt. Pour sa part le gouvernement français, après une période d'hésitation lorsque les cours du pétrole ont pris leur envol, semble avoir finalement décidé d'appuyer la demande de son homologue algérien.

Il y a quelques mois, la Banque de l'Union européenne (BUE) avait été sollicitée pour monter le dossier. Depuis, tout en attendant conseil du gouvernement algérien, elle a cédé sa place à deux banques françaises, le Crédit lyonnais et la BNP, qui matérialiseront la volonté de Paris de faire un geste. Pour autant, l'affaire est loin d'être réglée. Les autres banques, françaises ou étrangères, qui devraient participer au montage ne se sont

pas encore prononcées, même si M. Hidouci, lors d'un récent séjour à Paris, a pris beaucoup de temps pour expliquer à quelques-uns de leurs présidents l'intérêt de l'opération.

Le coût social des réformes

Le contexte, il est vrai, ne plaide pas en faveur d'Alger. Les banques qui sont en train de faire le bilan de leurs pertes sur le front du Golfe redoutent le montant de l'« ardoise », ce qui pourrait les inciter à la prudence avec un pays qui ajoute à ses incertitudes d'ordre politique celles qui découlent de ce fameux pétrole, son unique ressource. Si tel était le cas, l'Algérie devrait affecter ses surplus pétroliers au paiement de sa dette et non pas à l'approvisionnement du marché ou à celui des entreprises qui manquent de tout pour assurer la continuité de leur production.

Car peu de choses ont changé pour le consommateur. Les mécanismes mis en place par le gouvernement pour faire tourner une machine économique désorganisée jusqu'à la paralysie sont pour lui, si l'on ose dire, de l'hebrieu : réformes ou pas, il a toujours autant de peine à satisfaire ses besoins. Les prix s'envolent, les pénuries succèdent aux tensions, les désagréments de toutes sortes s'additionnent.

Un jour, pour des raisons mystérieuses, c'est le tabac qui manque, permettant à une nuée de gamins de vendre dans la rue, à trois fois leur prix, les cigarettes qui ont déserté le buraliste; un autre jour, l'on apprend que le café, disparu en magasin depuis des semaines, est bloqué au port, par dizaines de tonnes. De même la rentrée scolaire, avec ses fournitures obliga-

toires, hors de prix, de mauvaise qualité et de toute façon souvent introuvables est pour chaque famille algérienne un sujet d'angoisse.

Quant aux entreprises, elles sont la plupart du temps mal armées pour saisir les opportunités que leur offrent les réformes. Trouver une machine, une pièce de rechange, un crédit pour acheter des fournitures à l'étranger relève encore de l'exploit. Le gouvernement espère que la logique du marché imposera, à terme, sa loi, permettant la satisfaction des besoins. Pour l'instant, cependant, il ne s'étend pas sur le coût social de ses réformes ni sur ses éventuelles conséquences politiques. Or c'est, vraisemblablement, le principal obstacle qu'il aura à vaincre.

GEORGES MARION

Selon l'IFI La dette du tiers-monde sera réduite de 22 milliards de dollars en 1990

Les banques commerciales auront signé en 1990 avec leurs débiteurs du tiers-monde des accords de réduction de dette pour un montant record de 22 milliards de dollars (116 milliards de francs), estime l'Institut de finance internationale de Washington. L'an dernier, les réductions de dette avaient représenté 12,4 milliards et, en 1988, 17,3.

L'accord avec le Mexique, dans le cadre du plan Brady, représente à lui seul 8,4 milliards de dollars. Mais l'IFI reproche au système mis en place à l'initiative du secrétaire au Trésor américain d'encourager les débiteurs à accumuler les arriérés de paiement.

Le rapport 1990 de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

La CNUCED propose de taxer les transactions spéculatives

Si le prix du pétrole devait se maintenir autour de 30 dollars le baril, la facture annuelle des importations des pays en développement non-pétroliers s'alourdirait de 26 milliards de dollars (135 milliards de francs environ), soit environ 10 % à 15 % des recettes d'exportation de ces pays une fois payés les intérêts de leur dette. La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) donne cette estimation dans son rapport annuel publié mercredi 19 septembre.

La CNUCED consacre un long développement aux effets de l'instabilité des marchés financiers, liée à la « mondialisation du secteur financier en interaction avec la nouvelle orientation des politiques gouvernementales ».

Les transactions financières mondiales, qui représentent aujourd'hui 36 000 milliards de dollars par an, ont été bien plus vite ces dernières années que l'activité réelle. Depuis le début des années 70, les activités bancaires internationales ont augmenté de plus de 20 % par an, soit deux fois plus rapidement que le commerce international et la production mondiale.

La CNUCED dénonce la « prédominance de la gestion de portefeuille et de la spéculation sur l'esprit d'entreprise ». Selon elle, « au cours des années 80, la politique monétaire a accordé beaucoup moins d'attention à la stabilisation des taux d'intérêt », avec des effets particulièrement néfastes pour les pays en développement.

D'où l'appel de la CNUCED en faveur de la création d'un système

de changes intégré sur le plan mondial, sur le modèle du SME (système monétaire européen) « c'est-à-dire un système de parités ajustables, assorti d'obligations définies à l'avance, de règles d'intervention et de bandes de fluctuations relativement étroites, entre le dollar, l'écu et le yen ».

« Une dynamique négative »

Elle préconise également l'institution d'une taxe sur les transactions internationales ayant une nature spéculative, l'idée de base étant de rendre les transactions impliquant des conversions d'une monnaie dans une autre à court terme plus onéreuses que les conversions monétaires et échelonnées à long terme.

Dressant le bilan de presque une décennie de politiques d'ajustement dans le tiers-monde, la CNUCED constate que non seulement l'écart se creuse entre les pays riches et les autres, entre les pays en développement qui réussissent et ceux qui stagnent ou régressent, mais aussi entre riches et pauvres au sein de ces pays.

Une « dynamique économique négative » qui a entraîné une baisse de l'investissement, un ralentissement du rythme de renouvellement technologique et une dégradation de l'infrastructure économique et sociale très dommageables pour le développement futur.

Le rapport souligne au passage que les politiques d'ajustement pèsent automatiquement sur les plus faibles, car « on ne peut faire supporter au capital et aux plus qualifiés une part tant soit peu significative de l'ajustement global sans provoquer du même coup leur migration, c'est-à-dire une accélération de la fuite des capitaux et de la fuite des cerveaux ».

BRICE ROBERT :

DEPUIS 10 ANS, NOUS AFFECTIONS UNE CERTAINE DISCRETION.

En 10 ans, BRICE ROBERT, Conseil en Immobilier d'Entreprise, a su étendre ses activités de la région Rhône-Alpes, son berceau d'origine, à l'ensemble du territoire national, à travers 8 Directions Régionales présentes dans 16 villes de France.

En 10 ans, BRICE ROBERT a su développer son volume d'activités pour l'amener en 1990 à 800 millions de francs, soit, pour l'année en cours, un chiffre d'affaires HT net de 40 millions de francs, plus de quatre fois supérieur à celui enregistré en 1987, hissant ainsi la société aux tout premiers rangs de la profession.

500 000 m² pour 400 implantations en 1990

En 10 ans, BRICE ROBERT a su répondre avec efficacité et précision aux demandes de milliers de clients du secteur industriel et tertiaire, investisseurs ou utilisateurs directs, promoteurs ou collectivités locales. Ainsi, pour la seule année 1990, BRICE ROBERT aura réussi plus de 400 implantations d'entreprises sur un total de 500 000 m² de plancher.

Depuis 10 ans, BRICE ROBERT affiche une certaine discrétion propice au travail de ses 85 collaborateurs présents quotidiennement sur le terrain,

attentifs aux demandes des utilisateurs, soucieux d'apporter à chacun une écoute attentive, un conseil judicieux, un service personnalisé.

1980-1990 : la 1^{re} décennie BRICE ROBERT s'achève sur des résultats à la hauteur des efforts déployés. Une autre commence, tournée vers des techniques d'approche des besoins de la clientèle encore plus sophistiquées, avec l'aide d'un outil informatique particulièrement performant.

En synergie avec le Groupe PELEGE

Détecter les demandes, rapprocher celles-ci des offres disponibles, expertiser tout bien sur simple demande, encourager le dialogue entre les différents partenaires de l'immobilier d'entreprise, conseiller et agir à tous les stades de l'implantation, utiliser les technologies les plus récentes sans renoncer à l'indispensable échange entre les hommes, inscrire son développement et celui de ses clients dans la synergie d'un grand groupe immobilier international, le Groupe PELEGE, tels sont les objectifs que s'assigne BRICE ROBERT pour les 10 années à venir et qu'il entend bien vous faire partager en continuant d'afficher... une certaine discrétion.

brice robert
la stratégie pour l'entreprise

BRICE ROBERT ILE-DE-FRANCE
PARIS - Tél: 43 93 24 25
BRICE ROBERT CENTRE
TOURS - Tél: 47 05 80 80
BRICE ROBERT RHÔNE-ALPES
ANNÉCY - Tél: 50 57 45 52
GRENOBLE - Tél: 76 47 47 17
LYON - Tél: 78 65 90 00

BRICE ROBERT MEDITERRANÉE
MARSEILLE - Tél: 91 25 58 00
NICE - Tél: 93 21 94 14

BRICE ROBERT EST
METZ - Tél: 87 74 25 59
NANCY - Tél: 88 32 97 60
STRASBOURG - Tél: 88 35 05 85

BRICE ROBERT SUD-OUEST
BORDEAUX - Tél: 56 55 92 27
TOULOUSE - Tél: 51 59 59 79
BRICE ROBERT ATLANTIQUE
NANTES - Tél: 40 73 31 31
BRICE ROBERT FRANCHE-COMTE
BESANCON - Tél: 81 81 85 78
DIJON - Tél: 80 50 18 50

Pour recevoir gratuitement, sans obligation de votre part, Brice Robert Magazine chaque trimestre, veuillez découper ce coupon-réponse et le retourner à Brice Robert Communication - 1 rue de la Pépinière 75008 Paris.

Nom _____ Prénom _____

Entreprise/organisme _____

Responsabilité dans l'entreprise _____

Adresse _____ Code postal _____

Ville _____ Fax _____

Téléphone _____

Un chèque de 45 millions de francs pour les NMPP s'est perdu entre Alger et Paris

ALGER
Un chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le 14 août dernier, au cours d'une conférence de presse, le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, a déclaré que le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

Le chèque de 45 millions de francs, remis par le gouvernement algérien à la fin de l'année 1989, a été déclaré perdu par le ministre algérien de l'Économie, Mohamed Boudiaf, lors d'une conférence de presse à Alger.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE TOTAL

OFF - OMNIUM FINANCIER DE PARIS

Le conseil de l'OFF - Omnium financier de Paris - a, dans sa séance du 19 septembre 1990, examiné les opérations réalisées depuis le début de l'exercice et la situation provisoire au 30 juin 1990.

Depuis le début de l'exercice des investissements ont été engagés pour un montant de 125 millions de francs, une majorité d'entre eux concernant l'accompagnement de participations anciennes.

Au cours du premier semestre, la plupart des participations du groupe ont continué d'enregistrer des résultats satisfaisants. La valeur estimative du patrimoine au 30 juin était de 5 335 millions de francs (soit 2 670 F par action) contre 5 230 millions de francs (soit 2 620 F par action) au 31 décembre, ce qui, compte tenu du dividende net de 48 F mis en distribution, traduit une progression de 8 % en rythme annuel. Sur la base du cours de l'OFF au 30 juin, la décote ressortait à 28 %. Au 14 septembre, la valeur du patrimoine pouvait être estimée à environ 5 000 millions de francs (2 500 F par action), la décote étant montée à 46 %.

Au 30 juin 1990, le bénéfice de l'OFF maison mère s'établit à 198,6 millions de francs contre 60,7 millions de francs au 30 juin 1989. Le bénéfice net consolidé, part du groupe, est de 181,4 millions de francs contre 47,9 millions de francs. Cette forte augmentation est due principalement à la cession déjà annoncée d'actions Lambert. Pour l'ensemble de l'exercice, compte tenu des informations en notre possession et des prévisions qui peuvent être faites, le bénéfice de l'exercice devrait, sauf imprévu, être au moins égal à celui de l'exercice précédent.

845 000 LECTEURS CADRES, le Monde est le premier titre d'information des cadres.
(IPSOS 90)

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS, le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs.
(IPSOS 90)

Capitac

Comptes de l'exercice 1989-1990 clos le 29.06.1990 approuvés par le Conseil d'Administration du 12 septembre 1990 présidé par M. Jean de La Chauvinière.

Actif net au 11.07.1989 (date d'ouverture au public) : F. 50.000.000

Actif net au 29.06.1990 : F. 205.873.142

Performance entre le 29.12.1989 et le 11.09.1990 : + 6,21 % soit 8,85 % annualisés

Valeur liquidative au 11.09.1990 : F. 1.089,68

Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires le 31 Octobre 1990 à 15 heures 30

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Rédaction et siège social : 15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 208.808 F

Administration : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Télax : 261.311 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et tirés du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS (voir norme y compris CEE avion)
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 40-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avec l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Financière Saint Dominique

DES PERSONNALITÉS EXTERIEURES ENTRENT AU CONSEIL DE LA FINANCIERE SAINT DOMINIQUE

Après l'augmentation de capital effectuée en Bourse cet été, qui a ramené à 60% la part du Crédit National, le Conseil d'Administration de la Financière Saint Dominique s'est ouvert à des personnalités extérieures représentant à la fois le monde industriel et les investisseurs institutionnels.

Le Conseil de la Financière Saint Dominique réuni le 15 Septembre sous la présidence de Monsieur Paul MENTRÉ, Président du Crédit National, Président de la Financière Saint Dominique, comprend désormais les quatre personnalités extérieures suivantes :

- Monsieur Alain MERIEUX, Président-Directeur Général de l'Institut Mérieux International,
- Monsieur Marc LADREIT de LACHARRIÈRE, Vice-Président-Directeur Général adjoint de L'Oréal,
- Monsieur Vincent BOLLORÉ, Président-Directeur Général de Bolloré Technologies,
- Monsieur Amaury HALNA du FRETAY, Président-Directeur Général de Labinal

et quatre investisseurs institutionnels :

- GROUPAMA, représenté par M. Gilles LAPORTE, Directeur Général adjoint,
- LA CONCORDE, représentée par M. Gaston ALEXANDRE, Administrateur Directeur Général,
- MINERAIS ET ENGRAIS (Groupe Centenaire BLANZY), représenté par M. Michel NEYER, Directeur Général Adjoint,
- AGF (censeur), représenté par M. Dominique EUGÈNE, Directeur à la Direction Financière.

Le Conseil est complété par trois représentants du Groupe Crédit National et par M. Denis MORTIER, Administrateur, Directeur Général.

Ainsi, la Financière Saint Dominique confirme-t-elle sa vocation à mobiliser autour de projets communs les grands industriels et les grands institutionnels, soucieux avec elle d'un dynamisme renouvelé de l'action déjà engagée dans la perspective de l'Europe de 1992.

1509 MILLIONS DE FRANCS DE BÉNÉFICE NET AU 1^{er} SEMESTRE 1990

BSN PROGRESSE

Au 30 juin 1990, le chiffre d'affaires consolidé de BSN s'est établi à 26,9 milliards de francs contre 23,2 milliards de francs à fin juin 1989.

Pour le premier semestre 1990, le bénéfice net a atteint 1509 millions de francs contre 1413 millions de francs en 1989, soit une progression de 6,8 %.

Il convient de noter que le résultat au 30 juin 1989 enregistrerait sur une période d'un mois, les coûts financiers relatifs à l'acquisition des sociétés biscuitières de Nabisco, mais ne comprendrait pas les résultats correspondants. Par ailleurs, le résultat du premier semestre de 1989 incluait la plus-value dégagée par la cession des activités de sous-traitance aux États-Unis dans le secteur du biscuit. Le résultat au 30 juin 1990 intègre les frais de restructuration engagés par Dannon (Produits Frais), aux États-Unis, pour la fermeture de l'usine de Ridgefield (New-Jersey).

Le résultat opérationnel, après amortissements et avant frais financiers et impôts, s'est établi à 2873 millions de francs contre 2558 millions de francs pour le premier semestre 1989.

La répartition par Branche est la suivante :

(en millions de francs)	30/6/1989	30/6/1990
Produits Frais	641	499
Epicerie	443	499
Biscuits	522	479
Bière	497	550
Champagne, Eau minérale	318	453
Emballage	342	413
Résultat opérationnel des Branches	2663	2893
Résultats non répartis	(105)	(20)
Résultat opérationnel du Groupe	2558	2873

Les résultats consolidés semestriels de BSN ont été contrôlés par les Commissaires aux Comptes et ont reçu l'attestation de sincérité prévue par la loi.

Les résultats du premier semestre ont été conformes à nos prévisions ; ceux de l'exercice 1990 bénéficieront d'un été extrêmement chaud, favorable à la consommation de l'eau minérale et de la bière : les résultats de Kronenbourg et d'Evian, par exemple, ont été excellents pendant l'été.

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF

BSN
C'EST TOUJOURS QUE J'AIME

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 21 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 49

Règlement mensuel										Comptes annuels											
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS						
	Cours	Premier	Dernier	%		Cours	Premier	Dernier	%		Cours	Premier	Dernier	%		Cours	Premier	Dernier	%		
3760	CNE 9%	3789	3785	3730	-1.82	Compt. Int.	254	245	265	1.01	365	367	360	365	1.12	1240	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
950	CLP T.P.	950	962		+1.04	Compt. Mex.	1000	985	980	-1.50	366	366	366	366	0.00	1250	Disconto	1267	1270	1278	+1.12
1140	CLP T.P.	1090	1090			Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	367	367	367	367	0.00	1260	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
1750	CLP T.P.	1676	1575	1541	-2.16	Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	368	368	368	368	0.00	1270	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
1920	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	369	369	369	369	0.00	1280	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
1930	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	370	370	370	370	0.00	1290	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
1940	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	371	371	371	371	0.00	1300	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
1950	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	372	372	372	372	0.00	1310	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
1960	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	373	373	373	373	0.00	1320	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
1970	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	374	374	374	374	0.00	1330	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
1980	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	375	375	375	375	0.00	1340	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
1990	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	376	376	376	376	0.00	1350	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2000	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	377	377	377	377	0.00	1360	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2010	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	378	378	378	378	0.00	1370	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2020	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	379	379	379	379	0.00	1380	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2030	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	380	380	380	380	0.00	1390	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2040	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	381	381	381	381	0.00	1400	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2050	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	382	382	382	382	0.00	1410	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2060	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	383	383	383	383	0.00	1420	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2070	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	384	384	384	384	0.00	1430	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2080	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	385	385	385	385	0.00	1440	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2090	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	386	386	386	386	0.00	1450	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2100	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	387	387	387	387	0.00	1460	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2110	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	388	388	388	388	0.00	1470	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2120	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	389	389	389	389	0.00	1480	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2130	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	390	390	390	390	0.00	1490	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2140	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	391	391	391	391	0.00	1500	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2150	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	392	392	392	392	0.00	1510	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2160	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	393	393	393	393	0.00	1520	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2170	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	394	394	394	394	0.00	1530	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2180	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	395	395	395	395	0.00	1540	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2190	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	396	396	396	396	0.00	1550	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2200	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	397	397	397	397	0.00	1560	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2210	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	398	398	398	398	0.00	1570	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2220	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	399	399	399	399	0.00	1580	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2230	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	400	400	400	400	0.00	1590	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2240	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	401	401	401	401	0.00	1600	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2250	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	402	402	402	402	0.00	1610	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2260	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	403	403	403	403	0.00	1620	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2270	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	404	404	404	404	0.00	1630	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2280	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	405	405	405	405	0.00	1640	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2290	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	406	406	406	406	0.00	1650	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2300	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	407	407	407	407	0.00	1660	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2310	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	408	408	408	408	0.00	1670	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2320	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	409	409	409	409	0.00	1680	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2330	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	410	410	410	410	0.00	1690	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2340	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	411	411	411	411	0.00	1700	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2350	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	412	412	412	412	0.00	1710	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2360	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	413	413	413	413	0.00	1720	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2370	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	414	414	414	414	0.00	1730	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2380	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	415	415	415	415	0.00	1740	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2390	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	416	416	416	416	0.00	1750	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2400	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	417	417	417	417	0.00	1760	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2410	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	418	418	418	418	0.00	1770	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2420	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	419	419	419	419	0.00	1780	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2430	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	420	420	420	420	0.00	1790	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2440	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	421	421	421	421	0.00	1800	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2450	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	422	422	422	422	0.00	1810	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2460	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	423	423	423	423	0.00	1820	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2470	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	424	424	424	424	0.00	1830	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2480	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	425	425	425	425	0.00	1840	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2490	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	426	426	426	426	0.00	1850	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2500	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.50	427	427	427	427	0.00	1860	Deutsche Bank	1267	1270	1278	+1.12
2510	CLP T.P.	1640	1660	1660		Compt. N.É.	1000	985	980	-1.5											

COMPTANT

(sélection)

[illegible]**SICAV**

(sélection

20/9

VALUES	Emission Price Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Price Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Price Incl.	Rachet net
A.A.A.	952 37	929 14	Fuez-Association	30 59	30 59	Pocomat J	6191 98	6175 32
Action	203 01	197 58	Fuez-Cap	35 02	34 50	Pocomat Premier	5824 22	5812 99
Aggregates	719 94	690 33	Fuez-Comp	127700 58	127100 58	Placencia	116 07	162 98
Aggregates	567 65	550 13	Fuez-Ind	236 24	236 24	Placencia	5628 51	5628 51
Aggregates	106 41	105 08	Fuez-Ind	550	541 874	Premiere Dile	10757 85	10747 20
Agf	1049 30	1023 71	Fuez-Ind	28 43	27 74	Pris. Escorial	106 37	105 32
Agf Actions et CP	591 89	577 46	Fuez-Ind	703 56	704 45	Providence	25238 84	25238 84
Agf ECU	1008 76	999 78	Fuez-Ind	27 81	27 73	Providence	1049 52	1022 85
Agf ECU	110 83	108 13	Fuez-Ind	10035 51	10035 51	Quartz	116 58	116 58
Agf ECU	110 83	108 13	Fuez-Ind	4675 2	4650 81	Quartz	585 325 05	585 325 05
Agf ECU	1007 54	997 70	Fuez-Ind	1189 93	1170 57	Rastaco	158 36	156 02
Agf ECU	1073 87	1068 33	Gemson	12510 28	12479 09	Reversa Transac	5124 94	5173 21
Agf ECU	1089 76	1089 76	Gest Association	150 10	146 90	Reversa-Vert	1228 84	1228 84
A.G.F.I.L.L.D.	591 76	585 13	Gest. F. Sidor	10106 87	10058 68	St. Honoré St-Mc	537 79	759 97
AMF	5701 73	5611 21	Gest. F. Sidor	1021 28	1021 28	St. Honoré St-Mc	225 68	225 68
AMF	576 08	561 21	Inesopac	10167 07	98220 46	St. Honoré St-Mc	198 76	198 76
Arbitrage Cont.	5155 48	5143 16	Inesopac	11797 28	11343 54	St. Honoré St-Mc	559 13	533 80
Associé	1117 27	1117 27	Interactions P.	481 01	476 71	St. Honoré St-Mc	488 67	466 51
Associé Inter	330 22	325 17	Japac	149 78	148 35	St. Honoré St-Mc	12893 48	12814 20
Associé Inter	1230 22	1220 22	Japac	241 36	241 36	St. Honoré St-Mc	444 82	444 82
Associé Inter	554 52	550 34	Lafayette Amv	197 19	192 31	St. Honoré St-Mc	704 64	672 71
Associé Inter	110 70	87 80	Lafayette Egan	252 20	240 82	St. Honoré St-Mc	1508 26	1508 26
Associé Inter	139 56	133 55	Lafayette Egan	247 81	236 57	St. Honoré St-Mc	13067 38	12630 76
Associé Inter	117	111 96	Lafayette Egan	257 21	263 63	St. Honoré St-Mc	1189 47	1189 47
Associé Inter	108 28	103 28	Lafayette Egan	121 11	111 25	St. Honoré St-Mc	676 16	676 16
Associé Inter	95 93	95 93	Lafayette Egan	402 04	383 63	St. Honoré St-Mc	1594 80	1592 41
Associé Inter	114 23	109 21	Lafayette Egan	134 81	128 70	S.F.I. et m.	611 12	601 05
Associé Inter	544 76	5438 35	Lafayette Egan	178 24	170 10	Sloan ECU	381 09	370 89
Associé Inter	935 73	948 71	Lafayette Egan	348 83	333 01	S.L. Est.	1225 80	1208 71
Associé Inter	1080 28	1080 28	Lafayette Egan	1010 58	988 56	S.L. Est.	305 81	305 81
Associé Inter	349 83	341 10	Lafayette Egan	1084 05	1084 05	S.L. Est.	382 70	380 25
Associé Inter	26 24	26 24	Lafayette Egan	6800 22	5728 37	S.L. Est.	203 36	199 37
Associé Inter	1128 80	1089 12	Lafayette Egan	11331 79	11331 79	S.L. Est.	400 02	389 31
Associé Inter	8018 82	8008 81	Lafayette Egan	2485 46	2483 94	S.L. Est.	1093 43	1081 58
Associé Inter	96 76	96 76	Lafayette Egan	1010 58	988 56	S.L. Est.	305 81	305 81
Associé Inter	442 34	429 48	Lafayette Egan	2032 39	201 77	S.L. Est.	53305 18	51763 58
Associé Inter	1100 29	1079 72	Lafayette Egan	22887 05	22887 05	S.L. Est.	874 81	830 61
Associé Inter	8011 80	8011 80	Lafayette Egan	488 58	488 58	S.L. Est.	1192 08	1138 02
Associé Inter	1114 44	1087 28	Lafayette Egan	628 79	610 48	S.L. Est.	500 18	480 94
Associé Inter	715 89	715 89	Lafayette Egan	143 15	143 15	S.L. Est.	2065 46	2030 31
Associé Inter	520 47	504 4	Lafayette Egan	1000 82	892 13	S.L. Est.	305 81	305 81
Associé Inter	235 18	223 14	Monaco Investments	362 80	365 59	St. Honoré St-Mc	1204 16	1196 18
Associé Inter	135 53	128 88	Monaco	6389 87	6389 87	Technologie	977 36	948 88
Associé Inter	1025 43	1028 87	Monaco	57874 41	57874 41	Technologie	5473 93	5263 39
Associé Inter	114 53	114 53	Monaco	52484 14	52484 14	Technologie	5473 93	5263 39
Associé Inter	2182 31	2180 80	Monaco	70281 11	70281 11	Technologie	330 53	314 12
Associé Inter	369 31	346 90	Monaco	11598 24	11595 11	Technologie	103 86	102 83
Associé Inter	57202 43	57202 43	Monaco	141 45	135 35	Technologie	108 95	107 07
Associé Inter	23710 36	23710 36	Monaco	342760 09	342761	Technologie	12250 23	12250 23
Associé Inter	2362 32	2362 32	Monaco	52484 14	52484 14	Technologie	5473 93	5263 39
Associé Inter	1940 02	1935 76	Monaco	112 01	109 75	Technologie	5117 59	5087 32
Associé Inter	380708 07	380708 07	Monaco	8628 22	8614 59	Technologie	426 41	411
Associé Inter	277 63	265 04	Monaco	1128 15	1087 96	Technologie	535 10	515 76
Associé Inter	24086 14	24076 24	Monaco	1165 57	1124 64	Technologie	5473 93	5263 39
Associé Inter	4374 61	4374 61	Monaco	2188 05	2188 05	Technologie	5473 93	5263 39
Associé Inter	3888 44	3888 44	Monaco	498 38	498 38	Technologie	5473 93	5263 39
Associé Inter	8822 56	8834 22	Monaco	1355 08	1318 05	Technologie	116 21	156 35
Associé Inter	600 95	580 95	Monaco	65412 06	65412 06	Technologie	117 63	113 49
Associé Inter	1481 94	1481 94	Monaco	987 39	977 51	Technologie	117 63	113 49
Associé Inter	88 67	84 25	Monaco	121 01	121 01	Technologie	117 63	113 49
Associé Inter	58885 95	58885 95	Monaco	761 49	733 76	Technologie	117 63	113 49
Associé Inter	184 82	184 82	Monaco	5007 83	5009 15	Technologie	1307 83	1284 71
Associé Inter	1182 69	1151 01	Monaco	1282 31	1279 75	Technologie	141 32	138 74
Associé Inter	146 46	178 51	Monaco	134 14	122 51	Technologie	2411 22	2362 41
Associé Inter	1234 81	1248 67	Monaco	227 14	227 14	Technologie	2411 22	2362 41
Associé Inter	1073 87	1074 87	Monaco	1003 43	988 60	Technologie	117 63	113 49

Cote des Changes

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché connu

La crise du Golfe

L'Irak expulse des diplomates européens et égyptiens

L'Irak a décidé d'expulser onze membres de l'ambassade de France à Bagdad, dont l'attaché militaire, à-t-on appris, vendredi 21 septembre, au Quai d'Orsay. Les attachés militaires des douze pays membres de la CEE font l'objet de la même mesure, ainsi que l'attaché militaire égyptien, ses deux collaborateurs et deux conseillers de l'ambassade d'Égypte.

Paris a été informé vendredi matin de la décision de l'Irak, a annoncé le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, précisant qu'il restera moins d'une dizaine de personnes à l'ambassade. « C'est l'essentiel du personnel qui est expulsé », a souligné le porte-parole. C'est une escalade supplémentaire de la part de l'Irak, a-t-il estimé, ajoutant que cette mesure a apparemment été prise en riposte à la décision prise la semaine dernière par la France d'expulser onze diplomates et des ressortissants irakiens.

L'expulsion de diplomates irakiens en poste à Paris — de même que celle de tous les attachés militaires irakiens

basés dans la Communauté — était consécutive à la violation par l'armée irakienne de la résidence de l'ambassadeur de France à Koweït et l'interpellation de l'attaché militaire, le colonel Edouard Crespin, ainsi que de trois ressortissants français qui avaient trouvé refuge à la résidence. Les missions diplomatiques des Pays-Bas, de Belgique et du Canada à Koweït avaient également été violées.

Les ambassades à Bagdad des onze autres pays membres de la Communauté européenne ont également été touchées vendredi, les Irakiens ayant décidé d'expulser les attachés militaires des Douze et de restreindre la liberté de mouvement de tous les diplomates européens.

Par ailleurs, « deux avions, venant d'Arabie Saoudite, ont violé jeudi l'espace aérien irakien dans un secteur proche du point de rencontre des frontières jordano-irako-saoudiennes », dans l'ouest de l'Irak, a annoncé vendredi un porte-parole militaire irakien, qui n'a toutefois pas identifié ces appareils.

Il a précisé que les deux avions avaient pénétré au-dessus du territoire irakien jeudi à 12H14 heure de Bagdad (8H14 GMT), atteignant une profondeur de sept à dix kilomètres, et volant à une altitude de 9 500 mètres et à une vitesse de plus de 1 000 kilomètres à l'heure. (AFP)

Le séminaire de la direction socialiste
M. Mauroy considère l'intervention de M. Rocard comme une « contribution » au débat du PS

Le séminaire de réflexion de la direction du PS, organisé à Joulès-Tours, s'est achevé, jeudi 20 septembre, après la séance au cours de laquelle sont intervenus M. Michel Rocard (le Monde du 20 septembre) et plusieurs ministres, séance suivie d'un déjeuner auquel ont participé les membres du bureau exécutif du parti et les membres du gouvernement présents. M. Pierre Mauroy a rendu compte du séminaire, destiné à ouvrir la période de préparation du futur projet du parti. Le premier secrétaire a souligné que, au cours des dix ans écoulés, « ce sont les bases mêmes de notre socialisme qui se sont affaiblies, parce que le monde s'est transformé, parce que le communisme s'est effondré, parce que, aussi, nous avons effectué des choix dans le cadre de notre gestion de la décennie ». Pour M. Mauroy, les évolutions de cette période « ne peuvent être considérées comme une simple parenthèse. Le socialisme a rompu certaines amarres. Il reste le socialisme, mais il nous reste à définir de nouveaux vus ».

Interrogé sur le propos de M. Rocard, invitant les socialistes à se montrer modestes et à tenir compte avant tout des attentes de l'opinion, M. Mauroy l'a présenté comme une « contribution au débat ». « Elle est importante, a-t-il dit, mais nous commençons une discussion qui va durer plusieurs mois ». Le premier secrétaire a admis l'importance de la recherche du consensus, mais il a souligné celle, aussi, de la différence entre la droite et la gauche, hors de laquelle, a-t-il dit, « on est dans la peinture abstraite ».

Le débat sur les institutions, qui avait été esquissé lors des débats de mardi, n'a tenu qu'une place mineure dans les échanges. Il convient de préciser, à ce sujet, que M. Henri Emmanuelli (jospiniste), trésorier du parti, n'avait pas mis en cause la concentration du pouvoir entre les mains du chef de l'Etat, mais l'ambiguïté du système actuel, qu'il souhaite voir résolue par la mise en place d'un véritable régime présidentiel, distinguant clairement les responsabilités de l'exécutif et celles du législatif.

ROUMANIE

Nicu Ceausescu condamné à vingt-cinq ans de prison

Nicu Ceausescu, fils cadet de l'ancien dictateur roumain, a été condamné à vingt-cinq ans de prison, vendredi 21 septembre, dont vingt ans pour « instigation au meurtre », et cinq ans pour « infraction à la législation sur les armes », par le tribunal militaire territorial de Bucarest. La sentence a été lue par le président du tribunal en présence de l'accusé, qui a immédiatement fait appel. (AFP)

A l'occasion d'un entretien avec M. Jean Kaspar (CFDT)
M. Mitterrand se déclare « très favorable » à la contribution sociale généralisée

A l'issue de son entretien avec le président de la République, M. Jean Kaspar a indiqué, jeudi 20 septembre, que M. François Mitterrand s'est déclaré « très favorable » à la mise en œuvre d'une contribution sociale généralisée. Le secrétaire général de la CFDT a ajouté que le chef de l'Etat s'est montré « très sensible » à l'argument de sa contéfaction selon lequel cette contribution s'inscrit « dans un effort de solidarité visant à ce que le financement de la protection sociale soit fondé sur l'ensemble des revenus et pas seulement sur les revenus du travail ».

M. Mitterrand a ainsi souligné, a

affirmé M. Kaspar, que les propositions gouvernementales vont dans ce sens et qu'il souhaite que ce projet de contribution aboutisse.

Le secrétaire général de la CFDT a, en outre, précisé que le chef de l'Etat « partage le point de vue » selon lequel « rien ne justifie une remise en cause des priorités fixées en matière de progression des bas salaires, d'évolution des carrières et d'instauration d'une contribution sociale généralisée » et qu'il faut « poursuivre des négociations sérieuses » en matière de formation professionnelle.

La grève des éboueurs affecte de nombreux quartiers à Paris

Dans plus de la moitié des arrondissements de Paris, les poubelles traînent sur les trottoirs depuis mardi. Ce sont les arrondissements où la collecte des ordures a lieu le matin. Les conducteurs de benne et les chefs d'équipe sont en grève à l'appel de la CGT.

Le mouvement est suivi par environ 90 % des quelque six cents agents. Leur revendication porte sur la rémunération. Elle fait suite au long mouvement de grève qui, pendant vingt-quatre jours au mois de mai dernier, a paralysé le ramassage des ordures dans la capitale. C'étaient alors les agents du nettoyage, ceux qui vident les poubelles derrière les bennes, qui demandaient une revalorisation de leur salaire. Ils avaient obtenu une augmentation de 150 francs par mois, et les grévistes d'aujourd'hui avaient, eux aussi, bénéficié de cette rallonge.

M. Jacques Chirac a rappelé, vendredi matin, que la grève de mai avait obligé la Ville à prendre des mesures de substitution dont le coût s'est élevé, pour les contribuables parisiens, à 40 millions de francs, « soit la somme nécessaire, a-t-il indiqué, à la construction de quatre crèches ». Il a souligné que la Ville, jugeant « difficile et essentiel » le travail des agents du service de la propreté, a fait pour eux « un gros effort ». Leur salaire moyen net mensuel, a-t-il déclaré, n'a jamais été inférieur à 10 000 francs depuis le début de l'année, les écarts constatés allant de 7 155 francs à 16 800 francs.

Le maire de Paris a annoncé les mesures immédiates qu'il prend pour atténuer les effets de la grève. Dans les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 8^e, 9^e et 11^e arrondissements, des sacs en plastique sont mis à disposition des habitants dans leur mairie. Cent vingt bennes passeront régulièrement pour les ramasser.

Dans les 12^e, 14^e, 16^e, 17^e et 20^e arrondissements, cinq cents caissons ont été installés et seront vidés; ils seront déplacés afin d'être accessibles à un maximum de riverains. La aussi, des sacs peuvent être retirés à la mairie d'arrondissement.

M. Chirac a dénoncé l'attitude des grévistes qui, « non contents de lais-

ser leur véhicule au garage, bloquent aussi l'accès aux trois usines d'incinération et aux deux centres de transfert du syndicat de traitement des ordures ménagères qui regroupent la capitale, soixante-quatre communes de l'agglomération parisienne ».

A Rungis, d'ailleurs, une grève paralysait aussi le nettoyage et l'enlèvement des ordures, compromettant le fonctionnement du marché d'intérêt national. CHARLES VIAL

La société Lip est rachetée par le groupe gersois Sensemat

AUCH (Gers)
de notre correspondant

Les sociétés Kiplay et Lip, spécialisées dans la fabrication de montres et de réveils, vont être reprises par le groupe gersois Sensemat, dont le gros des activités concerne l'outillage domestique et professionnel. Causant une réelle surprise dans les milieux industriels et financiers, l'annonce de ce rachat a été officiellement effectuée mercredi 19 septembre par M. Jean-Claude Sensemat, jeune PDG du groupe qui porte son

nom. C'est le 14 septembre qu'avait eu lieu la vente aux enchères avec soumission cachetée au tribunal de commerce de Besançon. La société Cartier était également sur les rangs. Le montant de la transaction n'a pas été révélé.

Fondé en 1969, le groupe Sensemat a réalisé l'an dernier 530 millions de francs de chiffre d'affaires et emploie 230 employés. Avec la marque Lip, le groupe acquiert le stock de 28 000 réveils, 100 000 montres et divers composants de service après-vente.

D. H.

CLAUDE SARRAUTE

Les affaires, pas la guerre

Hier soir, avant dîner, un dîner chez des copains, on prend un verre en feuilletant les journaux télévisés. Zappe un peu sur la Deux, tu vois. Et on s'étrangle d'indignation : Non, mais je révé ! Ces salauds de Jordaniens envoyés par l'ONU aux misérables hordes de travailleurs étrangers qui se sont réfugiés dans le no man's land entre les deux pays. Une passoire, cette frontière.

Et pas seulement celle-là ! Tiens, regarde si c'est pas scandaleux : l'embargo, elles s'en tapent, toutes ces boîtes françaises et allemandes, la Protec en tête, elles savent plus où donner de la commande. Et trois unités de production chimique, trois ! Et une tonne de poudres brésiliens, pour Saddam Hussein ! Remarque, ça leur dégringole de panou, d'Europe, du Proche-Orient, les armes, les vivres et le reste. Alors, de penser que nos gars vont se faire cramer pour rien dans les sables du désert saoudien, moi, ça me révolte. Pas toi ?

La-dessus, la maîtresse de maison nous arrache au poste. Allez, à table, sinon il y a pas que les paras qui vont roussir, mes spaghetti aussi ! On le suit, et la conversa-

tion, on le poursuit : C'est de la foutaise, ce blocus ! Si on croit les affaires en... Tu me passes la sauce tomate... A ce train-là, la guerre, on y va tout droit... C'est quoi, ce dessert ? Des profiteroles au... Chouette, j'adore !

Débarquant ensuite dans le living — C'est du vrai ou du décaféiné ? — qu'est-ce qu'on voit s'étaler à l'écran dans le cadre d'un magazine, un spécial Golfe ? En plein Paris, un véritable embouteillage devant une pompe à essence coiffée d'une pancarte : Super 6 F. Irak 4,50 F. Ça alors ! C'est une affaire, dis donc ! Et pas perdue pour tout le monde, croyez-moi, ils faisaient la queue, les clients, ils arrivaient avec des bidons plein le coffre, ils allaient remplir leur baïgnoire, et ils revenaient faire le plein.

Le garagiste leur demandait : Ça vous gêne pas, avec ça qui se passe, d'acheter ça ? — Ben, non, pourquoi ? C'est une occasion. — Et si nos soldats y laissent leur peau, vous agirez pareil ? — Ben sûr ! Quel rapport ?... Grand éclat de rire du pompiste. C'était une blague. Alors, moi : Ah ! les chiens ! Ils nous ont fait le coup de la caméra cachée pour mesurer notre degré de civisme. Je me disais aussi, c'est trop beau pour être vrai !

M. Jacques Chirac invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Chirac, maire de Paris, député RPR de la Corbize, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 23 septembre de 18 h 30 à 19 h 30.

Le président du RPR répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Pierre Langellier du Monde, de Paul Joly et de Marc Ullmann de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« L'ère damocléenne », par Edgar Morin : Enseignement : « L'architecture réhabilitée », par Michel Delebarre 2

La crise du Golfe 3 à 5

Journal d'un amateur
« Partage », par Philippe Boucher 4

Un problème

pour le chancelier Kohl
Les réparations à verser aux Juifs de RDA 6

Les élections au Gabon
Annulations et reports 9

M. Fiterman

contre M. Marchais
L'ancien ministre des transports présente un contre-projet pour la XXV^e législature du PCF 10

La succession

de M. Médecin
Les divisions dans la majorité municipale risquent de provoquer de nouvelles élections à Nice 12

La mort de Gustave Ansart

L'un des membres les plus anciens du bureau politique du PCF 12

SECTION B

Le budget de la justice

Dialogue de sourds entre le ministre et les organisations professionnelles 14

SANS VISA

• Tunis entre médina et Haf-taoun 17 à 19

SECTION C

La crise paysanne

Le Crédit agricole accepte de négocier pour accroître ses aides aux agriculteurs 24

Réunion des ministres de la zone franc

M. Bérégovoy plaide pour la stabilisation des prix du pétrole 24

Les périphériques sur la FM

Les ambitions d'Europe 1 et de RTL inquiètent RMC 26

Services

Abonnements 27
Annonces classées 24
Carnet 21
Jeux 18
Loto 26
Marchés financiers 28-29
Météorologie 21
Philatélie 21
Radio-Télévision 22
Spectacles 20
Week-end du chœur 26

La télématique du Monde
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 21 septembre 1990
a été tiré à 548 388 exemplaires.

EN L'AN 2000,
60% DES EMPLOIS DEPENDRONT
DES TELECOMS (RAPPORT CEE)
UNE RAISON SUFFISANTE POUR LIRE


Observateur
ENTREPRISES
TELECOMMUNICATIONS

NOUVEAUX
TELECOPIEURS

Notre guide pour bien choisir
parmi les plus intelligents

ENQUETE AU COEUR
DU SYSTEME
D'INFORMATION
DU GROUPE BOUYGUE

A DECOUVRIR
Le mini-studio de vidéoconférence
pour moins de 50 000 F
et 50 produits high-tech



EN VENTE DES LE 20 SEPTEMBRE DANS LES GARES,
LES AÉROPORTS ET LES PRINCIPAUX POINTS DE VENTE